N° 8. — Août 1925 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

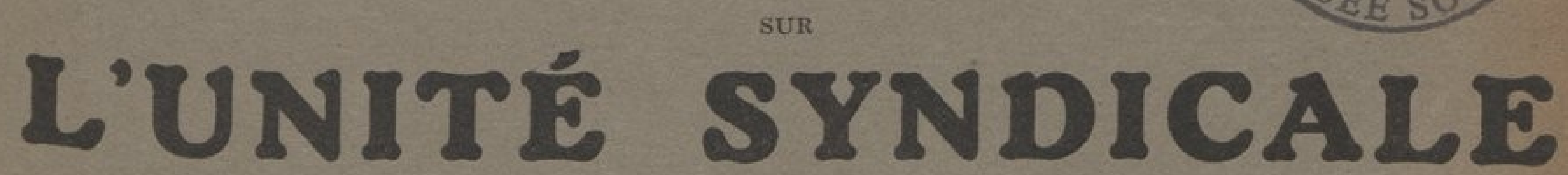
DANS CE NUMÉRO :

"ILS N'ONT RIEN APPRIS"

par PIERRE MONATTE

NOTRE ENQUÊTE

SUR



L'UNITÉ SYNDICALE

RÉPONSES DE

A. GARNERY
PAIRAUDEAU
E. JACQUEMIN
J. CASTEL
MARIE GUILLOT
C. RICHETTA
L. DIGAT
JEHANNE STANKO
G. THOMAS

DEPUIS LA MORT DE LENINE

(PRÉFACE A L'ÉDITION FRANÇAISE)

par MAX EASTMAN

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

LE "NOYAU"

Pierre Monatte, Alfred Rosmer, V. Delagarde, M. Chambelland, R. Louzon, A. Garnery, V. Godonnèche, Albin Villeval, Georges Airelle, J. Aufrère, D. Antonini, G. Lacoste, F. Charbit, L. Marzet, F. Richerand

Adresser toute la Correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à :

P. MONATTE

96, quai Jemmapes — PARIS-X

Chèque Postal : **734-99** Paris

Permanence : l'après-midi, de 3 à 7 heures

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES		EXTÉRIEUR	
Six mois	11 fr.	Six mois	15 fr.
Un an	20 fr.	Un an	30 fr.

PRIX DU NUMÉRO :

France : 2 fr. — Extérieur : 2 fr. 50

SOMMAIRE du n° 8 (*Août 1925*)

“ ILS N'ONT RIEN APPRIS ”

Loriot me disait, il y a quelque temps : « La lutte dans le Parti est pénible. Jamais, même aux plus mauvais jours de la guerre, je n'ai éprouvé pareil écœurement. »

Je comprends ça. On a beau avoir l'estomac solide de son naturel, et l'avoir même endurci par un tas d'épreuves, il est des moments où le bougre renâcle, où l'amertume vous emplit la bouche.

Pourtant que sont donc les jours d'aujourd'hui comparés aux mauvais jours de la guerre, aux jours — d'espoirs brisés — d'après la démobilisation !

Tu t'en souviens, Loriot; vous vous en souvenez, la poignée de 1914... Avec quelle souffrance nous assistions au reniement de l'internationalisme, à l'entr'égorgement des prolétaires ! Avec quelle fièvre de noyés nous attendions et appelions l'explosion des colères populaires contre la guerre ! La guerre passa, toutes les années de guerre, sans cette explosion, sans même que les socialistes aient redressé leur parti durant la guerre. Ils attendirent que la guerre fût finie pour devenir pacifistes. En ce temps-là, de 1914 à 1918, il suffisait pourtant d'être pacifiste pour être révolutionnaire.

Les ouvriers se rattraperaient à la démobilisation, nous disions-nous, en suprême espoir. La démobilisation vint. Déjà la Révolution russe flambait depuis 1917. La Révolution allemande éclata. Puis la Révolution hongroise. L'Italie était secouée. Toujours rien ici. Le Comité de la reprise des relations internationales n'avait rallié qu'une centaine d'adhérents pendant la guerre. A la démobilisation, le Comité de la IIIe Internationale n'en rassembla guère plus. Avec quelle angoisse nous nous demandions ce qu'il adviendrait si la bourgeoisie française, centre de la contre-révolution, tentait de briser les révolutions naissantes !

Décidément, les révolutions à leur début n'ont pas beaucoup d'amis. Nombreux sont ceux qui attendent pour leur accorder leur sympathie qu'elles se soient consolidées et tirées d'affaire.

Durant tous ces mauvais jours, nous ne fûmes en France qu'une poignée ; mais une sombre ardeur nous soutenait. En luttant contre les jusqu'auboutistes du socialisme et du syndicalisme, contre les partisans de l'union sacrée de guerre et d'après-guerre nous savions lutter contre le régime capitaliste. Cette foi nous aidait à tenir le coup contre la lâcheté, la folie et la pourriture qui nous environnaient de toutes parts.

Sans nul doute, la tâche est aujourd'hui infiniment moins lourde et moins périlleuse. D'où vient donc qu'elle provoque plus d'écœurement ?

C'est bien simple. Nous n'avons pas à tenir le coup contre les Renaudel et les Jouhaux, mais contre les dirigeants du Parti communiste et contre ceux de l'Internationale elle-même. C'est cela qui est douloureux. Loriot n'est pas seul à connaître des heures d'écœurement.

Mais quand on a doublé le cap de 1914 et celui de 1919, on peut espérer doubler celui de 1925.

Ces hommes que nous avons attendus plus de quatre ans pour redresser le Parti, plus de six ans pour redresser la C. G. T. — et y échouer — finiront bien par nous rejoindre de leur pas lent. Mais quand ?

Heureusement, nous sommes là à peu près toute la poignée de guerre. Nous n'étions pas plus nombreux au Comité de la reprise et au Comité de la IIIe. Et nous sommes armés de patience.

— Alors, on remet ça, me disait un des anciens.

— Faut bien, puisque nous sommes condamnés, par le mouvement français, à déblayer la route, puisqu'il est écrit que nous serons toujours en avance de quelques années sur le gros de la classe ouvrière et même sur les bataillons de militants.

Et il ne me déplaît pas que les survivants du syndicalisme et ses jeunes défenseurs soient en France les pionniers de cette nouvelle étape. On dira un jour que, tout compte fait, c'est eux qui furent les meilleurs guides de leur classe.

Qu'importe qu'un Cachin nous traite d'anticommunistes. Renaudel traitait bien Loriot d'antisocialiste.

Notre fâcheuse étiquette.

Paraît que nous n'avons rien appris, que nous sommes figés dans un syndicalisme fossile, que nous ne comprenons rien aux problèmes présents.

J'ai déjà entendu ça. Non seulement pendant la guerre et l'après-guerre, mais déjà avant la guerre, quand nous annoncions « la guerre qui vient » et quand nous dénoncions la social-démocratie allemande. Nous n'avons jamais compris comme la masse des autres les problèmes présents. En réalité notre boussole a toujours avancé.

Il n'est pas étonnant, dit-on, que le Parti nous ait exclus. Nous étions restés des syndicalistes indésirables dans un parti communiste. Une fois exclus, d'ailleurs, nous n'avions rien eu de plus pressé que nous coller l'étiquette de syndicalistes communistes.

Ah ! ce sous-titre de la *Révolution Prolétarienne*, nous en a-t-il valu des remontrances et des critiques du côté communiste !

— Qu'avez-vous fait là, disaient ceux qui nous gardaient quelque sympathie. Vous avez légitimé votre exclusion. On est communiste tout court ou on ne l'est pas. Etre syndicaliste communiste c'est n'être pas communiste.

Mais d'autres tenaient un langage fichtrement plus impérieux. Quelqu'un, le doigt sous notre sous-titre, déclara même : « Chez nous, on les envoie en Sibérie. »

On ne nous a pas envoyés en Sibérie; on nous a mis simplement au ban du Parti.

Néanmoins, je ne comprends pas l'émotion provoquée par notre étiquette syndicaliste communiste. J'ai quelques raisons de ne pas comprendre. Evidemment nous n'avons pas demandé autre chose à notre sous-titre que de désigner d'une manière exacte ce qu'il y avait dans notre flacon. L'étiquette était juste, donc bonne.

Je dois même avouer que je n'en suis pas l'auteur. Je ne l'avais pas trouvée quand le juge d'instruction Jousselin me demandait, au cours d'un interrogatoire, à quelle bizarre tendance on pouvait bien me rattacher. « Mettez donc, lui avais-je dit, que ma conception soit un alliage de syndicalisme et de bolchevisme ».

Longtemps, j'ai traîné dans mon calepin une coupure de la *Correspondance internationale*, que nous avions eu l'idée à quelques-uns de faire imprimer sur papillon gommé, afin de la coller sur nos cartes du Parti. Dommage que nous n'ayons pas donné suite à cette idée. Nous aurions pu faire cadeau d'un de ces papillons à Pikel, le chef du secrétariat de Zinoviev, qui vient de nous couvrir de sottises et de s'indigner devant notre étiquette syndicaliste communiste.

Il y aurait lu l'extrait suivant du rapport de Zinoviev au IVe Congrès de l'Internationale Communiste :

Il y a quelques mois, j'écrivis un article intitulé : « La Naissance d'un Parti Communiste ». J'y disais que la naissance d'un Parti communiste était chose fort difficile. Eh bien, camarades, lorsqu'on voit ce qui s'est passé en France, ce qui s'y passe depuis le Congrès de Paris, on doit avouer que la naissance d'un Parti Communiste en France est encore plus difficile qu'on ne l'aurait prévu. Vous avez là la preuve concrète de ce que j'ai affirmé déjà, à savoir que plus l'ancien parti nous a légué d'éléments social-démocrates, plus nous avons de difficultés à surmonter...

L'obervation politique la plus importante qui ait été faite par l'Exécutif et par ses représentants, dont plusieurs, comme Humbert-Droz, ont passé près de six mois en France, c'est que — et il nous faut le dire franchement — nous devons chercher un grand nombre d'éléments communistes dans les rangs des syndicalistes, — des meilleurs syndicalistes, c'est-à-dire des SYNDICALISTES COMMUNISTES. *C'est bizarre, mais c'est ainsi.*

La tradition du mouvement ouvrier français explique qu'en 1922, après deux ans d'existence du Parti Communiste, nous soyons obligés de constater pareil fait : un bon nombre de communistes qui formeront la meilleure portion de notre futur parti se trouvent encore en dehors du Parti Communiste actuel, dans les rangs des syndicats. Et je pense qu'une des tâches les plus importantes de notre Congrès et de sa commission française consistera à amener à nous CES ÉLÉMENTS VRAIMENT PROLÉTARIENS, EFFECTIVEMENT RÉVOLUTIONNAIRES ET ESSENTIELLEMENT COMMUNISTES. *La tradition, en France, est de considérer tout parti comme un groupement de politiciens. Et, malheureusement, il faut l'avouer, c'est une opinion assez justifiée.*

Vous le voyez, c'est Zinoviev en personne qui nous a donné l'étiquette de syndicalistes communistes.

En décembre 1922, les syndicalistes communistes que nous étions étaient considérés, quoique non membres du Parti, comme des éléments vraiment prolétariens, effectivement révolutionnaires et essentiellement communistes.

Nous n'avons pas changé, nous sommes restés ce que nous étions; je crois même que trois années de bouteille de plus nous ont bonifiés. Toute notre petite équipe est retournée joyeusement à l'atelier. D'elle-même, le jour où elle n'a plus été dans la ligne, elle a démissionné de ses fonctions. A une époque où tant de gens se cramponnent et sont capables de révolutions du palais pour garder leur os, nous avons dit tranquillement : remplacez-nous.

Ceux qui sont incapables d'un tel geste parlent maintenant de nos regrets et de nos ressentiments personnels. Ils nous jugent à leur aune.

Nous ne sommes pas, pour la Révolution russe, et pour toutes les révolutions, les amis des bons jours, mais les amis des mauvais jours, d'hier et aussi de demain. Nous n'avons rien à faire oublier, à nous faire pardonner. C'est ce qui nous permet de parler franchement en amis, en révolutionnaires, en communistes. A d'autres, le langage du domestique ou du courtisan.

Le syndicalisme a-t-il vécu ?

Dans le dernier numéro de l'*Internationale Syndicale Rouge*, Nin conclut un article sur l'évolution du mouvement syndical en France en déclarant qu'il ne reste plus rien de l'ancien syndicalisme révolutionnaire. A peine quelques réminiscences encore dans le secteur anarcho-syndicaliste et chez certains camarades de notre groupe de la *Révolution Prolétarienne*. Mais ces déviations, dit-il, seront vite éliminées; le mouvement communiste et le mouvement ouvrier ne font qu'un.

Nin me permettra de lui dire qu'il juge superficiellement la situation du mouvement français. L'exemple qu'il analyse et qui lui paraît tout à fait caractéristique ne l'est pas du tout. Il part de l'évolution de pensée de Monmousseau pour caractériser l'évolution du syndicalisme révolutionnaire. A vrai dire, Monmousseau a passé de l'anarchisme individualiste au

communisme orthodoxe, en traversant rapidement la conception syndicaliste. Antisyndicaliste avant guerre, il n'a pas changé beaucoup sur ce point. L'opposition à la guerre l'amena au syndicalisme et non la lutte ouvrière proprement dite. Le syndicalisme subissait alors, d'ailleurs, une crise profonde et sa force d'attraction était singulièrement réduite. Dans cette période d'attente révolutionnaire, l'organisation syndicale apparaissait impropre à mener l'assaut contre la bourgeoisie et à conquérir le pouvoir. L'organisation révolutionnaire de combat prenait le pas sur l'organisation professionnelle. De là chez certains militants du mouvement syndical une méconnaissance du grand rôle qui attend les syndicats avant la lutte d'Octobre, pendant Octobre et plus encore après Octobre. Gare au lendemain d'Octobre si les syndicats ne sont pas capables d'imposer et de garder à la révolution un caractère prolétarien, de faire contrepoids au blanquisme triomphant.

Non seulement Monmousseau n'est pas venu au syndicalisme par la voie naturelle de la lutte ouvrière proprement dite, mais il personnifie en outre la génération de militants venus à la fin de la guerre et après, et qui se sont formés dans les luttes de tendances. On dirait qu'ils ne voient rien au-delà et qu'ils s'imaginent que le travail syndical consiste en discours sur l'orientation syndicale et en matches oratoires de congrès. Les matches véritables du syndicalisme se livrent contre le capitalisme et la lutte ne se fait pas à coup de salive. Ce n'est pas avec des discours qu'on fera reculer le Comité des Forges ou le Comité de Ceinture, ni qu'on terrorisera des gouvernements d'as du bavardage comme les Briand, les Millerand ou les Boncour.

Les militants communistes des syndicats — je n'ose les appeler communistes syndicalistes, de peur d'attirer sur eux les foudres de l'exclusion — viennent d'expérimenter la valeur de toute leur phraséologie sur le fascisme. C'était le fascisme qui avait armé les briseurs de grève de Douarnenez. C'était Millerand qui avait fait tirer sur Le Flanchec. Resultat : Raynier, le chef des bandits, a bénéficié d'un non-lieu; les patrons de Douarnenez, soudoyeurs d'assassins, ont été laissés tranquilles. C'était fatal, du moment qu'on indiquait comme grand coupable Millerand. Tandis que si l'on avait montré la réalité et mené la campagne qui s'imposait contre les patrons et les briseurs de grève, Raynier ne serait pas en mesure de transporter demain son matériel d'assassinat dans quelque autre grève. On n'aurait pas vu les affiches des jaunes contre la grève des banques.

En ce moment, dans la campagne contre la guerre du Maroc, mêmes fautes de tactique. Toujours la hausse bien au-dessus de l'objectif. Les grands stratèges du Parti sont aussi mauvais tireurs que mauvais plumeurs de volaille. Au lieu du mot d'ordre : Guerre à la guerre du Maroc, pourquoi avoir pris celui de l'évacuation du Maroc ? En visant plus près, on avait de grandes chances de mettre dans le but, il était possible de créer un formidable courant de protestation, tandis qu'en trois mois on n'a pas réussi à rassembler dans un même mouvement tous les ennemis de la guerre du Maroc. Incontestablement, un malaise profond existe dans le pays; mais il ne parvient pas à se cristalliser, à faire masse. Les élections cantonales auraient dû faire réfléchir. La Parti a mené sa campagne électorale sur le tremplin de la guerre du Maroc. Il a essuyé un échec sensible. Sur 1,500 sièges, il en a ramassé 5 ou 6 seulement. Cela tient à ce qu'il n'a pas préconisé le moyen pratique de lutter contre la guerre du Maroc. Son mot d'ordre qui ne correspond pas à l'action possible, qui en détourne même, serait révolutionnaire ? Allons donc !

Comment réaliser le véritable front unique, avec un pareil mot d'ordre ? Les masses qui suivent les socialistes et les confédérés auraient été obligées de marcher pour la guerre à la guerre du Maroc; elles auraient poussé leurs chefs et au besoin marché sans eux. Il en est allé différemment.

De puissantes manifestations populaires, non en vase clos, auraient été possibles. Elles auraient parlé plus éloquemment aux soldats et aux marins que tous les appels que nous leur pouvons lancer. C'est en voyant que le pays se dresse contre l' « opération du cadenas » du maréchal Lyautey et contre les appétits de nos coloniaux d'affaires qu'ils se seraient sentis plus forts. C'est la classe ouvrière qui doit défendre ses enfants et faire reculer l'impérialisme colonial. C'est ici, en France, qu'il faut agir.

Pour cela, il ne faut pas se griser de haute stratégie, il faut comprendre le front unique et l'appliquer. Il faut vouloir l'intérêt de la classe ouvrière et non pas simplement celui du Parti.

Si le syndicalisme ne subissait pas une éclipse, si la C. G. T. U. avait davantage confiance en elle-même, je suis sûr qu'elle aurait vu plus juste et agi plus utilement.

Tant qu'il verra avec les lunettes du Parti, le Syndicalisme prendra les chemins de traverse, il n'accomplira pas sa tâche, il ne la comprendra pas.

On parle de syndicalisme de masse et l'on entend le secrétaire des métaux parisiens parler avec mépris de la défense des intérêts matériels des ouvriers. Mais quel est donc la première tâche d'un syndicat ?

On parle de syndicalisme de masse et l'on colle une enseigne communiste sur la C. G. T. U. Dudilieux et Monmousseau entrent au Bureau politique du Parti.

On parle de syndicalisme de masse et en même temps il n'est question partout, dans les syndicats, Fédérations, Confédérations, que de commissions exécutives homogènes. Qu'est-ce que cela veut dire sinon que des catégories de syndiqués n'auront aucun droit de suivre, contrôler, la vie de leur organisation et de lui apporter leur part d'efforts et leur dévouement.

On traque dans les syndicats les militants qui n'appartiennent pas au Parti ou qui dans le Parti ne sont pas dans la ligne.

On crie sur les toits vouloir l'Unité. Hélas, je crains fort que les vrais partisans de l'unité ne soient pas très nombreux. Les militants influents de la C. G. T. ne la veulent pas. Ceux de la C. G. T. U. ne la croient pas possible.

Les gens de mon espèce, qui n'ont rien appris, ont tout de même appris à être patients. Ils savent que l'unité se réalisera un jour et qu'elle se refera d'autant plus vite que les syndiqués confédérés seront plus vite gagnés à l'idée d'unité. Ils savent que la classe ouvrière doit se donner elle-même ses guides et non pas aller les cueillir tout faits à côté. Ils savent que le syndicalisme d'autrefois doit s'adapter aux besoins des luttes d'aujourd'hui et qu'il n'a pas besoin pour cela d'être la doublure ou la queue du Parti.

Dans mon court séjour au Parti, j'ai appris un certain nombre de choses et notamment à hausser les épaules quand on nous traite d'anticommunistes, et de contre-révolutionnaires.

Contre-révolutionnaires, nous? Ni objectivement ni subjectivement, pour employer le jargon des docteurs ès léninisme. Il y a deux manières de servir la bourgeoisie, de se conduire en agents de la bourgeoisie; la première est connue; la deuxième l'est moins. La première consiste à retenir la classe ouvrière; la seconde consiste à l'énerver et à l'épuiser en la tenant en état d'alerte constant. Dans les deux cas, la classe ouvrière est incapable d'action. Dans les deux cas, la bourgeoisie a atteint son but. Objectivement, Treint est aussi contre-révolutionnaire que Blum et Renaudel.

Qu'il soit laissé libre de saboter, de ruiner le Parti, c'est affaire aux membres du Parti.

Mais je suis tranquille, le mouvement syndical ne se laissera ni saboter, ni ruiner. Il ne peut pas ne pas réagir un jour ou l'autre. Dans le passé, le syndicalisme révolutionnaire fut la réaction de l'expérience ouvrière contre la faute des Partis.

Il le sera encore.

(A suivre.) P. MONATTE.

COMME SOUS L'EMPIRE

Le camarade Meujuc, administrateur de la « Cootypo », est emprisonné pour avoir tiré, en qualité d'imprimeur, une affiche du Comité d'Action.

Jamais un imprimeur, depuis l'Empire, n'avait été rendu responsable d'une publication dont le rédacteur ou le gérant était connu.

Dans le cas présent, des centaines de militants ont pris la responsabilité de cette affiche ; il s'en trouvera mille s'il le faut pour en prendre la responsabilité matérielle et morale.

La loi de 1881 sur la presse est cyniquement violée.

Par qui ?

Par un ministère composé de treize membres de la Ligue des Droits de l'Homme.

UNE GARE EN ÉTAT DE SIÈGE

Chaque année, les sections communistes de Seine-et-Oise, aidées des Jeunesses, organisent une fête champêtre en forêt de Sénart, lieu très propice au repos et aux divertissements. Chaque année, cette fête connaît un très gros succès et jusqu'à présent elle était « sans histoire ». Or, en l'an 1925, sous le règne du Bloc des Gauches, la « vraie » démocratie étant au pouvoir, le préfet Bonnefoy-Sibour, aux ordres du Cartel, l'a frappée d'interdiction. L'accès de la forêt fut interdit à la « horde ». Les organisateurs décidèrent au dernier moment que la fête aurait lieu près de Juvisy, à Vitry-Châtillon, dont la municipalité est communiste. Donc, le dimanche 26 juillet, de nombreuses familles ouvrières débarquèrent en gare de Juvisy, pour, à défaut de forêt de Sénart, se livrer à un pacifique pique-nique sur les berges de la Seine. Quelle ne fut pas leur surprise de tomber dans une gare pleine de gendarmes, casqués, bottés, mousquetons en bandoulière, une gare en réel état de siège. Sur trois sorties, deux étaient interdites par des sentinelles. D'où obligation de sortir par la sortie principale, elle-même barrée par un cordon de gendarmes, qu'on ne pouvait traverser que dix à la fois. Encore fallait-il ouvrir ses paquets, et les porteurs de journaux furent vite délestés de leur chargement. Tous les gendarmes du département avaient dû être mobilisés pour la circonstance. Chaque demi-heure, une patrouille à cheval, quatre hommes et un trompette, partait explorer rues et chemins. Malgré tout cet appareil, la fête fut assez réussie, bien qu'un peu gâtée par le temps. Et dans la soirée, le sang-froid des organisateurs ne fut pas de trop pour éviter de sanglantes bagarres.

Il va bien, le Bloc des Gauches ! Il interdit ce qu'autorisait Poincaré. En cette occasion, sa frousse fut telle que toutes les gares des environs étaient pareillement gardées. Les gendarmes qui « protégeaient » la petite station de Draveil-Vigneux se doutaient-ils qu'ils perpétuaient la tradition des gouvernements républicains, tueurs d'ouvriers ?

RÉPRESSION

L'*Humanité* monte, chaque jour, en épingle les interrogatoires des membres éminents du Comité Central d'Action. Pourquoi ne donne-t-elle pas, sinon plus, du moins autant d'importance aux condamnations extrêmement sévères qui s'abattent chaque jour sur d'obscurs militants ? Un tel, mineur ou boulanger, a été « pris » à distribuer des tracts ; coût : un an de prison. Un tel, métallurgiste, collait des affiches, coût : deux ans de prison. Ils sont la seule force du Parti et des Syndicats, ces « un tel » de Paris et de province. Le pouvoir le sait bien qui les frappe impitoyablement. N'est-il pas naturel aussi que les « grands chefs » laissent honteusement tomber les « rang et file » ?

OUBLI CURIEUX

Lemire, qui fut à Mayence, en 1924, un des plus courageux représentants des Jeunesses communistes, ayant été à la peine pendant huit mois de prison, ne sera pourtant pas à l'honneur, parce qu'il a commis le crime de ne pas penser comme Doriot.

Déjà on n'a pas voulu de lui dans le Comité du Secours Rouge dont font partie d'autres libérés de Mayence. Et, nommant dans un article les condamnés par le Conseil de guerre, Raymond Hardouin — qui ne s'oublie pas ! — oublie Lemire dont l'*Avant-Garde* disait en 1924 qu'il fut *le mentor de ses co-inculpés.*

Le plus triste c'est que Raymond Hardouin est un bon militant, un brave type qui dans le fond de son cœur doit conserver à Lemire toute son amitié.

Mais, quand on est bolchevisé... il faut bien se montrer capable de... cochonneries à la Ferrat.

ENQUÊTE SUR L'UNITÉ SYNDICALE

A la veille du Congrès interconfédéral d'unité convoqué pour la fin d'août, il nous a paru utile de demander à un certain nombre de militants du mouvement syndical leur opinion sur la reconstitution de l'unité syndicale.

Nous nous sommes adressés de tous les côtés, à des militants de la C. G. T., de la C. G. T. U., des Syndicats autonomes, de la Fédération des Fonctionnaires; à des militants chargés de fonction, à d'autres qui en sont déchargés depuis plus ou moins longtemps, à certains qui sont restés des militants du rang mais dont l'expérience mérite d'être consultée. Nous avons eu la préoccupation d'appeler toutes les tendances — et Dieu sait si elles sont nombreuses — ainsi que toutes les générations qui sont dans la lutte à exprimer ce qu'elles pensent de ce problème important.

Il nous a semblé que réunir côte à côte des réponses venues de tous les points de l'horizon, c'était rétablir la discussion entre camarades qui se tournaient le dos ou se montraient le poing, c'était faire une sorte de manifestation pratique d'unité.

Voici le texte du questionnaire auquel nous avions demandé de répondre :

I. — *Pensez-vous que la scission syndicale de 1922 soit un fait définitif, que le mouvement syndical français soit condamné désormais à être divisé en deux ou plusieurs C. G. T. possédant chacune sa tactique et son idéologie propres ? Ou bien estimez-vous possible de réparer la scission et de réaliser un syndicalisme de masse embrassant tous les ouvriers, quelles que soient leurs opinions politiques ou philosophiques ?*

II. — *Si l'unité syndicale vous paraît désirable et possible, quels obstacles s'opposent, selon vous, à sa réalisation ? Comment peuvent-ils être surmontés ?*

III. — *Comment peut-on travailler utilement en faveur de l'unité ? Que pensez-vous des efforts du Comité anglo-russe pour l'unité syndicale internationale ? Le front unique c'est-à-dire l'action commune pour une lutte déterminée, ne vous semble-t-il pas devoir réparer provisoirement et en partie les dangers de la scission et préparer les esprits à la reconstitution de l'unité organique ? Comment voyez-vous l'unité à la base ?*

IV. — *Votre organisation sera-t-elle représentée au Congrès interconfédéral d'unité proposé par la C. G. T. U. ? Si oui, quelles idées apporterez-vous à cette tribune ? Si non, quelles sont les raisons qui motivent son abstention ou son hostilité ?*

❀ ❀ ❀

PREMIÈRES RÉPONSES

I

GARNERY

ancien secrétaire de la Fédération de la Bijouterie-Orfèvrerie.

Penser que la scission syndicale de 1922 peut être un fait définitif, mais ce serait nier le mouvement syndicaliste français. Ce serait accepter sans espoir de revanche la victoire que les gouvernants, agents du capitalisme, n'ont pu remporter contre notre organisation que sous le couvert de formidables événements et grâce à ce monstre l'Union sacrée.

Pour un vieux syndicaliste, c'est impossible.

Provoquée par les matraques d'union sacrée, la scission fut une lourde faute ou une grave erreur. Y persister est un crime contre le prolétariat.

Il en est de même pour l'existence de plusieurs C. G. T. avec chacune leur tactique, leur tendance et leur idéologie. *Idéologisme à part*, ce mot apporté au pluriel dans le début — par des perroquets ou des savantasses, plus encombrants qu'utiles — la valeur et la force du syndicalisme viennent pour une bonne partie de ce que toutes les manifestations de la pensée peuvent s'y affronter et s'y affirmer. L'important est le bénéfice à en tirer pour l'action. Au contraire, la division actuelle c'est la néfaste impuissance, de laquelle il faut absolument sortir.

Les obstacles sont nombreux, l'ennemi est puissant et sait au besoin les multiplier, les dissimuler. A mon sens, on peut les surmonter tous.

D'abord un tas de bougres piétinent l'unité sous prétexte de nous y mener avec leurs thèses, antithèses et autres papiers noircis.

Les phraseurs renchérissent avec leur coupage de cheveux en quatre sur les idéologues.

Les appareils des partis d'à-côté rivalisent pour mettre le syndicalisme dans leur ligne.

Nos tronçons d'appareils dans nos tronçons de C. G. T. emboîtent le pas. Lettres de ceux-ci, réponses de ceux-là, répliques, analyses, etc. De multiples Comités se sont constitués sous l'égide de ceci ou de cela.

Pendant ce temps, l'exploité pris dans l'immense système Taylor, chair à plus-value, chair à impôts, chair à mitraille, préparée par le Talon de Fer, se demande à quoi riment toutes ces controverses.

Les bons bougres de syndiqués n'y comprennent guère plus et attendent avec impatience la fin de cette crise. Pour eux, l'unité, est-ce que cela peut être discuté ? Cela ne se discute pas.

Les syndiqués, eux, ne sont pour rien dans la scission dans laquelle la soi-disant élite paraît se complaire. Ils en ont marre ! Qu'on les laisse donc une bonne fois se prononcer là-dessus.

Soit dans leur Assemblée générale de syndicat soit par voie de referendum cette simple question posée sous forme de proposition dans tous les syndicats des soi-disant C. G. T. actuelles :

Etes-vous pour la reconstitution de l'unité par la fusion sans conditions, quitte à examiner ensuite les questions titre, voie et moyens de remise en marche ?

Puis, après le vote, dans la même Assemblée ou le même referendum, cette autre simple question posée par le président également sans discussion ni intervention des copains de l'appareil :

Si la proposition sur laquelle vous venez de vous prononcer réunit la majorité des syndicats, êtes-vous partisans de la tenue d'un Congrès de reconstitution de l'unité, sur les mêmes bases, c'est-à-dire

fusion sans condition ni discussion, puis réorganisation ?

Pour moi, nul doute que l'unité sorte d'une telle consultation.

C'est ainsi que je comprends l'unité en partant de la base.

Un seul bon bougre par Syndicat sans aucune intervention des copains de l'appareil suffirait pour la faire aboutir.

Quant aux autres moyens de travailler utilement pour l'unité, je n'en vois qu'un : c'est l'action directe des travailleurs malgré la pénible situation créée par la scission. Exemple : les copains des T. C. R. P., des P. T. T., des Employés de banque et autres.

L'action directe fut la genèse du syndicalisme, de même que l'union sacrée fut la genèse de la scission. Donc action directe ! Action directe !

Discutailler sur le front unique, c'est tomber dans le même travers qu'en palabrant sur l'unité. A mon sens, l'un éloigne de l'autre. C'est également ouvrir la porte de nos milieux aux phraseurs, théseurs, idéologisteurs et autres arrivistes, cette vermine dont ensuite on a tant de mal à se débarrasser.

Le front unique pas plus que l'unité ne se discute, on le réalise quand besoin est. Or ceux qui vivent dans la scission n'éprouvent aucun besoin de front unique.

Sur le terrain international où presque tout est à faire du point de vue syndicaliste. Vive le Comité Anglo-Russe ! Les copains Russes et Anglais n'ont pas discuté le coup à l'infini avant de se rencontrer, ils se sont recherchés. C'est bon signe.

Les événements aidant, voici nos camarades Anglais obligés d'envisager une action internationale. Preuve que cette vieille idée de grève générale avait du bon.

Nos camarades Russes qui, eux, ont su tirer de la guerre la conclusion logique pour le Prolétariat, c'est-à-dire la Révolution, ont besoin de l'action internationale pour maintenir leur position.

Donc l'Unité internationale est en marche, ce qui doit nous inciter encore plus à la réaliser chez nous.

Depuis longtemps les Etats bourgeois envoient tous des délégués dans des Congrès universels et nous, nous en sommes à chicaner sur Amsterdam et Moscou qui n'ont presque rien du syndicalisme.

A quand le Congrès ouvrier du syndicalisme universel ?

Le Comité anglo-russe peut et doit devenir l'embryon de cette réalisation formidable. Encore un coup, aidons-le en réalisant l'unité syndicaliste en France afin de pouvoir mieux participer à l'action internationale et veiller à son développement.

La question de la participation au Congrès interconfédéral sera posée à notre Assemblée générale qui doit avoir lieu d'ici le 15 août. A Paris où nous groupons 700 cotisants à jour, deux seulement de nos vieux copains sont restés englués dans les « réalisations » d'union sacrée. On ne sait où ils sont syndiqués et pourtant l'un fait partie de l'appareil. Encore ces deux copains seraient certainement heureux de voir l'unité rétablie.

Notre syndicat ne s'occupe guère que d'action directe. Aussi a-t-il le syndicalisme dans le sang et est franchement pour l'unité.

La question sera également posée au Congrès fédéral qui se tiendra peu après. Nul doute qu'il se prononcera pour l'unité.

Le plus renversant dans les bafouillages des scissionnistes qui, sous couvert d'unité, vivent dans la scission et n'ont percé que grâce à elle, c'est de les voir se réclamer de la Charte d'Amiens, cette bonne vieille Charte.

La Charte d'Amiens ce fut, si on peut dire, la charte du Parti syndicaliste, car en groupant tous les travailleurs sans distinction de partis, elle en pondait un et un bon.

Elle était solide, la vieille Charte, puisqu'il a fallu la guerre et l'union sacrée pour la culbuter. Encore il faut croire qu'elle n'est pas morte puisqu'on s'en réclame tant.

Il est vrai qu'on se réclame de tant de grands morts, hélas ! pour des besognes qu'ils auraient répudiées avec mépris.

Le vote de la Charte d'Amiens, mais ce fut la consécration de la fusion des tendances dans l'action directe, l'affirmation envers et contre tous que les travailleurs n'ont à compter que sur eux-mêmes pour la réalisation de toutes leurs revendications. Ce fut, si l'on peut dire, la proclamation du jusqu'auboutisme ouvrier.

Le Congrès d'Amiens fut un tout dont la Motion antimilitariste et antipatriotique fait également partie.

Si c'est là-dessus que l'on croit pouvoir réaliser l'unité, allons-y.

Si tous ceux qui se réclament de la motion d'Amiens sont de bonne foi, qu'ils le montrent en proposant la tenue d'un Congrès d'unité sur cette base.

En peu de temps cela peut être réalisé.

Et si la Charte d'Amiens a pu servir à la reconstitution de l'unité syndicaliste en France, vive la Charte d'Amiens ; vive la C. G. T. française ou la C. G. T. Fusionnée ; le titre importe peu.

La parole est à Jouhaux, Monmousseau...

GARNERY.

II

PAIRAUDEAU

Ancien secrétaire adjoint de la Fédération unitaire des Cheminots

1re *Question.* — Non, je ne pense pas que la scission soit définitive. Il faudrait être fou pour le croire.

Ce ne sont pas les hommes qui poussent les événements, mais les événements qui poussent les hommes.

Si la classe laborieuse tolérait plus longtemps deux C. G. T., pas de raison pour que quelques esprits chagrins n'en forment pas une troisième, puis une quatrième, avec chacune sa propre conception idéologique, politique ou philosophique. Cela ne serait plus un syndicalisme de masse, mais un syndicalisme de secte, autrement dit un morcellement de la classe ouvrière, d'où une impuissance totale à obtenir le moindre avantage sur le terrain professionnel et en même temps contraire au Syndicalisme Révolutionnaire.

2e *Question.* — On ne peut nier que les vieux militants de la rue Lafayette ne soient pas très amoureux de l'unité syndicale. La tenue du prochain Congrès Interconfédéral peut amener une certaine perturbation dans la vieille C. G. T., notamment dans quelques fédérations, mais prétendre que

l'unité sera réalisée, ceci est malheureusement inexact.

3e *Question.* — Les méthodes préconisées par la C.G.T.U. me paraissent bonnes. Par le front unique pour un but déterminée on peut, en effet, obtenir quelques avantages; encore faut-il que la sincérité existe d'un côté comme de l'autre.

Nous l'avons vu en 1922 et 1923 dans les chemins de fer lorsqu'il s'est agi de défendre la journée de huit heures. Certains syndicats confédérés décidèrent de mener la lutte en commun avec les syndicats unitaires. Mais, désapprouvés par leur Fédération, ils n'eurent pas l'énergie nécessaire pour passer outre. Exemples récents pour les Comités mixtes, à part quelques exceptions.

Je n'ai guère confiance dans l'unité à la base, car ceci me paraît être une source de conflits multiples. Unité simultanée. Unité de la base au sommet et du sommet à la base.

4e *Question.* — Notre organisation sera représentée au prochain Congrès Interconfédéral.

PAIRAUDEAU.

III

E. JACQUEMIN

Délégué de la C. G. T. pour la région de l'Est

Avant 1922, la scission syndicale m'apparaissait comme une chose impossible.

Pendant vingt-sept ans, les différentes tendances politiques et syndicales avaient cohabité au sein de la C. G. T. Certes, l'existence n'avait pas toujours été calme, le heurt des tendances nous avait divisé plus d'une fois, mais l'unité du mouvement avait résisté à tous les assauts.

J'en concluais un peu hâtivement à l'indestructibilité de l'unité du mouvement ouvrier.

Les événements m'ont donné tort.

Je n'ai jamais pensé, cependant, que ce puisse être un fait définitif.

Je considère la scission comme un accident malheureux dans la vie syndicale et non comme l'état normal dans lequel désormais devra vivre le mouvement ouvrier.

Je reste persuadé que tôt ou tard, sous l'impulsion des nécessités économiques, les forces ouvrières se rejoindront.

L'existence de la C. G. T. avant-guerre prouve que la réalisation d'un syndicalisme de masse englobant tous les ouvriers sans distinction d'opinions politiques ou philosophiques n'est pas une utopie, à condition de respecter la charte d'Amiens.

Les polémiques acerbes, les injures, les calomnies restent un des principaux obstacles à l'unité; elles entretiennent la défiance et font que bon nombre de camarades voient dans les propositions de la C. G. T. U. une manœuvre du Parti communiste.

La création des cellules d'usines; les mots d'ordre du Parti, son ingérence dans la question de l'unité syndicale ont renforcé cette opinion.

L'insistance de la C. G. T. U. à réclamer le droit pour la minorité de s'organiser fait craindre le retour des événements fâcheux qui ont précédé la scission.

L'affirmation hautement proclamée du respect de la charte d'Amiens, la renonciation à l'organisation de la minorité pourraient, seules, dissiper cette défiance.

Il faut cesser les campagnes injurieuses, s'employer à atténuer l'animosité entre les militants des différentes tendances, créer une atmosphère de camaraderie sans laquelle aucune unité ne peut être solide ni durable.

Je suis attentivement les efforts du Comité anglo-russe et fais des vœux pour leur réussite. Mais ne pensez-vous pas qu'il faudrait faire taire Zinoviev ?

Pour moi, le front unique consacre la scission. Les tentatives qui en furent faites ont été malheureuses — au point de vue syndical — et n'ont nullement travaillé pour l'unité.

C'est trop souvent une manœuvre pour faire appliquer par les organisations confédérées les mots d'ordre du Parti communiste.

L'unité à la base peut se faire par la reconstitution d'un seul syndicat de métier dans chaque localité, d'une seule union de syndicats par département, d'une seule fédération par industrie, et la C. G. T. ainsi reconstituée pourrait tenir son congrès et déterminer son orientation.

Nous défendrons notre point de vue au Congrès confédéral et voterons pour le Congrès Interconfédéral.

Nous sommes trop partisans de l'unité pour enfreindre les décisions du Congrès.

Avec la C. G. T. nous assisterons au Congrès Interconfédéral, sans elle nous n'irons pas.

EUGÈNE JACQUEMIN.

IV

J. CASTEL

secrétaire de la Fédération unitaire de l'Agriculture.

Nous n'avons pas de temps à perdre pour répondre à des gens qui font une besogne contre-révolutionnaire.

J. CASTEL.

V

MARIE GUILLOT

ex-secrétaire de la C. G. T. U.

Cher ami,

Voici mon avis sur l'unité au point de vue général (ci-joint Action Syndicaliste *de juillet). Au point de vue fédéral, c'est beaucoup plus compliqué. Et, admettant l'unité générale, — souhaitable sinon réalisable — ça déchaînerait tout de suite une question de l'enseignement — question très ardue, vous savez pourquoi.*

MARIE GUILLOT.

L'unité syndicale paraît être désirée par tous les syndicats.

Par unité, on entend la jonction de tous les syndiqués qui faisaient partie de l'ancienne C. G. T. et de tous ceux qui sont venus s'ajouter à eux dans les syndicats issus de la séparation ou formés depuis.

L'unité doit donc réunir tous les syndiqués qui sont actuellement à la C. G. T., à la C. G. T. U., dans les syndicats autonomes. Ils seront groupés dans une seule C. G. T. L'unité ne peut, hélas, réunir toute la classe ouvrière organisée, car il y a des syndicats à la dévotion du patronat ou

alliés à lui dans l'espoir d'obtenir des avantages immédiats, et surtout par suite d'une timidité excessive devant l'action de résistance au patronat.

Il semblerait que cette unité dût se faire rapidement.

Il n'en est rien.

Voyons ce qui la retarde.

Je crois, pour ma part, que les querelles d'amour-propre et de personnalités sont secondaires dans cette affaire. Si les éléments qui doivent entrer dans la nouvelle et unique C. G.T. étaient aussi partisans qu'on le dit de se regrouper, ce ne seraient pas des questions de forme qui les arrêteraient. L'unité se ferait d'elle-même et très rapidement, car rien ne résiste à la volonté d'une masse de militants obscurs, pas même, en admettant que cet obstacle soit important, la mauvaise volonté des « grands chefs ».

Qu'est-ce qui entrave donc la réalisation de l'unité ? Quelles raisons sont donc assez fortes pour empêcher ce désir profond, sincère de la masse des militants de se concrétiser ?

Il faut les rechercher et les dire tout crûment, même si on doit lever derrière soi la « réprobation » de ceux qui ne connaissent pas les faits ou ne veulent pas les connaître ; et les calomnies de ceux qui les connaissent trop bien.

J'en vois deux :

Les militants de la C. G. T. pour la plupart, malgré une minorité, sont partisans de la collaboration ; ce sont eux qui autorisent la collaboration des chefs de la C. G. T. avec le gouvernement, et peut-être avec les grandes associations patronales, quand il y a moyen.

Une partie d'entre eux reculeraient sans doute s'il leur fallait pratiquer eux-mêmes cette collaboration dans leur milieu. Et l'on constate ce fait paradoxal : d'un côté une C. G. T. dont les décisions sont de collaboration de classe ; de l'autre, des syndicats de cette C. G. T. qui pratiquent la lutte de classe. Il serait intéressant de savoir quelle est là-dedans, la part à faire à l'équivoque entretenue par les militants de premier plan et la part à faire au manque de perspicacité des « troupes ».

La deuxième raison, c'est l'intrusion des partis politiques dans la vie syndicale.

Certes, les partis ont toujours cherché à influencer les syndicats ; ils savent bien que la force ouvrière est là : mais depuis 1906, ils avaient renoncé au système des syndicats affiliés aux partis, c'est-à-dire au système qui fonctionnait en France avant la constitution de la C. G. T., chaque parti ayant des syndicats à sa dévotion ; les autres se désignant sous le nom de syndicats libres au lieu de se nommer, comme aujourd'hui, syndicats autonomes.

Nous retournons à ce stade, qui fut un stade d'activité syndicale faible (relativement à ce qu'elle fut par la suite). C'est là tout le progrès que nous auront fait accomplir, d'une part la collaboration de classe; d'autre part, la pratique syndicale du Parti communiste.

Profitant du désarroi causé par l'action collaborationniste des dirigeants de l'ancienne C. G. T. et de la volonté de redressement syndical des syndicalistes révolutionnaires, le P. C. a œuvré pour nous ramener au vieux système, qui a fait chez nous ses preuves d'impuissance et qui va les refaire, de syndicats affiliés aux partis politiques.

Relisez tous les documents publiés ici, relisez les thèses syndicalistes du P.C. : c'est la vieille thèse de subordination des syndicats mise en application par l'organisation des fractions communistes dans les syndicats. Quelques syndiqués communistes la portent brutalement dans leurs syndicats. La majorité la dissimule... ou peut-être se la dissimule à elle-même. Ces camarades, s'abritant derrière le sophisme de la libre opinion individuelle, forment des groupes communistes de syndiqués soumis aux directives des organismes communistes (Congrès, Comités directeurs) et introduisent, par accord concerté, ces directives dans les syndicats. D'aucuns joignent à ce travail, déjà productif en lui-même là où ils ont un bon noyau de militants, la propagation des calomnies plus ou moins malpropres forgées au centre contre leurs adversaires. Ils sont arrivés volontairement ou non, à tromper un assez grand nombre de syndiqués ; mais la logique des situations les entraînera ; au bout de la voie qu'ils suivent, et plus près qu'on ne le croit, se trouve la subordination des syndicats (de ceux qui se laisseront faire) au P. C. En conséquence de quoi, on peut toujours venir nous parler de la libre détermination des syndicats en assemblée générale. Ils demeurent libres, en effet, de se river à des partis ouvertement ou de façon détournée.

*
**

Des syndicats syndicalistes resteront à la C. G. T. U., des syndicalistes demeureront dans les syndicats majoritaires ; mais ils y seront en butte aux suspicions, aux calomnies, parfois à la haine, toujours combattus si on ne peut les enchaîner.

Espérons que, dans notre corporation où les révolutionnaires sont déjà si peu nombreux (s'ils sont actifs) les syndicalistes ne se fatigueront pas ; mais sauront mener, envers et contre tous les « dictateurs », la propagande syndicaliste. Cela jusqu'à ce que la masse ouvrière se rende un compte exact de ce qu'on a fait de sa force et comprenne comment on a galvaudé cette force. Sans doute, alors, l'unité se fera, comme elle se fit en 1906, sur les mêmes bases, car il n'y en a pas d'autres pour des groupees qui doivent réunir tant d'éléments si divers.

Et de nouveau la pépinière syndicale reformera, par sa seule force, ses militants ayant la claire conscience, sans l'intervention des partis, des buts suprêmes de la lutte ouvrière, capables de mener cette lutte sans les directives des partis.

Verrons-nous ce temps bientôt ? Je ne sais ; mais je déclare que je sens durement toute la dérision qui se trouve dans les propos de communistes, de quelques anarchistes et de collaborationnistes qui parlent d'unité et qui font tout le travail nécessaire pour l'empêcher de se réaliser.

MARIE GUILLOT.

VI

C. RICHETTA

Secrétaire de la Fédération unitaire du Textile.

Mon cher Monatte,

En tournée de propagande dans la Normandie, j'ai reçu trop tard ta lettre et le questionnaire de l'enquête sur l'unité syndicale pour répondre convenablement aux questions posées, qui demandent

à être traitées à fond et non superficiellement à l'aide de formules toute faites.

C'est une étude du mouvement syndical national et international depuis 1914 que tu demandes, car la connaissance des causes profondes de la scission est absolument nécessaire pour réaliser une unité durable.

Bien entendu, la grande masse ouvrière ne s'embarrasse point de toute cette opposition de doctrines, d'idéologies, de tactiques, de divergences politiques ou philosophiques qui sont pourtant à la base de la scission, par voie de conséquence à la base du problème d'unité. Intuitivement, elle sent que la coordination des efforts de tous est indispensable pour toute action revendicatrice, si infime qu'elle soit; bien davantage encore pour la défense des avantages acquis; et son désir de voir une C. G. T. unique réunir les tronçons du mouvement syndical est très grand.

Mais ce n'est pas la masse qui a fait la scission; elle lui a été imposée par ses militants et la masse est impuissante à réaliser l'unité contre la volonté des militants. C'est donc pour ceux-ci qu'il faut raisonner de l'unité, en expliquant les causes de la scission qui sont complexes et diverses; cela ne se fait pas en quatre lignes.

Puis, c'est vraiment trop simple d'écrire dans tous les journaux, d'aller crier partout : Unité avant, Unité par-dessus tout ! Le pire qui pourrait arriver c'est que le point de vue de la rue Lafayette soit accepté; que l'unité se réalise sans explication franche, loyale, entre les deux ou trois tendances du mouvement syndical, sans un minimum d'entente sur les programmes de revendications, sur les tactiques à employer pour les faire aboutir et surtout sur l'attitude de la C. G. T. unique en face des partis politiques. Une nouvelle scission ne tarderait pas à se produire. Ce serait la fin du syndicalisme en France.

Vois-tu, mon cher Monatte, nous aurons encore pendant longtemps deux C. G. T. en France. Le syndicalisme « d'intérêt général » et le syndicalisme de « lutte de classe », à défaut du mariage d'amour, sont encore bien loin du mariage de raison. Le rayonnement et l'influence dans le prolétariat ne peuvent s'obtenir pour une C. G. T. qu'au détriment de l'autre. C'est un jeu de bascule qui s'opérera suivant la situation politique et économique du pays.

Malgré tout, je pense que l'initiative de la *R. P.* d'une enquête sur l'unité syndicale, venant quelques semaines avant les deux Congrès confédéraux est excellente. Une confrontation des thèses d'unité ne peut qu'amener une clarification des idées qui facilitera la discussion au sein des deux Congrès.

Je te bâcle ces quelques lignes de Dieppe pour ne pas laisser complètement sans réponse ta lettre du 21 juillet et te montrer que malgré ma récente adhésion au P. C., je ne te considère pas comme un contre-révolutionnaire, un petit bourgeois, un ennemi de la révolution russe.

Bien cordialement à toi. RICHETTA.

VII

L. DIGAT

Secrétaire de la Fédération des Travailleurs des P. T. T.

I

Je ne pense pas que « la scission syndicale soit un fait définitif, que le mouvement syndical soit condamné désormais à être divisé en deux ou plusieurs C. G. T. possédant chacune sa tactique et son idéologie propres ».

Je ne le pense pas, parce que si je le pensais, ce serait reconnaître que les syndicalistes au sens doctrinal du mot sont définitivement vaincus. Je crois bien que c'est Mirabeau qui a affirmé, il y a bien longtemps, que nous possédions « des avances d'idées ».

Le syndicalisme, tel que je le conçois, représente pour moi une « avance », une forte « avance d'idées ». Nous ne sommes pas responsables si nos adversaires de tendances ignorent notre syndicalisme ouvrier. Nous ne sommes pas responsables s'ils n'ont pas compris que notre mouvement syndical ne pouvait être représenté « comme la création arbitraire de quelques mécontents, une œuvre se prêtant aux jeux des juristes et des hommes politiques ».

Nous ne sommes pas responsables s'ils ne comprennent pas que notre syndicalisme ouvrier est une réaction contre les insuffisances de la démocratie politique. Nous ne sommes responsables ni de leur ignorance, ni de leur paresse intellectuelle. Mais si nous comprenons qu'il est plus facile d'obéir — il y a des larbins dans tous les milieux — que de réfléchir, nous ne reconnaissons pas à nos adversaires le droit de nous accabler au nom de ce qu'ils appellent une « vérité révolutionnaire » absorbée trop rapidement et naturellement mal digérée.

Tous les militants qui nous ont précédé ont fait de louables efforts pour révéler à la classe ouvrière que la défense de leurs intérêts immédiats, leur émancipation étaient subordonnées à leurs efforts personnels, quotidiens. J'ajoute — c'est notre doctrine — *que ces efforts personnels, quotidiens, doivent être harmonisés pour traduire la volonté collective de la classe ouvrière.* Mais si j'affirme que le syndicalisme représente par rapport aux doctrines des partis « une avance d'idées », je dois déclarer que la scission syndicale représente « un retard » et que le syndicalisme qui tend à embrasser tous les travailleurs — au sens large, au sens économique du mot — quelles que soient leurs opinions politiques ou philosophiques, doit s'efforcer de rattraper ce « retard ». Notre mouvement syndical, tel que nous le concevons, peut, lorsqu'il est scindé, représenter une « opinion ». Il ne représente plus, il ne peut plus représenter les intérêts collectifs de la classe ouvrière.

II

L'unité syndicale me paraît désirable, car elle est intimement liée à la défense de notre syndicalisme ouvrier, *et par conséquent en opposition avec ce néo-syndicalisme importé et accompagné de phraséologie unitaire.* Les obstacles qui s'opposent à sa réalisation *sont déterminés par ce que j'appellerai un conflit d'autorité, analogue à celui qui met aux prises l'Etat et les fonctionnaires qui revendiquent le droit syndical.*

En France, nous avons déjà fait l'expérience des amis du peuple au Pouvoir. Nous avons l'avantage de posséder une expérience due au régime démocratique, qui n'est pas parfait — nous lui devons néanmoins notre expérience — mais qui permet au mouvement syndical de se développer normalement. « Les poumons syndicalistes ont besoin, écrivait jadis Lagardelle, d'une atmosphère démocratique. » Mais nous ne croyons pas, nous ne croyons plus,

— *j'emprunte la formule à un commentateur de Marx,* — que l'Etat soit capable de se renouveler pour des fins révolutionnaires. L'obstacle — je ne dis pas les obstacles — peut être franchi *en affirmant la supériorité du syndicalisme ouvrier français et en révélant les « retards d'idées » que représente ce néo-syndicalisme que nos adversaires de tendances tentent d'opposer à ce que l'on a appelé une « philosophie de l'action ».*

L'unité syndicale dans la servitude, c'est la négation même du syndicalisme.

III

On peut travailler utilement en faveur de l'unité en répétant aux ouvriers *qu'ils sont seuls capables de réaliser leur unité.* Notre mouvement syndical est un groupement d'intérêts. Le syndicalisme, qui doit traduire les préoccupations puériles et les préoccupations élevées du prolétariat, doit refléter les aspirations quotidiennes des travailleurs. Pour conserver cette qualité, indispensable à son développement, il doit assurer la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière. Mais il ne pourra assurer efficacement la défense de ces intérêts qu'en réalisant l'unité corporative. Il est évident que l'unité corporative réalisée dans l'autonomie, ne peut être préconisée, car les groupements qui ne sont pas liés statutairement à l'organisation ouvrière sont, qu'ils le veuillent ou non, contre elle.

***

L'unité réalisée par le « seul sommet national » est une duperie. Elle est une duperie, *parce que l'unité nationale n'est pas l'unité ouvrière.* Celle-ci doit être, ne peut être qu'internationale. C'est d'ailleurs la scission internationale réalisée par des « gouvernants » qui a provoqué la scission dans les mouvements nationaux.

***

Les efforts du Comité anglo-russe — je laisse de côté les préoccupations nationales, pour ne pas dire nationalistes, de nos camarades anglais — cadrent avec les propres efforts de la Fédération Syndicale Internationale.

A aucun moment, le Comité n'a fait allusion à l'Internationale Syndicale Rouge. Converser avec la Centrale Syndicale russe n'est pas une proposition émanant exclusivement du Comité Anglo-Russe.

La Fédération Syndicale Internationale a, sur ce point, un droit de priorité.

***

Le front unique est en opposition formelle avec notre doctrine et contrarie les efforts en faveur de l'unité organique. Il est en opposition avec notre doctrine parce qu'il tend à persuader qu'au syndicalisme groupant les producteurs sans distinction d'opinion, on peut substituer un syndicalisme de sectes. Le front unique porte atteinte à l'autorité des syndicats et en estompe le caractère de nécessité. Le front unique, selon moi, ne prépare pas les esprits à la reconstitution de l'unité organique. C'est un front dont l'élargissement même permet aux démagogues de donner libre cours à leur démagogie, si préjudiciable aux organisations syndicales. Il ne rapproche pas, il éloigne les ouvriers de la saine conception de l'unité organique et des obligations qu'elle comporte.

***

Je vois l'unité à la base, sous forme d'un vaste mouvement tendant à développer l'esprit d'initiative des travailleurs, et les incitant à réaliser dès maintenant leur unité corporative.

L'unité industrielle, départementale, nationale, et internationale, sera la conséquence de cette initiative.

J'ai indiqué que notre mouvement ouvrier ne pouvait plus être considéré comme la création arbitraire de quelques mécontents. Il n'est pas déterminé par l'action de quelques personnalités. Personnaliser la C. G. T. est une absurdité, digne des ignorants stupides et des pires adversaires de la classe ouvrière. Le *Temps* voit le mouvement ouvrier dans « quelques meneurs »; d'autres, au nom de « la Révolution » — on débite en son nom un nombre appréciable de sottises — les désignent nommément. Si l'on peut accuser le *Temps* de partialité, on ne médira pas en affirmant que « les autres » sont familiarisés avec l'absurde.

IV

Notre organisation ne sera pas représentée au Congrès Interconfédéral proposé par la C. G. T. U. Notre participation à ce congrès serait la négation des raisons qui m'ont dicté mes réponses à votre questionnaire. Et ceci indique que mes réponses n'ont pas un caractère personnel. Elles traduisent les sentiments exprimés à différentes reprises par les représentants qualifiés de la Fédération Postale confédérée.

L. DIGAT.

VIII

JEHANNE STANKO

du Syndicat des Agents des P. T. T.

1. — Je crois que la scission syndicale de 1922, qui paralyse la force prolétarienne, est un état momentané duquel la classe ouvrière sortira plus éclairée, plus forte et mieux organisée.

2. — Je crois que sous condition d'une discipline librement consentie et d'un respect absolu de la majorité, une seule C. G. T. peut grouper, dans son sein, la masse des travailleurs, majoritaires et minoritaires, réformistes et révolutionnaires, idéologues et matérialistes. Ces différentes conceptions, nécessaires chacune dans son essence, étant coordonnées et harmonisées pour concourir à un même but qui est l'émancipation des travailleurs.

3. — Je crois que, la scission étant due à l'ingérence de la politique dans les Syndicats, ceux-ci doivent, pour réaliser leur puissance d'action, conserver jalousement leur complète indépendance, à l'abri de l'emprise des différents partis.

4. — Je crois que toutes les revendications ouvrières : salaires, lois du travail, école unique, hygiène, locaux, assurances sociales, étant d'ordre essentiellement politique, les Syndicats, sans abdiquer rien de leur indépendance, doivent, dans l'état actuel de la société, utiliser rationnellement les possibilités gouvernementales, pour améliorer le sort de la classe ouvrière.

5. — Je crois que l'ensemble des travailleurs, de toutes tendances, désire ardemment l'*Unité*

et que les obstacles qui se dressent contre la réalisation immédiate de cette *Unité*, sont l'œuvre de mauvais bergers qui ont su s'imposer à la tête d'organisations syndicales en vue de servir leurs propres intérêts et leurs ambitions.

6. — Je crois que ces pharisiens du syndicalisme sont un chancre qui ronge les organisations syndicales en détournant, à leur profit, le meilleur de la vitalité des groupements qui s'épuisent ainsi en vaines polémiques de personnes. Les rivalités et les luttes individuelles entretiennent la haine et la division, parmi des frères de misère qui ont les mêmes intérêts à défendre, pour la plus grande joie du patronat, et creusent davantage le fossé.

7. — Je crois que les victimes les plus directement atteintes par la scission, ce sont les femmes, restées attachées à la C. G. T. et livrées aux directives des Syndicats réformistes. A cause d'un esprit matérialiste et catégoriste qui s'avère dépourvu d'idéal et de solidarité entre les deux sexes, les travailleuses sont sacrifiées dans leurs revendications particulières. Un exemple frappant : c'est l'égalité de salaire réclamée par les dames employées des P. T. T., qui, tout en reposant sur un principe purement syndical et de haute justice, se trouve écartée systématiquement et brutalement, au profit des catégories masculines.

8. — Je crois qu'il arrivera le temps où la masse des travailleurs et des travailleuses, enfin lasse d'être bernée, exploitée, meurtrie, divisée par les mauvais bergers qui la livrent pantelante et désarmée entre les mains d'un capitalisme avide, se redressera superbement, aidée en cela par les hommes de bonne volonté, à conscience pure, écartés momentanément du mouvement syndical, par écœurement des luttes fratricides. Par-dessus les sectaires avoués et non avoués, par-dessus les manœuvriers à motions équivoques, les travailleurs, unis aux travailleuses, se tendront une main fraternelle et l'*Unité*, reconstituée en une seule C. G. T. solidement établie et fortifiée, ils pourront œuvrer tous ensemble, dans une atmosphère de confiance et d'estime, pour l'émancipation de la classe ouvrière.

JEHANNE STANKO.

IX

G. THOMAS

du Syndicat de l'Enseignement de l'Indre.

Mon cher Monatte,

Au lieu de donner mon opinion personnelle sur chacun des points de ton questionnaire relatif à l'enquête sur l'unité syndicale, il me semble préférable de faire connaître aux lecteurs de la *Révolution prolétarienne* l'expérience originale faite avec succès par les Syndicats de l'Indre depuis plus de trois ans.

Le département de l'Indre n'a presque toujours eu que de modestes militants n'ayant pas d'autre ambition que de servir de leur mieux et sans vain bruit la cause syndicaliste. C'est sans doute pour cela que les luttes de tendances n'y furent jamais très vives et n'y eurent pas les conséquences désastreuses que l'on a pu constater ailleurs.

Lorsqu'au printemps de 1922 la scission fut un fait accompli, la plupart des Syndicats de l'Indre suivirent, la majorité de leurs fédérations respectives.

Certains restèrent à la C. G. T. ; d'autres, et ce fut le plus grand nombre, allèrent à la C. G. T. U.; quelques-uns, enfin, entrèrent dans l'autonomie. Mais tous furent d'accord pour ne pas briser l'unité ouvrière dans le département; tous restèrent affiliés à l'Union départementale.

L'Union mixte de l'Indre ne paraît pas être actuellement en odeur de sainteté auprès de quelques militants de la rue de la Grange-aux-Belles. Cependant elle a été tolérée jusqu'ici par le bureau de la C. G. T. U. et ses délégués ont toujours été admis avec voix délibérative dans les Comités nationaux de cette organisation. Par contre, elle n'a pas eu qu'à se louer de l'attitude du bureau de la C. G. T. à son égard.

L'été dernier, à plusieurs reprises, Lapierre tenta de détacher de notre Union les quelques Syndicats restés à la C. G. T. Mais aucun des militants qu'il visita ne voulut consentir à prendre l'initiative de la création d'une Union départementale dissidente. En octobre, le bureau de la C. G. T. revint à la charge. Il somma les Syndicats qui se réclamaient de lui de régulariser leur situation confédérale. Il ne voulait plus tolérer que ces Syndicats ne prissent à la C. G. T. qu'un demi-timbre (celui de leurs Fédérations) et que leurs adhérents eussent sur leurs cartes le demi-timbre édité spécialement pour eux et les autonomistes par l'Union mixte de l'Indre. Sur son ordre, les Syndicats lafayettistes se réunirent à Issoudun, en congrès, le 23 novembre. Mais ils déclarèrent, d'une façon très nette et très ferme, qu'ils entendaient être fidèles à l'Union départementale unique. Le Bureau de la C. G. T. comprit qu'il devait renoncer à son intransigeance et il accepta ce qu'il ne pouvait empêcher.

L'attitude des Syndicats confédérés à Issoudun ne surprit personne dans notre département. Quinze jours auparavant, en effet, un Congrès avait été tenu à Châteauroux, sur les dix-sept Syndicats qui composaient alors l'Union, douze y avaient envoyé des délégués. Parmi ces Syndicats, six appartenaient à la C. G. T. U. et trois à la C. G. T.; les trois autres étaient autonomes. Afin que les diverses tendances fussent sur un pied d'égalité à l'Union, les congressistes décidèrent qu'à l'avenir le Bureau comprendrait trois secrétaires. Le premier fut chargé d'établir la liaison des Syndicats unitaires avec la C. G. T. U., le second reçut mission de mettre les Syndicats de la C. G. T. en rapport avec leur Bureau confédéral et le troisième fut désigné comme mandataire des Syndicats autonomes. Enfin, fut votée, à l'unanimité, la motion suivante, présentée par le Syndicat de l'Enseignement :

Les Syndicats ouvriers composant l'Union départementale de l'Indre (syndicats de la C. G. T. U., syndicats de la C. G. T. et syndicats autonomes), réunis en congrès le 9 novembre, à la Bourse du Travail de Châteauroux,

Se déclarent fermement résolus à maintenir l'unité ouvrière dans le département.

En conséquence, ils prennent l'engagement de s'opposer par tous les moyens aux manœuvres qui auraient pour but de détacher des organisations de l'Union unique existant actuellement dans l'Indre et de créer une Union départementale dissidente;

Ils réprouvent avec la plus grande énergie les polémiques injurieuses entre militants de tendances

adverses et demandent qu'elles cessent au plus tôt;

Ils font appel à tous les Syndicats (syndicats de la C. G. T. U., syndicats de la C. G. T., syndicats autonomes) pour qu'ils exigent avant six mois la tenue d'un congrès d'unité où tous les Syndicats existant à ce jour seraient conviés, qu'ils soient de la C. G. T. U., de la C. G. T. ou qu'ils soient autonomes;

Ils estiment que, pour que la réalisation de l'unité soit possible, aucune condition ne devra être posée au préalable par les organisations appelées à participer au congrès.

Le congrès d'unité aura à voter les statuts de la C. G. T. unique reconstituée. Avant l'ouverture des débats, les Syndicats représentés devront prendre l'engagement très net de se conformer aux décisions de la majorité, quelles qu'elles soient.

A ma connaissance, cette motion ne fut l'objet d'une discussion que dans quelques Unions unitaires et encore avec quel dédain parla-t-on à Tours de la « prétendue unité réalisée dans l'Indre » ! Quant aux journaux ouvriers, ils se gardèrent bien d'y faire la plus petite allusion. Pourtant elle fut adressée à tous les organes syndicalistes, sans distinction de tendances, et à toutes les Unions unitaires et confédérées et aux Fédérations et Syndicats autonomes. Mais l'Union de l'Indre, est-ce que ça compte? L'opinion de 3,500 ou 4,000 cotisants mérite-t-elle de retenir l'attention, alors qu'elle n'a pour truchements que des militants dont les noms sont ignorés de la masse ?

Malgré son échec, à peu près complet auprès des autres organisations, l'Union de l'Indre ne se découragea pas. Elle continua son petit bonhomme de chemin. Syndicalistes de toutes tendances s'y coudoyèrent toujours et y travaillèrent en commun dans une atmosphère de franche camaraderie à peine troublée de temps en temps par des sautes d'humeur de quelques camarades, un tantinet susceptibles.

Quoiqu'elle n'ait plus de permanent depuis plus de deux ans, notre Union mixte a fait, ces derniers mois, une besogne de recrutement dont pourraient s'enorgueillir maintes Unions plus puissantes. Elle a réussi à créer quatorze nouveaux Syndicats, dont neuf Syndicats agricoles, actuellement très vivants et qui paraissent durables. Elle prête indistinctement son concours à tous les militants, qu'ils soient envoyés par la C. G. T. ou la C. G. T. U. Mais elle leur demande de ne parler que de ce qui unit et elle ne permet point, à un propagandiste unitaire, de venir démolir ce qui a été édifié par un propagandiste confédéré ou « vice versa ». Les agricoles ayant été organisés par un militant de la C. G. T. U., il est entendu que les confédérés s'abstiendront d'aller les visiter. De même, un Syndicat de porcelainiers étant adhérent à la C. G. T., la propagande auprès des ouvriers de la céramique, non encore syndiqués, est réservée aux confédérés.

Je ne saurais mieux montrer l'esprit qui anime les syndiqués de l'Indre qu'en citant ce fait : il existe deux Syndicats dans les P. T. T., un Syndicat unitaire et un Syndicat lafayettiste. Ils ont fondé un Comité mixte et ils font tous les deux partie de l'Union.

Le 26 juillet dernier, notre Union a tenu à Châteauroux un Congrès où étaient représentés onze Syndicats unitaires, cinq Syndicats de la C. G. T. et quatre Syndicats autonomes. Le Congrès eut à examiner les propositions de la C. G. T. U. au sujet de l'unité. A l'unanimité, il vota la motion ci-après, déposée par le Syndicat de l'Enseignement :

Les Syndicats ouvriers composant l'Union départementale de l'Indre, etc., se déclarent à nouveau fermement résolus à maintenir l'unité ouvrière dans le département.

En conséquence, ils prennent l'engagement de s'opposer par tous les moyens aux manœuvres ouvertes ou occultes qui auraient pour but de détacher une ou plusieurs organisations de l'Union unique ayant toujours existé dans l'Indre, et de créer une Union départementale dissidente;

Ils estiment qu'en continuant à conserver entre eux des liens très étroits que la folie scissionniste n'a jamais pu briser, ils donnent au prolétariat français et au prolétariat des autres pays la meilleure preuve qu'avec un peu plus de tolérance mutuelle les travailleurs auraient pu rester unis et qu'aucune raison sérieuse ne s'oppose à ce que, dès maintenant, ils se réconcilient fraternellement pour lutter avec chance de succès contre le patronat qui les exploite et les gouvernants qui les oppriment;

Ils adressent un pressant appel à tous les Syndicats (syndicats de la C. G. T. U., syndicats de la C. G. T., syndicats autonomes) pour qu'ils se fassent représenter au Congrès d'unité dont la C. G. T. U. a pris l'initiative. Les délégués s'engagent à faire dans leurs organisations respectives toute la propagande nécessaire pour que leurs syndicats participent effectivement à ce Congrès.

Au Congrès d'unité devront être conviés tous les syndicats existant au moins depuis le 1er mai 1925, *qu'ils soient de la C. G. T. U., de la C. G. T. ou qu'ils soient autonomes. Les débats seront dirigés par des militants de la Fédération des Syndicats de Fonctionnaires, désignés par cette organisation.*

Dès l'ouverture du Congrès d'unité, les bureaux des deux C. G. T. et de l'Union fédérative des Syndicats autonomes donneront leur démission.

Aucune condition ne devra être posée au préalable par les organisations qui participeront au Congrès. Celui-ci aura à voter les statuts de la C. G. T. unique reconstituée et à décider de l'orientation à lui donner. Il en élira le bureau et la Commission exécutive.

Avant l'ouverture des débats, les Syndicats représentés devront prendre l'engagement très net de se conformer aux décisions de la majorité, quelles qu'elles soient, étant bien entendu que la minorité conservera toujours le droit de défendre ses idées et de s'efforcer de les faire prévaloir.

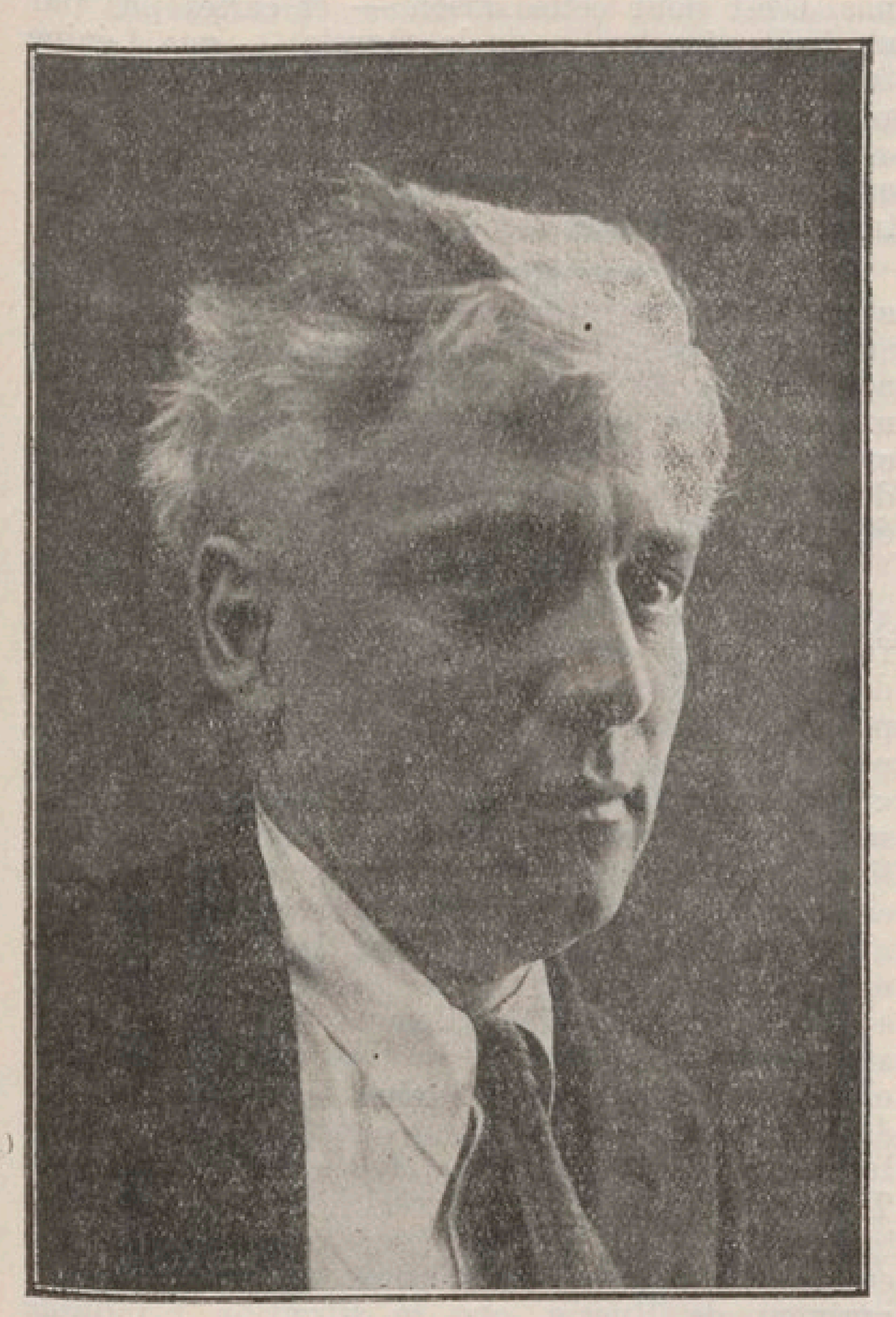
En somme, comme on l'a remarqué, les syndiqués de l'Indre demandent que le Congrès d'unité ne soit pas ouvert aux seuls Syndicats de la C. G. T. U. et de la C. G. T., mais à tous les Syndicats, et ils veulent éviter qu'au dernier moment les tendances rivales se mettent à créer partout des Syndicats de quelques membres pour s'assurer une majorité. Ils souhaitent, de tout leur cœur plein succès au Congrès d'unité.

Si, toutefois, l'unité n'est pas rétablie avant la fin de l'année, ils invitent les syndiqués des autres départements à les imiter. Quand des Unions mixtes seront formées dans beaucoup de départements, on viendra facilement à bout des derniers obstacles qui s'opposeront à la réalisation d'un syndicalisme de masse englobant les ouvriers de toutes les opinions politiques ou philosophiques.

G. Thomas.

LA PRÉFACE A L'ÉDITION FRANÇAISE DU LIVRE D'EASTMAN :

DEPUIS LA MORT DE LÉNINE



MAX EASTMAN Photo Choumof.

Averti par mon expérience avec certains journaux anglais, je tiens à mettre en garde les travailleurs français qui liront ce livre (1) contre les interprétations fallacieuses qu'en donneront ceux qui ont intérêt à cacher les faits qu'il énonce.

On prétendra d'abord qu'il est écrit d'un point de vue bourgeois — ou d'un point de vue « menchévik », ce qui revient au même.

Qu'on me permette de dire qu'en 1919, j'ai été exclu du Parti socialiste américain — avec la gauche — pour avoir soutenu la politique des Bolcheviks. Après la révolution de février 1917, dans un éditorial de *The Masses*, je déclarais que les Soviets devaient former le gouvernement en Russie. Dans le *Liberator* (la revue qui remplaça *The Masses* après sa suppression par le gouvernement et notre arrestation) j'ai continûment expliqué et défendu la politique des Bolcheviks, depuis la dissolution de l'Assemblée constituante jusqu'à la condamnation des socialistes révolutionnaires — à une exception près, cependant. Je recommandai, *après la fin de la guerre civile en Russie*, que l'Internationale fût réorganisée de façon à ce que disparût la prédominance purement automatique du parti russe. Je suis plus que jamais de cet avis. Je m'en rapporte, quant au principe, à l'autorité d'Engels, dont Lénine a reproduit un jour en l'approuvant, la citation suivante : « Il n'est nullement de l'intérêt du mouvement que les travailleurs de telle ou telle nation — peu importe laquelle — prennent la tête du mouvement (1). »

A cette seule exception près, j'ai constamment défendu en Amérique, dans la mesure où nous étions renseignés, la politique des Bolcheviks, et il n'y a pas si longtemps encore que j'envoyais de Russie au *Liberator* un article confirmant absolument mes opinions et mon attitude précédentes.

On dira également qu'en exposant devant la bourgeoisie ce conflit intérieur, je ne me suis pas soucié de l'intérêt de la classe ouvrière. Le problème qui consiste à savoir si, pour porter les choses à la connaissance du mouvement ouvrier, il faut les exposer devant le grand public, et *à quel moment*, ce problème est familier à tout écrivain révolutionnaire. Je me suis mis en face de ce problème, je l'ai scrupuleusement pesé et, pendant de nombreux mois, je me suis imposé silence. Et lorsque toute chance d'offensive, d'un renouveau *prochain* du mouvement ouvrier a pour un temps disparu, alors seulement j'ai publié mon livre. A une époque de ralentissement comme celle où nous vivons (bien que des gens sentimentaux prétendent le contraire) il est indispensable de regarder la réalité bien en face et d'en établir le bilan.

Je tiens également à me défendre par avance d'une troisième interprétation tendant à dire que c'est par admiration personnelle pour Trotsky que j'ai écrit ce livre, ou, selon l'expression d'un journaliste anglais, que « j'idolâtre » Trotsky.

Comme tous les révolutionnaires sincères qui existent de par le monde, j'admire Trotsky. Mais s'il est une preuve que mon admiration envers lui n'a nullement motivé ce livre, c'est que je ne l'ai publié que plusieurs mois après l'attaque perpétrée contre lui, alors que cette attaque avait produit tous ses effets personnels.

Et le livre lui-même est une preuve que je « n'idolâtre » pas Trotsky. Trotsky avait pour lui l'appui de Lénine, il avait derrière lui l'énorme masse du Parti communiste russe, il voyait clairement les enjeux révolutionnaires en cause dans son conflit avec la bureaucratie — et cependant, il fut vaincu. Il n'est véritablement pas un révolution-

(1) *Depuis la mort de Lénine* doit paraître dans le courant de ce mois dans la collection des « Documents bleus » de la Librairie de la « Nouvelle Revue Française ».

(1) *Que faire ?* (Chap. 1, paragr. *g*).

naire à l'esprit réaliste qui, rendant compte de ces faits, pourrait « idolâtrer » Trotsky. Dans mon livre, je n'ai fait que montrer où se trouvaient ses lacunes et m'élever contre la légende inventée par la bureaucratie pour les représenter autrement qu'elles étaient. Il y a là un fait capital : la raison d'être expresse de toute cette légende étant de faire croire que la bureaucratie défendait la dictature révolutionnaire contre Trotsky, alors que c'était exactement le contraire. La bureaucratie défendait sa propre dictature, tandis que Trotsky défendait celle du Parti communiste, avant-garde du prolétariat.

Peut-être aussi répandra-t-on le bruit que, dans un télégramme adressé à un journal communiste anglais, Trotsky lui-même a « désavoué » mon livre. Or rien de tel ne s'est produit. Le directeur d'un journal anglais : *The Sunday Worker*, a tenté, sans y parvenir, d'amener Trotsky à prendre position contre mon livre, sur un compte rendu mensonger. Avant que l'ouvrage ait pu, matériellement, se trouver entre les mains de Trotsky, il lui envoya le télégramme suivant : « La presse bourgeoise fait grand bruit autour du livre d'Eastman. Vous êtes représenté comme victime d'une intrigue ; il est également suggéré que vous êtes le champion de la démocratie et de la liberté du commerce. Envoyez deux cents mots de réponse. »

Que mon livre représente Trotsky comme « victime d'une intrigue » est conforme à la vérité. Mais qu'il s'en dégage que Trotsky soutient la démocratie ou la liberté du commerce, voilà qui est à l'opposé de la vérité. Je démontre au contraire qu'en défendant le programme de Lénine sur la Démocratie ouvrière, Trotsky défendait la véritable dictature du prolétariat par l'organe du Parti communiste. Et je montre également que Trotsky fut le seul, contre tous les autres membres du « Politburo », à défendre la politique bolchevik du monople du commerce extérieur.

Il n'eut pas été absolument surprenant qu'en réponse à son télégramme alarmiste et mensonger, le directeur du *Sunday Worker* eût reçu de Trotsky un désaveu de mon livre. Mais la réponse fut tout autre : Sans nier qu'il avait été « victime d'une intrigue », Trotsky désavoua tout « commentaire » pouvant être dirigé contre le Parti communiste russe.

« Je ne connais pas le livre d'Eastman, répondit-il, les critiques des journaux bourgeois concernant cet ouvrage ne me sont pas parvenues. Il va sans dire que je désavoue par avance, catégoriquement, tout commentaire pouvant être dirigé contre le Parti communiste russe. »

Non seulement cette affirmation « va sans dire », mais tout communiste sait parfaitement qu'elle « va sans dire ». Elle n'ajoute rien à ce que nous savons, et ne saurait en rien s'appliquer au contenu de mon livre.

Mon livre a pour unique objet les faits survenus dans le Parti communiste ; ni le caractère du Parti en tant que tel, ni sa souveraineté sur la société russe, ni son destin futur n'y sont, un seul instant, mis en cause. Cela n'empêche d'ailleurs pas que certains communistes anglais ont prétendu que le télégramme de Trotsky était un « désaveu avant la lettre », et qu'ils l'ont communiqué aux journalistes américains de Londres d'une façon telle, que la déclaration suivante a pu paraître dans la presse américaine :

« Après une tentative de justification des autres leaders communistes, Trotsky continue à dire que... etc. »

Ceux qui pensent que la Révolution communiste n'est qu'une supercherie applaudiront peut-être à ces méthodes, mais tous ceux qui comprennent qu'elle est une gigantesque entreprise scientifique, comprennent également qu'elle ne peut se passer d'une loyale observation des faits. Sans honnêteté intellectuelle, la science ne se conçoit pas. C'est pour cette raison — et certes pas par un goût utopique pour la morale — que Lénine faisait un si fréquent usage — un usage si vital pourrait-on dire aussi — du mot « honnête ». « Sans un parti possédant la confiance de tout ce qui est honnête dans la classe en question, la dictature du prolétariat est impossible. »

Si Trotsky veut désavouer mon livre, il le fera après l'avoir lu, promptement, et sans la moindre ambiguïté. Et, par ce simple télégramme du journal anglais, le lecteur pourra constater que les malhonnêtes méthodes employées par la bureaucratie contre Trotsky et tous ceux qui essaient de dire en Russie la vérité révolutionnaire, ont été importées en Angleterre.

Une autre impression fausse serait qu'un « retour » (au sens politique du mot) de Trotsky ferait perdre leur importance aux faits signalés dans mon livre. Trotsky est parti au Caucase parce qu'il était malade, il est revenu à Moscou parce qu'il est rétabli, et voilà tout. La prétendue « réconciliation » signifie tout bonnement qu'au sortir d'une association étroite avec Zinoviev, Staline a eu le bon sens de renoncer aux plus extrêmes calomnies contre Trotsky et aux assertions qu'il n'est pas un membre discipliné du parti, et il l'a mis à l'œuvre. Nul n'a jamais songé, que je sache, à laisser Trotsky éternellement inoccupé; quant aux fonctions nouvelles qui lui ont été confiées, elles n'indiquent pas le plus léger changement dans les *relations politiques* existant entre lui et le groupe dirigeant. Un « retour » véritable de Trotsky signifierait une véritable avance révolutionnaire; rien ne dénote une telle avance; chacun sait, au contraire, d'après les nouvelles qui arrivent de Russie, que la situation n'indique certes rien de tel.

On prétendra peut-être enfin que mon livre s'éloigne du marxisme. Et l'on en donnera comme raison que je rapporte les paroles et les actions actuelles de certaines personnalités humaines et que, sans détours, nettement, je les définis et caractérise. Que c'est seulement après l'avoir fait, après avoir expliqué tout au long l'histoire de l'attitude réciproque des chefs du Parti communiste russe que je l'explique du point de vue de classe, seulement alors que je montre le rapport entre ces attitudes et deux tendances de la vie économique russe : d'une part, tendance à glisser vers le capitalisme dans les villes et à faire, dans les campagnes, des concessions aux paysans; d'autre part, tendance à renforcer les industries d'Etat dans les villes en vue de produire les marchandises nécessaires aux paysans, et de préserver de la sorte l'hégémonie du prolétariat.

Seuls, ceux qui n'ont pas lu un seul livre historique de Marx pourraient accuser mon livre de n'être pas marxiste, sous prétexte qu'il décrit et caractérise les actes et les paroles des personnes. Les épithètes de Marx s'adressant aux personnes sont infiniment plus colorées et plus violentes que les

miennes ! Et cette accusation ne saurait être formulée que par des gens ayant une conception bien fausse et bien dangereuse du marxisme. Le marxisme ne consiste aucunement à ignorer les paroles et les actes des hommes, il consiste à les expliquer par leurs rapports économiques. Pour expliquer les choses, il faut pourtant bien commencer par les identifier et par les définir. Qu'on prenne garde à ceux qui, au nom du marxisme, essaient de vous couper du contact direct, du contact vivant avec la vraie réalité humaine !

Actuellement, le contrôle entier de la richesse et de la productivité industrielle d'un sixième de la surface de la terre se trouve entre les mains d'environ 18,000 fonctionnaires du parti communiste russe. Tant que ces fonctionnaires sont véritablement élus par les membres du Parti, et que les membres du Parti restent liés avec la classe ouvrière dans son ensemble, la dictature du prolétariat — assurée par le Parti communiste — subsiste bien. Mais quand ces fonctionnaires commencent à se transformer en caste bureaucratique se perpétuant elle-même, la dictature effective du prolétariat est alors en danger. Qui combat cette tendance défend l'essence même de la dictature. C'est ce qu'a fait Trotsky. Et là seulement se trouve la vraie base d'une explication économique et réellement marxiste du bouleversement qui s'est produit dans le parti communiste russe.

La rapidité, la perfection avec lesquelles ce bouleversement s'est reproduit dans les principales sections de l'Internationale communiste ne sont pas moins surprenantes à première vue. En même temps que Léon Trotsky et les marxistes révolutionnaires les plus audacieux, les plus sûrs de Russie ont été exclus de la direction du Parti communiste ou réduits au silence — en France, en Allemagne, en Italie, en Tchécoslovaquie également, les leaders les plus éprouvés, les plus dévoués sont, soit éliminés du Parti, soit tenus à l'écart.

En France, ce sont les vaillants membres de l'ancien « Comité de la IIIe Internationale », les fondateurs du Parti communiste, qu'on expulse, Monatte, Rosmer, Souvarine, c'est Loriot qu'on menace. En Allemagne, c'est l'héroïque « groupe Spartacus » de Karl Radek et de Clara Zetkin qu'on met à l'écart ou qu'on essaie de discréditer ou dont la direction du Parti sape délibérément l'influence.

En Italie, c'est la « gauche » classique, bien connue du temps de Lénine pour son intransigeance révolutionnaire, qu'on dénonce en même temps que Trotsky pour « déviation de droite ». En Tchécoslovaquie, les fondateurs du Parti, dont je suis très loin de partager toutes les opinions, sont traités en suspects et progressivement éliminés au profit d'aventuriers dont la présence à la tête du Parti est un scandale notoire.

Certes, ces phénomènes présentent une certaine variété en même temps qu'une similitude précise. Je ne suis nullement solidaire de telles conceptions particulières de tels militants en disgrâce. Mais la vérité impose de constater que ces phénomènes se ramènent à un seul, qui est le même au fond, avec des nuances différentes, dans toutes les grandes sections de l'Internationale communiste.

Et l'explication marxiste reste également partout la même. Les rapports qui existent entre la bureaucratie dirigeante en Russie et l'appareil exécutif des différents partis sont suffisamment étroits pour exprimer les mêmes forces économiques. Le fait que 18,000 fonctionnaires du Parti communiste contrôlent la richesse et la productivité industrielle d'un sixième de la surface du globe, et que le mouvement, mené par Lénine et par Trotsky pour en conserver la direction entre les mains du Parti communiste représentant le prolétariat, soit vaincu par le groupe Staline-Zinoviev, voilà qui est le fait essentiel.

Nul ne songe à prophétiser ni à préconiser des scissions, ni à affaiblir la fidélité des ouvriers internationaux envers le gouvernement soviétique. Mais le temps est venu de regarder la situation en face. Et pour qui veut la considérer en marxiste, il est impossible d'ignorer ou de dissimuler par des bruits mensongers, des manœuvres ou des parades idéologiques faites au nom du « léninisme », le fait économique capital.

Un dernier point, concernant le marxisme. Marx n'a jamais nié, il a au contraire *affirmé* l'importance du caractère personnel des chefs d'un mouvement. Peut-être n'est-il pas sans intérêt de citer le passage complet de Marx, où il discute cette question : « L'histoire aurait un caractère bien mystique si « les hasards » n'y jouaient aucun rôle. Les « hasards » influent, naturellement, dans une large mesure, sur le cours des événements, et ils sont compensés par d'autres hasards. Mais l'accélération ou le ralentissement dépendent au plus haut point de hasards, parmi lesquels se trouve aussi le caractère des premiers chefs du mouvement » (1).

Toute la discussion actuelle portant sur l'accélération ou le ralentissement de la révolution. il est tout à fait clair que, d'après Karl Marx, le caractère des hommes placés à la tête du mouvement est important « au plus haut point ».

Lénine exprima cent fois la même idée.

Tout homme doué d'un esprit réaliste saisit l'importance du caractère des chefs. Et quand les défenseurs de la bureaucratie s'efforcent de la nier, au nom de Lénine, après avoir caché les suprêmes paroles de Lénine avertissant le Parti du caractère de ses chefs, il n'y a là que mystification, qu'hypocrisie...

Le marxisme dit, et le « léninisme » confirme, que le caractère des chefs n'est pas la force qui détermine un mouvement ou sur laquelle on doive compter pour le conduire à son but. Cette force est l'intérêt économique d'une classe. Et c'est précisément ce fait qui a pressé Lénine d'adopter, dès que les nécessités d'une discipline militaire ont disparu, un programme énergique de démocratie ouvrière dans le Parti bolchevik. Le même fait a incité Trotsky à combattre de toute sa force pour la réalisation de ce programme dans la crise qui suivit la disparition de Lénine. Tous deux avaient compris qu'on ne pouvait compter sur les chefs du Parti pour maintenir celui-ci dans la voie révolutionnaire durant une longue période de développement social, *quels que soient ces chefs*. La seule garantie possible est dans l'identité ininterrompue du Parti et de la classe révolutionnaire. Le Parti doit « unir les chefs, la classe, les masses dans un ensemble indissoluble », pour em-

---

(1) *Lettres à Kugelmann*, avril 17, 1871 (traduction d'après un texte russe).

ployer les mots de Lénine. Et il doit évidemment, dans ce but, être lui-même un tout indivisible. Il ne peut être, sauf pour des fins militaires temporaires, une organisation bureaucratique dirigée d'en haut.

C'est toute la signification du programme de la démocratie ouvrière. Celui-ci n'exigeait que la compréhension marxiste de la position et de la fonction personnelles des chefs.

Ce qui donne la mesure de la sincérité, de la science objective dépensée par ceux qui ont attaqué mon livre comme trop « personnel », c'est le fait que pas un d'entre eux n'a osé discuter le *programme* que Trotsky a défendu et qui a coûté à celui-ci sa position au pouvoir. C'est ce *programme*, en relation avec la situation économique présente de la Russie, qui est d'importance primordiale. Et c'est le sort de ce *programme* qui constitue le thème réel de mon livre.

L'essence réelle du sujet, exposée d'une manière absolument objective, est celle-ci :

Voyant la dictature révolutionnaire menacée par le développement d'une nouvelle classe bourgeoise, les « Nepmans », Trotsky demanda que le centre du pouvoir soit engagé plus profondément dans la masse du prolétariat, — sans cependant passer les limites du Parti. Voyant et reconnaissant le même danger, Staline retira instinctivement le pouvoir de la masse prolétarienne pour le concentrer dans les mains des dix-huit mille fonctionnaires du Parti.

Le lecteur jugera lui-même qui, de Trotsky ou de Staline, s'en remet au caractère personnel des chefs pour défendre la Révolution contre ses ennemis, et qui compte sur l'intérêt de classe du prolétariat.

MAX EASTMAN.

UN GESTE RIDICULE

Le C. C. du P. C. F. adresse une sommation à Trotsky !

Bien que la direction du Parti communiste les soumette à un rude régime, les lecteurs de l'*Humanité* ont dû éprouver une vraie stupeur en se trouvant, le 16 juillet dernier, devant plus de trois colonnes de petit texte consacrées au livre d'Eastman, « Depuis que Lénine est mort ». Il s'agit d'un livre publié il y a trois mois, à Londrese, en anglais. Ils ne l'ont pas lu et ne peuvent pas le lire et les membres du C. C. du Parti français qui le dénoncent aujourd'hui, ne l'ont pas lu davantage. Pourquoi cette sortie intempestive ? Le Parti communiste n'aurait pourtant pas trop de toutes ses forces pour défendre le prolétariat français et les paysans marocains contre la reprise éhontée du brigandage — au lendemain de la grande guerre du Droit ! — préparée par la clique bancaire et militaire, et protéger les petits militants sur qui s'abat la vindicte gouvernementale. L'attaque du Rif n'est qu'une suite mais il faut une singulière audace à nos impérialistes pour oser l'entreprendre à présent et un grand mépris de la capacité de lutte de la classe ouvrière.

Si peu intéressante que soit, en elle-même, la diversion de la direction du Parti français, on est donc amené à en rechercher les raisons. Peut-être a-t-elle vu là un moyen de rétablir une situation fortement compromise. Elle s'est discréditée par ses fautes répétées, par son inexpérience, par son insuffisance. L'entrée de trois secrétaires de la C. G. T. U. au Parti à un moment aussi mal choisi ne peut s'expliquer que par la nécessité et l'urgence d'un renfort indispensable. Elle raconte que la presse bourgeoise, devant le livre d'Eastman, « a compris immédiatement toute la portée et toute l'utilisation qu'elle en pouvait tirer (sic). Or, c'est un fait, que la presse bourgeoise d'Angleterre et d'Amérique a fort peu parlé du livre de notre camarade. Ce sont les « bolchevisés » britanniques et américains qui ont cru nécessaire de faire du tintamarre à son propos, commençant même leur vacarme avant que le livre ait paru. La direction du P. F. montre, une fois de plus, qu'elle parle de toute chose à tort et à travers. Elle prétend aussi que nous avons mis la *Révolution Prolétarienne* sous le patronage de Trostky, ce qui est simplement absurde. Nous nous sommes déjà expliqués là-dessus dans le numéro 2 de la revue et la position *syndicaliste communiste* que nous avons prise suffit à elle seule à écarter cette fantaisie dont on ne voit que trop la perfidie.

Cette résolution d'un Comité central parlant d'un livre qu'il ne connaît pas n'aura prouvé qu'une chose : c'est que la direction du Parti a menti lorsqu'elle a nié l'existence d'un « testament » de Lénine. Il est établi aujourd'hui qu'un tel document existe, que le C. C. du Parti communiste russe n'a pas cru bon de le publier ni de le communiquer aux sections de l'Internationale communiste et que toute la discussion porte désormais, non sur son existence mais sur son contenu.

Mais il est pour nous tout à fait clair que, dans le cas présent, le C. C. du Parti français n'a pas agi de son propre mouvement. Nous nous trouvons devant les mêmes méthodes, les mêmes moyens, les mêmes hommes qu'au jour où on a porté la crise du Parti communiste russe devant la direction du Parti français. C'est un nouvel avatar de la « bolchevisation ».

Le prétexte.

Le livre d'Eastman n'est, en effet, qu'un prétexte. Lorsque les camarades français auront à leur disposition une traduction française, ils verront qu'il n'apporte rien de nouveau à ceux qui ont suivi, dans la *Correspondance internatio-*

nale, les discussions provoquées par la crise du P. C. R. dont le début remonte maintenant à deux années. Ce qu'ils y trouveront c'est un exposé méthodique du développement de cette crise et une analyse de ses causes, écrite par un homme profondément attaché à la Révolution russe et qui a vu cette crise se dérouler sous ses yeux. Pour faire cet exposé, Eastman s'est servi des textes et documents officiels et aussi des informations qu'il a recueillies en Russie et qui permettent d'éclairer certains points restés obscurs. Il est vrai que le C. C. du P. C. R. a décidé, selon une pratique fort défendable, de garder secrets certains de ces documents. Un parti qui a la charge et la responsabilité d'une révolution ne peut pas livrer ses archives à ses ennemis. Mais pour qu'il en soit ainsi, il ne faut pas que les dirigeants de ce parti soient les premiers à jeter leurs archives sur la place publique et il ne faut pas non plus qu'ils demandent aux sections de l'I C. de se prononcer sur des problèmes qu'elles ne peuvent juger qu'à condition de tout savoir. Au point où en sont les choses, les révélations d'Eastman ne peuvent pas nuire à la Révolution russe ; elles ne peuvent que la servir et c'est là le motif dominant qui l'a décidé à publier son livre.

La vraie raison.

Quand on a en main le livre d'Eastman, on comprend tout de suite pourquoi il a provoqué une si violente colère dans le groupe Zinoviev-Kamenev. Le récit de la crise, même avec les faits nouveaux qu'il apporte, l'aurait laissé parfaitement indifférent. Encore une fois, tout cela a déjà été dit et ce groupe ayant réussi à l'emporter dans le P. C. R. et dans l'I. C. pouvait se reposer tranquillement sur son succès. Mais le livre donne, en appendice, une lettre jusqu'ici non publiée de Lénine, se rapportant aux événements d'octobre 1917, et c'est la publication de cette lettre qui est la vraie cause du nouveau déchaînement du groupe Zinoviev-Kamenev. Le mieux est donc, dans l'intérêt même de la discussion, de reproduire ici le texte de cette lettre. Le voici :

Lettre aux membres du parti bolchevik.

Camarades, je n'ai pas encore pu recevoir les journaux de Petrograd du mercredi 18 octobre. Quand on me transmit, par téléphone, le texte complet de l'article de Kamenev et de Zinoviev, dans ce journal neutre, la *Novaïa Jizn,* je refusai d'y croire. Mais le doute est impossible, et je suis obligé de profiter d'une occasion pour faire parvenir cette lettre aux membres du parti avant jeudi soir ou vendredi matin, car ce serait un crime de garder le silence en face d'un acte aussi inouï de trahison.

Plus le problème est grave, plus haut placés et marquants sont les hommes qui ont commis la trahison, et plus cette dernière est dangereuse, plus il faut rejeter, sans hésitation, les traîtres, plus il serait impardonnable de balancer, sous prétexte des « services » jadis rendus par eux.

Songez seulement. On sait, dans le parti, que depuis septembre, nous étudions la question de l'insurrection. Personne n'a encore entendu parler d'une lettre ni d'aucune feuille d'aucun de ces individus. Aujourd'hui, à la veille, on peut le dire, du Congrès des Soviets, voilà deux bolcheviks en vue qui prennent position contre la majorité et, manifestement, contre le Comité central. Ils ne le disent pas franchement, mais le mal n'en est que plus grand, car il n'y a rien d'aussi dangereux que de parler par allusions.

De la déclaration de Kamenev et de Zinoviev, il ressort clairement qu'ils sont contre le Comité central. Autrement leur déclaration n'aurait pas de sens. Mais quelle est la décision qu'ils n'ont pas acceptée, ils ne le disent pas. Pourquoi? La chose est évidente : parce qu'elle n'a pas été publiée par le Comité central. Que se passe-t-il donc?

Sur le point le plus essentiel, à la veille de la journée critique du 20 octobre, deux « bolcheviks en vue » attaquent dans la presse neutre et, qui plus est, dans un journal qui marche ici la main dans la main avec la bourgeoisie contre le parti ouvrier, une décision non publiée du Comité central. N'est-ce pas mille fois plus ignoble et un million de fois plus pernicieux que tous les articles de Plekhanov, par exemple, dans la presse neutre de 1906-1907, qui ont été si sévèrement condamnés par le parti. Il ne s'agissait alors que d'élections, tandis qu'il s'agit maintenant de l'insurrection pour la conquête du pouvoir.

C'est sur une pareille question, une fois la décision prise, qu'on ose contester cette décision non publiée devant les Rodzianko et les Kérensky, dans un journal neutre. Peut-on se figurer conduite plus traîtresse, trahison plus jaune ? J'aurais honte de moi-même si, au nom d'une collaboration ancienne avec ces ex-camarades, j'hésitais à les condamner. Je le dis franchement : je ne les considère plus comme des camarades et je réclamerai, de toutes mes forces, au Comité central et au Congrès, leur exclusion du parti.

Un parti ouvrier que les événements placent de plus en plus souvent face à face avec l'insurrection, ne sera jamais à la hauteur de sa tâche difficile si les décisions non publiées de son Comité central aussitôt prises, sont attaquées dans la presse neutre, si on porte parmi les combattants le trouble et l'hésitation.

Que MM. Zinoviev et Kamenev fondent leur parti à eux, avec quelques dizaines d'individus qui ont perdu la tête ou qui sont candidats à la Constituante. Les ouvriers n'entreront pas dans ce parti, car sa première devise sera : « Les membres du Comité central battus sur la question du combat décisif ont le droit de s'adresser à la presse neutre pour attaquer les décisions non publiées du parti. »

Qu'ils fassent leur parti à eux. Notre parti à nous, le parti ouvrier bolchevik, ne fera qu'y gagner.

Quand seront publiés tous les documents, la trahison de Zinoviev et de Kamenev apparaîtra encore plus clairement. Pour le moment, la question se pose ainsi devant les ouvriers :

« Supposons que le Comité central des Syndicats russes décide, après un mois de délibération et à une majorité de plus de 80 0/0 qu'il faut préparer une grève, mais sans publier encore la date ni aucun autre renseignement. Supposons ensuite que deux des membres de ce Comité, sous prétexte d'une opinion particulière, une fois la décision prise, non seulement envoient des lettres aux journaux pour réclamer la revision de cette décision, mais encore permettent la reproduction de ces lettres dans des journaux neutres. Supposons enfin que ces mêmes individus attaquent directement, dans des journaux neutres, la décision prise, quoique non publiée, et discréditent la grève devant les capitalistes. Dans de telles conditions les ouvriers hésiteront-ils à exclure pareils jaunes ? »

⁂

La question de l'insurrection se trouve reposée aujourd'hui, si près du 20 octobre. De loin, je suis incapable de juger dans quelle mesure tout a été gâté par les déclarations de nos traîtres dans la presse neutre. Il est certain qu'un mal très grand a été causé. Pour le réparer, il faut, avant tout, rétablir l'unité du front bolchevik, en excluant les jaunes.

La faiblesse des arguments d'idées produits contre l'insurrection sera d'autant plus évidente que nous les mettrons davantage en vue. J'ai adressé, ces jours derniers, un article au *Rabotchi Pout,* et si la rédaction se refuse à le publier, les membres du Parti en prendront sans doute connaissance par le manuscrit.

Ces arguments « d'idées », si on peut les appeler

ainsi, se réduisent à deux : d'abord « attendre » la Constituante. Attendons, nous verrons bien, voilà tout l'argument. Peut-être avec la famine, le désarroi général, l'épuisement de la patience des soldats, les manœuvres de Rodzianko pour livrer Pétrograd aux Allemands, les lock out, nous arriverons jusqu'à la révolution.

Peut-être..., c'est toute la force de l'argument.

Ensuite, un pessimisme criard. Pour la bourgeoisie et pour Kérensky tout va merveilleusement. Chez nous, tout va mal. Chez les capitalistes, tout est admirablement préparé; chez les ouvriers, rien. Les pessimistes, en matière militaire, crient à plein gosier, et les optimistes se taisent, car ils n'ont pas envie de découvrir nos secrets à Rodzianko et à Kérensky. C'est bon pour les jaunes.

Dures journées. Dur problème. Dure trahison.

Et malgré tout, le problème sera résolu ; les ouvriers se grouperont en un bloc compact, l'insurrection paysanne et l'impatience extrême des soldats du front, accompliront leur œuvre. Serrons les rangs, le prolétariat doit triompher.

N. Lénine.

***

Les lecteurs du livre de Lénine, intitulé « Sur la route de l'insurrection », et publié par la Librairie de l'*Humanité,* ont certainement remarqué qu'à sa fin, il tournait un peu court et laissait l'impression de quelque chose d'incomplet. Ils pourront maintenant le compléter avec cette lettre — ainsi qu'avec un article de la *Pravda* dont Eastman donne également le texte. Les discussions décisives qui eurent lieu alors au sein du C. C. du Parti bolchevik entre les partisans de l'insurrection, conduits par Lénine, et ses adversaires, se trouvent désormais en pleine lumière.

La "bolchevisation" et ses conséquences.

Des camarades diront : Pourquoi reprendre ces discussions maintenant ? Ne vaudrait-il pas mieux consacrer tous les efforts à rassembler la classe ouvrière et la mettre en mesure de résister victorieusement à l'offensive capitaliste qui partout menace ? Certes cela vaudrait mieux. Mais quand on n'a pas hésité à dénoncer Trotsky et, avec lui, tous ceux qui, en Russie, s'étaient rangés dans l'opposition comme des menchéviks, des petits bourgeois et des contre-révolutionnaires (objectivement !) — ce qu'ils ne sont évidemment pas, il ne peut plus y avoir d'inconvénient, et il devient au contraire nécessaire, de montrer Zinoviev et Kamenev tels qu'ils sont.

Nous avons, pour notre part, tout fait pour que la crise du P. C. R. ne fût pas portée devant les sections de l'I. C. et notamment devant la section française. Nous l'avons dit, dans une résolution dont chacun peut aujourd'hui constater la sagesse. On n'a pas voulu admettre notre position, qui était commandée par l'intérêt de la Révolution russe et du mouvement ouvrier tout entier. Il paraît que l'heure était venue de « bolcheviser », comme si, du vivant de Lénine, on ne l'avait pas fait et comme s'il avait fallu attendre sa mort pour que cela fût possible.

Aujourd'hui, on peut juger la « bolchevisation » d'après ses résultats : les « bolchevisés » allemands se sont montré juste capables de faire élire Hindenburg, et leurs congénères français, par leurs sottises répétées, ont réussi à donner l'impression que la force de la classe ouvrière était sensiblement affaiblie au moment où il aurait été possible de la dresser, compacte et résolue, contre le brigandage marocain. Chacun peut voir qui sert la bourgeoisie — objectivement !

La mise du P. C. R. et la bolchevisation à la Zinoviev sont inséparables et, puisque les méthodes néfastes sont toujours pratiquées, le livre de Max Eastman vient à son heure. C'est pourquoi la direction du Parti français ne veut pas qu'on le lise. Sa résolution, prise en toute ignorance de cause, sent, d'un bout à l'autre, la mise à l'index. Il ne faut pas lire, il ne faut pas savoir.

On peut naturellement discuter le livre d'Eastman. Sur la base des faits qu'il a rassemblés, on peut tirer d'autres conclusions que les siennes. On peut aller beaucoup plus loin... C'est là une conséquence désormais inévitable du caractère que revêt maintenant la crise du P. C. R. Les camarades russes qui ne comprennent pas encore à quel point la façon dont ils ont mené leur discussion et la conclusion qu'ils lui ont donnée ont été funestes au prestige nécessaire de la Révolution russe et de l'Internationale communiste sont bien aveugles.

A. Rosmer.

UNE LETTRE D'EASTMAN

La déclaration de Trotsky concernant mon livre « Depuis que Lénine est mort », me laisse impénitent. Elle ne modifie pas, dans le moindre degré, mon opinion sur les événements rapportés dans mon livre, ni leur signification pour un révolutionnaire marxiste. Où je dis que Lénine offrit à Trotsky sa place de président du Conseil des Commissaires du Peuple durant sa maladie, j'aurais dû écrire « président suppléant ». Je fus moi-même surpris de trouver cette négligence de rédaction dans mon livre. Autrement, il n'est pas un seul mot important que je voudrais changer après avoir lu le commentaire de Trotsky. Mon livre n'est pas une construction littéraire ou « psychologique », mais un simple récit des faits, basé d'un bout à l'autre sur des documents.

La faiblesse des critiques de Trotsky et le fait qu'elles sont sans rapport avec le contenu essentiel et la signification de mon livre, m'a persuadé que sa déclaration a été guidée par des considérations politiques et non par le désir de faire connaître la vérité. Il ne nie pas la bureaucratisation du Parti russe. Il ne nie pas l'authenticité de mes documents. Il ne nie même pas que j'aie donné la version correcte du testament de Lénine. Trotsky donne son acquiescement à la politique qui consiste à verrouiller la vérité au sein du Comité central du Parti communiste russe — politique qui, selon moi, n'avait de justification que lorsque la lutte était dans une phase militaire. Persister à vouloir guider les travailleurs du monde sur cette base est, d'après moi, un travestissement du marxisme, une violation de l'esprit de Lénine et un danger fondamental. Là est la réelle divergence entre nous.

La situation dangereuse décrite dans le chapitre de conclusion de mon livre existe toujours et au lieu d'atténuer mon avertissement aux communistes, je désire maintenant le rendre encore plus pressant.

Max Eastman.

LE BRIGANDAGE MAROCAIN

En feuilletant la collection de la Guerre Sociale *de* 1907, *nous sommes tombé sur divers articles qui nous ont paru tout à fait d'actualité. En voici deux. Ils portent la signature de Gustave Hervé — non gâteux alors — et ils eurent l'honneur d'être poursuivis.*

Vivent les Marocains !

La classe de détrousseurs et d'exploiteurs qui a accaparé en France les mines, les chemins de fer, les usines, les grands magasins, les maisons d'habitation, les banques, les grands domaines agricoles, ne veut décidément pas lâcher sa proie marocaine.

Ça ne lui suffit pas de vivre largement des dîmes qu'elle prélève sur les travailleurs de France.

Ça ne lui suffit pas de tondre les indigènes d'Algérie, de Tunisie, d'Indochine et de Madagascar.

Elle veut le Maroc : elle l'aura.

En ce moment ses cuirassés cinglent vers Casablanca.

Les chiens de garde qu'elle nourrit dans les casernes de la Légion étrangère et des tirailleurs algériens vont être lancés aux trousses des Marocains.

Est-il besoin de dire que dans les conflits entre nos maîtres et les tribus marocaines toutes nos sympathies vont à ces dernières ?

Voilà des gens qui vivent sous un climat torride, où il est doux de ne rien faire. Un peu d'élevage, un peu de culture, cela suffit à leurs besoins, à leur sobriété. Tout ce qu'ils demandent c'est que la clique gouvernementale de Fez ne vienne pas les rançonner par ses percepteurs, pour permettre au sultan et à son entourage de vivre dans le luxe des Européens, et que les capitalistes d'Europe les laissent vivre tranquilles, à leur guise.

Si l'Europe était civilisée, si elle voulait véritablement accomplir au Maroc une œuvre civilisatrice, elle aurait envoyé des médecins de bonne volonté, entretenus par elle, qui seraient allés, *à leurs risques et périls*, et sans armes, apporter à ces frères inférieurs des notions d'hygiène, de médecine; elle aurait envoyé des missionnaires laïques, de bonne volonté, qui, *à leurs risques et périls*, avec les fonds des civilisés d'Europe auraient essayé d'y fonder des écoles et de dégrossir les indigènes.

— Quoi ! Qu'est-ce qu'il chante cet utopiste. Civiliser les indigènes ! Mettre la main à la poche pour décrasser des Arbicots ou des moricauds ! ah ! non mais, il nous prend pour des poires ! !

Nos maîtres, qui ne sont pas des poires, — ils nous le prouvent tous les jours, — n'ont jamais versé dans de pareilles billevesées.

Civiliser les indigènes d'Asie et d'Afrique, ils s'en moquent comme Briand de la grève générale et Clemenceau de la liberté individuelle.

Vendre cher de la camelote, de la poudre, des fusils, de l'absinthe; acheter à vil prix des terrains près desquels on construira des ports, ou par lesquels on fera passer des voies ferrées; prêter de l'argent à gros intérêts au sultan, pour qu'il fasse la noce, et se payer par le revenu des douanes et des impôts qu'on fera supporter à la masse des tribus marocaines, parlez-leur de cela ! C'est la seule façon dont ils ont compris l'expansion coloniale, eux, les héritiers des bourgeois qui firent la proclamation des Droits de l'Homme !

Et s'ils ne sont pas contents, les Marocains, il y a les obus à la mélinite et les Lebels !

Eh bien ! quoi ! si on s'en sert avec les dockers de Nantes, les vignerons de Narbonne ou les chaussonniers de Raon-l'Etape, ce n'est pas pour prendre des gants, peut-être ! avec des Arbicots du Maroc !

Allons ! hardi ! Allemands, Belges, Autrichiens, Italiens, soudards de toutes races qui formez la glorieuse phalange de la Légion étrangère, c'est pour la France !

Hardi, les tirailleurs algériens, dont les pères, au temps de la conquête française, ont été enfumés par les troupes francaises dans les grottes du Dahra, dont les grand'mères ont été violées par les soldats du maréchal Bugeaud, dont les terres ont été razziées ou confisquées par les soudards français, allez en faire autant contre vos frères marocains. Allah le veut ! Hardi ! c'est pour la France.

Hardi ! les pioupious de France, qui êtes appelés à la caserne pour défendre le sol sacré de la patrie, violez, assassinez ! Si vous opériez sur les boulevards extérieurs de Paris, on vous enverrait au bagne. Au Maroc, ça vous vaudra la croix et des galons, comme aux cuirassiers de Narbonne ! Profitez ! Il faut que jeunesse se passe ! Allez-y !

Le peuple de France, célèbre dans le monde entier par son esprit chevaleresque, sa pitié pour les faibles, les opprimés; son enthousiasme pour toutes les causes justes, est avec vous !

Il applaudira à vos prouesses, comme il applaudissait les prouesses de vos aînés, les escarpes qui, il y a quelques années, se couvrirent de gloire en faisant le sac de Pékin !

Quant à nous, les sans-patrie de France, puisque nous sommes encore impuissants à provoquer dans les ports de France et d'Algérie une grève de dockers, d'inscrits maritimes, pour vous empêcher de vous rendre sur le théâtre de vos exploits; puisque nous ne pouvons encore obtenir de la classe ouvrière française qu'elle proclame la grève générale pour protester contre vos brigandages, il ne nous reste qu'à vous souhaiter d'être reçus là-bas comme vos congénères italiens furent reçus, il y a dix ans, dans les montagnes d'Abyssinie, par les troupes du négus, ou de crever par milliers sur les routes du Maroc, comme crevèrent naguère vos aînés sur les routes de Madagascar !

GUSTAVE HERVÉ.

(*La Guerre Sociale*, n° du 7 au 13 août 1907.)

Hardi les Marocains !

Au risque de vous paraître un monstre, je ne vous cacherai pas que ce n'est pas sans une vive satisfaction que j'ai appris l'autre jour, par le journal qui fait chaque matin mes délices, car il dit tout, que « notre frontière » était violée et que les Béni-Snassen — bénis soient-ils ! — avaient administré une petite râclée à nos glorieux soldats.

J'ai éprouvé un peu de cette joie intense que je ressentais, au temps de l'affaire Dreyfus, quand j'apprenais que quelque coquin de l'état-major avait été pris la main dans le sac en flagrant délit de faux et de mensonge.

Connaissez-vous rien de plus répugnant que le cambriolage du Maroc auquel nous assistons ?

Voilà des gens — nos gouvernants — qui se vantent d'être les fils, les héritiers des bourgeois révolutionnaires qui firent la proclamation des Droits de l'Homme; ils doivent tous faire partie de quelque section de la Ligue qui porte ce nom ronflant.

Ils sont en outre des pacifistes; ils envoient leurs délégués à tous les Congrès de la Haye; ils parlent de résoudre les conflits par l'arbitrage; ils doivent tous faire partie de quelque section de la Ligue de la Paix.

Ils sont patriotes; ils crient partout que l'amour de la patrie, l'attachement à l'indépendance nationale sont des vertus sans lesquelles on n'est qu'un malhonnête homme, ce qui suppose qu'ils sont prêts à respecter le patriotisme des autres, l'attachement des autres à leur indépendance nationale.

Voilà leurs principes.

Voyez leurs actes.

Leurs ancêtres ayant volé l'Algérie à ses habitants, ils assurent que cela leur donne à eux des droits incontestables et imprescriptibles sur le Maroc, parce que les deux pays se touchent : je vous « fais » votre montre; cela me donne des droits certains sur le porte-monnaie de votre voisin.

La haute banque prête 60 millions au sultan du Maroc, gardant une commission de 15 p. 100; parce que la créance est en danger, on bombarde Casablanca, on massacre des milliers de gens inoffensifs et innocents; on les salit dans la presse française en les représentant comme un peuple d'assassins et de pédérastes.

L'incendie s'éteint du côté de Casablanca.

Vite, les forbans de la finance le font rallumer du côté d'Oudjda, par nos militaires professionnels, en quête de croix et de galons. La nation française, qui a le monopole, paraît-il, de la générosité et de l'esprit chevaleresque, assiste, inerte ou joyeuse, à ce cambriolage.

Ont-ils assez beuglé nos patriotes et nos nationalistes parce que les Allemands leur ont pris l'Alsace, il y a 36 ans ! Cela ne les empêche pas de trouver naturel le vol du Maroc aux Marocains.

Il y a dix ans, nos Dreyfusards ne parlaient plus que du Droit et de la Justice, parce que le Droit et la Justice avaient été violés en la personne d'un capitaine juif; aujourd'hui, on fait des razzias au Maroc, on y massacre des femmes et des enfants; aucun ne bronche.

Nos juifs français ne dorment plus quand on massacre les leurs en Russie; les massacres des Marocains les laissent froids et je ne suis pas sûr qu'ils ne s'en réjouissent pas.

Dans toutes les églises catholiques, dans tous les temples protestants, chaque dimanche, des prêtres et des pasteurs haranguent des millions de fidèles et chacun, en son patois, leur commente la parole du doux Galiléen : « Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît ! » ; pas une voix ne s'élève contre le massacre commencé d'une population qui n'a d'autre tort que de manquer d'enthousiasme pour notre civilisation de sauvages.

Quant au ramassis d'idiots qui forme le gros de la population ouvrière et paysanne de notre chère France, ils sont déjà écrasés d'impôts, de charges militaires, ils ont une peur atroce d'une guerre européenne; eh bien ! ils se laissent entraîner, sans faire entendre une seule protestation, dans une guerre de conquête et d'agression qui va leur coûter plus d'un milliard, et au bout de laquelle il y a, très probablement, une guerre avec l'Allemagne qui leur coûtera dix fois plus d'argent et la vie de leurs enfants.

Braves Béni-Snassen, cognez ferme sur les bandits qui vous envahissent !

Ils finiront par vous écraser, comme ils nous écrasent ici; car ils sont les plus forts.

Mais du moins, faites payer cher à tous nos tartufes patriotes, chrétiens, ou républicains, leur hypocrisie et leur ignominie. Allez-y ! ne les ménagez pas !

Allah est avec vous, et nous aussi !

Gustave Hervé.

(*La Guerre Sociale*, n° du 4 au 10 décembre 1907.)

Le P. C. belge et la “ R. P. ”

Jusqu'ici nos camarades du Parti belge avaient su résister aux pressions que les bolchevisateurs exerçaient sur eux. Enfin l'effort de désagrégation entrepris par Treint et ses Ilbert a eu raison de leur crâne attitude, et l'*Humanité* du 5 août a publié en première page, une résolution du C. C. du Parti belge, condamnant « la Révolution Prolétarienne ».

Ce que l'on n'a pas dit, c'est que cette résolution a été péniblement fabriquée à Paris, au cours d'une réunion mouvementée du C. C. belge et du B. P. français.

Elle ne résout rien, ne peut que jeter un peu plus de trouble dans l'esprit des camarades belges, et ne nous empêchera pas de continuer notre œuvre de redressement des idées communistes.

M. Bastin.

Dans l'Internationale Communiste

La " bolchevisation " du Parti communiste italien

On ne s'est pas pressé de « bolcheviser » le Parti communiste italien. La tâche n'était pas commode : il fallait éliminer l'influence de Bordiga. Or, Bordiga étant en désaccord avec la politique suivie par l'I. C., avait renoncé volontairement à la direction du Parti. Il demeurait à Naples, simple membre de sa section. Pourtant son influence demeurait et chaque consultation du Parti montrait que cette influence était intacte. Bordiga et ses amis constituaient vraiment une gauche et l'immense majorité du Parti était groupée autour d'eux. Telle était la situation qu'il fallait d'abord détruire pour que la « bolchevisation » pût passer.

Les moyens qu'on a employés pour atteindre ce but, nous les connaissons bien : ce sont ceux qu'on a employés ici. L'Internationale forme une direction d'hommes serviles qui constitue une véritable fraction au sein du Parti et, appuyée sur cette fraction, elle met les ouvriers en demeure de se prononcer pour cette direction; sinon, ils sont contre l'Internationale.

Pour se défendre contre l'action malfaisante et malhonnête de cette fraction, les amis de Bordiga avaient constitué un Comité d'entente. L'I. C. déclara aussitôt : Ou le Comité sera dissous sans délai, ou tous ses membres seront expulsés du Parti. Il est vrai qu'en même temps, elle donne l'assurance qu'une pleine liberté de discussion précèdera le Congrès. Mais il faut voir ce que devient cette promesse à l'application. Le journal du Parti, *L'Unità* publie la déclaration du Comité d'entente. Seulement il y met un titre : « Un document indigne de communistes »; il l'encadre d'articles et de lettres de représentants de la fraction dirigeante et il met le tout sous cette manchette : « Les membres du Comité d'entente contre l'Internationale. » C'est la « bolchevisation » telle que nous l'avons déjà vue et cela donne la nausée.

Nous reproduisons ci-dessous la déclaration du Comité d'entente. Les camarades qui l'ont rédigée ne sont pas et n'ont jamais été syndicalistes ; ils ont été, à l'occasion, en désaccord avec nous; ils sont de sincères communistes qui ont la confiance de la masse de leur Parti. Et ils sont amenés à critiquer les nouvelles méthodes de l'I. C. comme nous l'avons fait nous-mêmes.

L'artisan de ce chambardement de la section italienne de l'I. C. a été Humbert Droz, le même que les « bolchevisés » de France et d'Allemagne dénoncent comme un droitier et à qui ils dénient le droit de parler au nom de l'Internationale !

La bolchevisation à la Zinoviev continue. L'incohérence et la malfaisance aussi. — *A. R.*

La déclaration du Comité d'entente

Intervenant dans la situation créée dans notre Parti, le Presidium de l'Internationale communiste voyant dans le Comité d'entente l'embryon d'une fraction au sein du Parti, nous a intimé l'ordre de le dissoudre sous peine d'exclusion.

Le Presidium annonce en même temps qu'il y aura dans le Parti, pleine liberté de discussion avant le Congrès. Mais il ne dit rien des accusations formelles de fractionnisme et de sectarisme portées par nous contre la Centrale du Parti italien, ni d'aucune mesure destinée à éliminer les causes véritables de la crise du Parti.

On ne sera donc pas surpris si nous sommes dans l'obligation de constater avec peine que nous nous trouvons devant une nouvelle application typique des méthodes de direction de l'Internationale que nous avons combattues et que nous combattrons. La disposition à soutenir dans les Congrès et dans les discussions, le point de vue des camarades qui font partie des organes dirigeants internationaux suffit à absoudre chaque erreur et chaque faute commises dans la lutte contre l'adversaire bourgeois, et transforme chaque insuffisance, même la plus scandaleuse, en un brevet de pur bolchevisme révolutionnaire et de léninisme. Les méthodes de la Centrale, qui mènent à la désagrégation du Parti, sont couvertes par les dirigeants de l'Internationale parce que nous sommes en opposition sur divers points de leur politique.

Les remèdes qu'exigerait la situation difficile du Parti et la tension intérieure qui résulte de la campagne déloyale menée par la Centrale contre le Comité d'entente, se réduisent au formalisme mécanique d'une discipline qui ne convainc pas et ne se fait pas respecter.

Le grave problème des tendances et fractions dans le Parti qui se pose historiquement, à la fois comme une conséquence de la tactique politique suivie et comme une réprobation de cette tactique, comme un symptôme de ses insuffisances qu'il faudrait étudier avec la plus grande attention, on prétend le résoudre par des ordres et par des menaces, en soumettant quelques camarades à de rudes pressions disciplinaires, laissant croire ainsi que de leur conduite personnelle dépend l'entier développement favorable du Parti.

Selon cette méthode, antimarxiste en sa substance, stérile dans ses résultats, nous pourrions, imitant en cela tant d'éléments infidèles et opportunistes qui manœuvrent en marge de notre glorieuse Internationale, commencer à négocier et à marchander avec le Centre dirigeant, à poser des conditions, faire à notre tour des menaces, arriver à un compromis et à une transaction semblables à ceux qui sont le produit de la méprisable tactique parlementaire bourgeoise. Avec de tels compromis plus ou moins laborieux et pénibles, entre personnages et « hommes politiques » plus ou moins influents, on peut, pour un temps, dissimuler les graves problèmes de la vie de l'Internationale et de son action, qui, inévitablement, se représentent par la suite, plus difficiles et plus graves. Nous pourrions, à notre tour, faire peser la menace d'une scission et de la formation d'un nouveau parti en cas d'exclusion, et sur la balance de la « politique » soi-disant communiste seraient éprouvées nos possibilités d'avoir d'autant plus satisfaction que nous nous montrerions en mesure de faire plus de mal au Parti et à l'Internationale.

Mais nous n'agirons pas ainsi. Notre conception de la discipline est toute différente. De même que nous n'avons pas hésité à renoncer à la direction du Parti, nous ne nous laisserons pas pousser par les provocations répétées de la Centrale à la misérable riposte de fabriquer un parti dissident à l'usage d'un groupe de dirigeants. Devant une contrainte matérielle, nous nous souviendrons que nous tenons avant tout à notre poste de membres du Parti communiste et de l'Internationale que nous conserverons avec une volonté de fer, sans renoncer jamais à nous opposer, par une critique infatigable, à ces méthodes que nous considérons néfastes à l'intérêt et à l'avenir de notre cause.

Accusés de fractionnisme et de scissionnisme devant l'éventualité d'une rupture du Parti, nous sacrifierons à l'unité nos opinions, selon un ordre que nous considérons injuste et dommageable au Parti. Nous montrerons ainsi comment nous, de la gauche italienne, sommes peut-être les seuls pour qui la discipline est une chose sérieuse et non commerciable.

Nous réaffirmons toutes les précédentes manifestations de notre pensée et tous nos actes. Nous nions que le Comité d'entente ait été une manœuvre visant à la scission du Parti et à la constitution d'une fraction dans son sein, et nous protestons à nouveau contre la campagne menée sur cette base sans que nous ayons eu le droit de dénoncer cette duperie scandaleuse du Parti. Toutefois, puisque le Presidium croit que l'ordre de dissolution du Comité d'entente sera un pas qui éloignera le fractionnisme, nous obéirons; mais en même temps nous devons laisser au Presidium la responsabilité des développements que prendra la situation intérieure du Parti et des manifestations que fera surgir la manière dont la Centrale a administré la vie intérieure du Parti, manifestations que le Comité d'entente a canalisées et disciplinées en une voie utile au Parti et à son avenir. Nous croyons que la suppression prônée du Comité d'entente ne fera que fomenter dans le Parti le fractionnisme que nous n'avons pas voulu et qui pourra prendre, malgré nous, sa revanche.

Il est vrai que nous avons reçu l'assurance que toutes les sanctions disciplinaires prises contre les camarades adhérant au Comité d'entente, parmi lesquelles l'expulsion du camarade Girone et toute une série de destitutions de charges, seront annulées et que la liberté de discussion pour le Congrès sera absolue. Mais liberté de discussion signifie égalité de droits et de moyens et nous n'aurons de garantie sérieuse que si les propositions faites par nous, en leur temps, à la Centrale, et dont on ne parle plus, sont acceptées.

Il ne devrait pas être permis de tenir les Congrès fédéraux avant un débat dans la presse et la publication des thèses et motions des diverses tendances, d'envoyer aux Congrès des représentants du courant lié à la Centrale pour répéter, sur le compte de la gauche, tout ce qui a été déjà imprimé, sans qu'un camarade, également au courant des éléments du débat, puisse riposter. Il ne serait pas non plus admissible de présenter dans le journal du Parti, c'est-à-dire de tous les camarades, certains articles et déclarations avec des notes et commentaires plus ou moins tendancieux et une mise en scène journalistique, tandis que nous ne pourrions, ni ne voudrions faire de même avec les articles des autres courants. Mais nous ne pouvons transiger sur la défense de ces garanties et nous devons renoncer à l'assurer au moyen de notre travail de contrôle, seul but du Comité d'entente. Les camarades jugeront si ces demandes étaient ou non opportunes et défendront comme ils pourront le Parti contre l'emploi des méthodes que nous avons dû qualifier de « giolittisme », tendant à fausser les résultats de la consultation présente.

Après cette dernière manifestation, le Comité d'entente est dissous. Nous renonçons à tout travail de diffusion de nos textes parmi les membres du Parti et à toutes réunions en dehors de celles convoquées par les organismes du Parti. Bien entendu, cela ne veut pas dire renoncer au droit banal du groupe de camarades qui peuvent se considérer comme les représentants de la gauche, à se concerter pour le travail purement théorique de la discussion et la préparation des thèses, travail dont les résultats sont destinés à paraître exclusivement dans la presse du Parti.

Malgré la virulence où en est arrivée la Centrale, nous nous efforcerons de porter le débat à la hauteur des tâches du Parti et de donner aux camarades la notion complète et juste de l'orientation de la gauche sur les diverses questions, évitant tout ce qui peut être d'ordre personnel ou commérage. Nous souhaitons de ne pas devoir continuer indéfiniment à rectifier les assertions inexactes répandues sur notre compte et réduire le débat sur la politique de la Centrale dans la situation italienne à la chronique peu édifiante de son activité intérieure; mais si nous y sommes contraints nous espérons que cessera le boycottage des lettres de rectification et de protestation que nous avons dû renoncer à communiquer aux camarades par une autre voie que celle de la presse du Parti. L'abus ultérieur de tels procédés aboutirait fatalement à des conséquences dont nous avons déjà nettement décliné la responsabilité.

Les camarades nous jugeront. Pour nous, il ne nous importe pas de recueillir une adhésion ou une sympathie superficielle et d'accumuler des voix pour le Congrès; nous voudrions porter le débat et la conscience du Parti au delà des attitudes superficielles et mesquines sur lesquelles on spécule quand on veut s'épargner l'ennui d'étudier les questions et de critiquer. Si on veut continuer à organiser la duperie démagogique et à industrialiser le confusionnisme et le trouble, on le peut, mais qu'on ne croie pas construire ainsi rien de durable; le malaise dont souffre le Parti subsistera et on ne sauvera pas la position des groupes et des sous-groupes artisans d'une méthode aussi politicienne, mise en scène vulgaire destinée à tomber rapidement, mettant à nu les périls de l'opportunisme et de la dégénérescence du Parti. Contre ceux-ci nous mènerons toujours une lutte impitoyable, sûrs que l'immense majorité des communistes italiens se lèvera comme un seul homme quand la menace et le danger apparaîtront comme des réalités, balayant le misérable jeu des brouillons et des confusionnistes, non pour diviser le Parti, mais pour le conduire intact et compact, sur la voie qui lui est assignée.

Juillet 1925.

Signé : A. Bordiga, B. Fortichiari, O. Damen, F. Grossi, U. Girone, Rag. La Camera, M. Lanfranchi, M. Manfredi, O. Perrone, L. Repossi, C. Venegoni.

Les bolchevisateurs du Parti allemand

Un communiste qui se respecte ne peut regarder sans rougir le tableau présenté par le P. C. allemand. L'état de déchéance physique et morale de celui-ci est une éloquente démonstration de « bolchevisation appliquée ». Il faut que le communisme ait la vie dure pour que les « léninistes de 1924 » eux-mêmes ne réussissent pas à le tuer.

Nous avons parlé déjà de la désertion en masse caractérisant l'attitude des ouvriers vis-à-vis du Parti. Mais nous étions resté, par excès de scrupule, en deçà de la vérité : au moment de tenir son X[e] Congrès, le P. C. allemand n'a plus que 100,000 membres; il en avait 400,000 fin 1923, et beaucoup plus après le Congrès de Halle.

Que cette décadence ait de grandes causes objectives, cela n'est pas douteux. Mais qu'elle ait été accélérée et aggravée par la coterie du « léninisme de 1924 », cela ne l'est pas moins. L'Exécutif a été contraint d'en faire l'aveu, après des mois et des mois de bluff. Les dirigeants du parti ont dû le reconnaître à leur tour (1). Le sabotage du travail syndical, le régime de suspicion, de mouchardage et de répression instauré dans le parti, l'incompréhension de la situation générale, l'ineptie de la tactique « de gauche » aboutissant à l'élection d'Hindenburg, — tout cela dégoûte la classe ouvrière qui préfère encore l'odieuse social-démocratie à la coterie prétendant représenter notre parti.

---

(1) Voir notre dernier numéro.

A la veille du X[e] Congrès, l'Exécutif a adressé un message au Parti, dénonçant comme *n'ayant rien de commun avec le bolchevisme* des gens comme Korsch et Cie (qui ont eu le privilège de se répandre dans la presse communiste près d'un an durant) et recommandant d'introduire dans la nouvelle Centrale *d'autres camarades que ceux de la gauche* (!), hypocrite formule signifiant bel et bien *de la droite.* Voilà qui en dit long sur l'échafaudage de mensonges édifié depuis le V[e] Congrès mondial par les « bolchévisateurs » officiels. Le grand homme Korsch n'a plus rien de commun avec le bolchevisme ? Depuis quand ? Et qui lui a livré la presse du Parti, sinon ce même soi-disant « Exécutif » qui le jette par-dessus bord aujourd'hui ? Quant à la « droite », hier encore assimilée à Scheidemann, aux menchéviks, à la contre-révolution, il faut la faire rentrer à la Direction ? En vérité, c'est avoir un grand mépris pour les ouvriers que de les croire capables de supporter sans broncher de telles palinodies.

Mais le Congrès allemand méritera peut-être une chronique spéciale. En nous limitant à ce qui le précède, nous trouverons assez matière à nous instruire sur les beautés de la « bolchévisation ».

Parmi les milliers de communistes qui ont abandonné le Parti, commettant ainsi la grande faute de laisser la place aux parasites du néo-léninisme, il s'est trouvé le directeur de la *Tribune communiste* de Magdebourg, Ernst Bœse, député du Landtag d'Anhalt. Celui-ci, écœuré, a éprouvé le besoin d'exhaler son désenchantement et son indignation dans un petit livre qui a fait du bruit : *Démence ou crime ? — Sur la tombe du communisme.*

Rien que le titre révèle un malheureux état d'esprit. La tombe du communisme n'est pas encore creusée, et ni Maslov, ni Ruth Fischer ne sont de taille comme fossoyeurs. Si Bœse se résigne si facilement à l'enterrement du communisme, c'est qu'il n'est pas loin de retourner à la social-démocratie, comme les deux millions d'électeurs communistes dégoûtés de notre parti et regagnés par les social-démocrates. Or, un militant responsable devrait être, par définition, plus clairvoyant, conscient et constant, qu'un électeur, même que deux millions d'électeurs.

Le contenu du livre n'est pas moins regrettable à certains égards. Certes, les Maslov, Fischer, Rosenberg, Scholem, Korsch, Schutz, Kaz et Cie sont les premiers responsables de ces « déballages » publics. Ce sont eux, et leur sale politique, qui nous valent de tels événements. Mais cela n'excuse pas Bœse qui, en « déballant » inconsidérément, ne se montre pas supérieur à ceux qu'il attaque. Le communiste qui reste communiste ne se laisse pas provoquer par les imposteurs qu'il dénonce (1).

Lénine était d'accord avec Paul Lévy sur tout l'essentiel de la critique du « putsch de mars 1921 » formulée par celui-ci. Ce qu'il condamna, et avec raison, c'est l'attitude anticommuniste prise par Lévy sur la base de ces critiques. Tout ce que Bœse dit d'exact a beau être exact, il n'empêche que ce qui renseigne l'ennemi ne doit pas être dit. Ce qui peut et doit être révélé, à notre avis, c'est ce qui édifie notre parti sans informer la bourgeoisie ou dont celui-là profite plus que celle-ci. Et conformément à cette conception, nous ne ferons pas écho à celles des révélations de Bœse susceptibles d'armer les adversaires du communisme, quitte à retenir certains renseignements exacts propres à instruire le Parti et que la bourgeoisie connaît déjà mieux que nous (1).

Boese passe en revue l'équipe malfaisante qui a démoli le P. C. allemand. Tout ce qu'il dit d'essentiel est vrai. Voici ROSENBERG, cet ornement du « léninisme », qui sévit au V[e] Congrès mondial, puis à l'Exécutif, puis à la Direction du Parti et dans la presse : son principal titre de gloire est d'avoir écrit, pour l'*Histoire d'Alexandre le Grand,* de Droysen, une préface où il fait le panégyrique de Guillaume I[er] de Hohenzollern; et ce, en 1917, l'année de la révolution russe. Ce plat thuriféraire d'une kaisérienne nullité (sans Bismarck, qu'eût fait Guillaume I[er] ?) a le front de nous enseigner le « léninisme ».

Voici MAX SCHUTZ, publiquement accusé par un groupe de communistes de Gelsenkirschen d'avoir livré des camarades à la police, tripoté dans les comptes, commis toute une série de méfaits que la morale réprouve. (C'est de la morale *communiste* que nous parlons, car elle existe, n'en déplaise aux néo-léninistes qui affirment que « tous les moyens sont bons ».) Ledit Schutz n'a pas encore trouvé un mot à dire pour se réhabiliter.

Voici MASLOV, le maître du Parti, le représentant-type du « léninisme de 1924 ». Jusqu'en janvier 1924 — il n'y a donc pas bien longtemps — il était ouvertement tenu en suspicion par les dirigeants des P. C russe et allemand. On le fit venir à Moscou pour le garder à vue et le juger comme provocateur. Son acquittement, par quatre voix contre trois, coïncida avec une volte-face politique d'une audace peu commune. Lié à la plus extrême opposition du P. C. russe, Maslov devint du jour au lendemain un pur « léniniste »...

Ici, Bœse donne des détails que rien n'étaie ni ne confirme et qu'on doit se garder de rapporter quand l'honneur d'un camarade, et l'intérêt du Parti qu'il est censé représenter, sont en jeu. Si répugnants qu'aient été les procédés employés par Maslov contre l'opposition de son Parti, et de l'Internationale en général, nous ne lui rendrons pas les pareils, — nous bornant à relever *des faits notoires*, dans leur dure sécheresse.

Dans le P. C. allemand, et chez tous les camarades de l'Internationale quelque peu au courant, il est des questions mille fois posées, et restées sans réponse. Par quel prodige Maslov, citoyen russe, a-t-il été admis jusqu'en 1924 à mener ouvertement un travail insurrectionnel en territoire allemand ? Existe-t-il un autre exemple de Russe jouissant d'un tel privilège, non expulsé, non condamné après arrestation ? Par quel autre miracle Maslov, emprisonné depuis plus d'un an, a-t-il la faculté de publier des articles et des brochures sous son nom ? Existe-t-il en Allemagne un autre exemple de communiste emprisonné, bénéficiant du ré-

(1) Nous préférons, et de beaucoup, la conduite de Karl Jannack, de Remscheid, ancien spartakiste, exclu du Parti par la coterie régnante. Jannack publie de temps en temps une « Jannacks Briefe » tirée à 10,000 exemplaires, où il défend les conceptions politiques de l'opposition.

(1) Il est évident que démasquer le policier Horn, secrétaire du P. C. tchécoslovaque et « léniniste de 1924 » acharné, ne pouvait que profiter au Parti, non à la bourgeoisie. De même, en caractérisant le voleur Werth, « léniniste de 1924 » par excellence, « bolchévisateur » intrépide, partie intégrante de la coterie installée sur le dos du P. C. français, Chambelland se montrait communiste de qualité supérieure à celle des dirigeants du Parti, longtemps solidaires du voleur.

gime de Maslov ? Enfin, pour quelles raisons la presse communiste internationale a-t-elle observé, autour de l'arrestation de Maslov, une aussi extraordinaire discrétion ?

Ces question, qui ne procèdent d'aucune « révélation », mais du simple bon sens et de faits connus et reconnus, attendent une réponse. Tôt ou tard, il faudra la donner. L'intérêt du communisme l'exige, et ceux-là le desservent qui prétendent faire le silence sur des choses aussi graves.

Pendant que nous admirons les étoiles du P. C. allemand « bolchévisé » (qu'il disent), nous serions impardonnable d'oublier Scholem qui, en 1920, au Congrès des Jeunesses social-démocrates à Gotha, vitupéra les bolchéviks et la Révolution soviétique. D'ailleurs, ainsi que nous l'avons déjà fait observer, la plupart des dirigeants actuels sont d'ex-social-démocrates, voteurs de crédits de guerre pour la « défense » de l'Empire, donc très qualifiés pour professer le « léninisme ».

Si le P. C. allemand ne veut pas voir son linge sale étalé devant la classe ouvrière, il faudra qu'il trouve la force de le nettoyer lui-même, et de se délivrer des faiseurs et des aventuriers qui le salissent. Nos vœux l'accompagnent dans cette indispensable besogne.

Le travail des bolchevisateurs en Autriche

Dans ce pays où la social-démocratie groupe plus de 560,000 membres, notre parti en compte à peine 4,000. Nous en avions eu, pourtant, jusqu'à 20,000. Comment s'explique un tel amoindrissement ?

Là, comme dans d'autres pays, le mouvement communiste a souffert de l'intrusion de soi-disant « représentants de l'Internationale » qui ne représentaient qu'eux-mêmes, ou qu'une coterie bureaucratique. Bien avant la prétendue « bolchévisation », le P. C. autrichien avait été « bolchévisé » par des émissaires dont la médiocrité intellectuelle et morale se reflète dans leurs œuvres.

Par qui ces gens sont-il envoyés ? Par l'Exécutif, dont ils se réclament. Ils ne tiennent leurs soi-disants « mandats » que de fonctionnaires politiquement irresponsables, qui servent des intérêts particuliers ou assouvissent des rancunes. Nantis de « pouvoirs » abusifs, ils « mandatent » à leur tour, se font des clientèles, excluent les gêneurs, imposent des volte-faces politiques, tripatouillent les résolutions, piétinent les statuts...

Le résultat de telles pratiques est sous les yeux de tous. L'autorité de l'Exécutif est galvaudée. La confiance dans l'Internationale déçue. Nos partis se vident, et la social-démocratie prospère. L'Autriche nous en offre une attristante illustration.

On se rappelle comment le P. C. autrichien avait été pourri, aux lendemains de la guerre, par l'argent distribué à profusion par de prétendus envoyés de Bela Kun. Un parti ouvrier vivant exclusivement d'une aide financière extérieure, recevant des subsides non en proportion de ses ressources propres, entretenant par ce moyen une légion de fonctionnaires, soudoyant des créatures et des mercenaires, n'a qu'une existence artificielle et forme rapidement un groupe parasitaire détaché de la classe ouvrière. Le P. C. autrichien faillit agoniser sous des millions de couronnes. Heureusement, un parti communiste ne meurt pas, quelles que soient les sottises et les turpitudes de ses « cadres ». Ceux-ci peuvent l'affaiblir, le vider, le discréditer pour un temps, — mais non le tuer dans son principe.

L'Internationale dénonça publiquement la corruption du P. C. autrichien, par la plume de Radek notamment. C'était le temps où l'auto-critique salutaire, la franchise vivifiante, étaient tenues en honneur comme des qualités marxistes, et non vilipendées comme « déviations trotskistes »... Lénine et Trotsky étaient à la tête de l'Internationale.

Depuis deux ans, le P. C. autrichien sert de cobaye à des « délégués » des partis « frères » chargés *de l'assainir*, et qui l'ont réduit à sa plus simple expression. Singulière fraternité ! La *Rote Fahne* de Vienne, qui tirait à 15,000 en 1922, est tombée à 3,000. (C'est ce que les souilleurs de l'*Humanité* appellent perdre des lecteurs petits-bourgeois et gagner des ouvriers.) En août dernier, un de ces prétendus « représentants » de l'Exécutif exclut Tomann, un des fondateurs du Parti, pourtant discipliné à souhait.

« L'Exécutif le veut », tel est l'*ultima ratio* des laissés-pour-compte des P. C. d'Allemagne et de Tchécoslovaquie, qui ont traité le parti « frère » d'Autriche comme pays conquis. En réalité, l'Exécutif *ne sait rien*, et son tort, son grand tort est de laisser agir en son nom des fonctionnaires irresponsables qui s'arrogent des pouvoirs de Congrès, délèguent, nomment, cassent aux gages, excluent, manipulent et triturent les pauvres partis confiés à leurs soins.

Il fallut sept mois de discussions et de pourparlers, à Moscou, pour... réintégrer Tomann, sept mois pendant lesquels les communistes autrichiens « s'expliquèrent » à coups de poings et de chaises, au cours de plusieurs conférences. Et tout cela parce qu'il avait plu à un « léniniste de 1924 » de soutenir une fraction Frey, notoirement opportuniste, opération qui exigeait de zigouiller Tomann. On imagine la démoralisation du parti livré à de telles expériences.

Depuis quelques mois, le P. C. autrichien respire : on a daigné le libérer de ses tuteurs indignes. Un certain progrès se dessine. Mais le Congrès doit avoir lieu le 1er août et il est à craindre qu'un « plénipotentiaire » n'arrive exercer ses talents sur le pauvre parti saccagé. Souhaitons que cette nouvelle épreuve lui soit épargnée.

Un Communiste.

PLUS DE GRÈVES PARTIELLES

Ce fut, dans des temps déjà lointains, un mot d'ordre confédéral unitaire. Est-il oublié ? On le croirait quand on voit les employés de banque partir en ordre dispersé, et les chefs confédéraux communistes applaudir, par l'organe de l'*Humanité*, à la tactique des « vagues successives », renouvelée de 1920. Il est vrai qu'on ne peut en même temps être au four et au moulin, au bureau politique du Parti et à la Grange-aux-Belles. Et des mots d'ordre, autant en emporte le vent !... N'avez-vous pas souvenance, en ces temps de vie chère, d'un autre mot d'ordre, lui aussi oublié : « Pas de salaires au-dessous de 20 francs ? »

A travers les Livres

ELISÉE RECLUS : *Correspondance.* Tome III. (Costes, édit.)

Une classe ne prend conscience d'elle-même que dans la mesure où elle se crée une morale. La morale est le lien solide qui unit entre eux les membres d'une même classe et en même temps les oppose aux membres des classes adverses, fidèles de morales non seulement différentes mais opposées. Chacun, dans sa vie quotidienne, contribue à élaborer la morale de sa classe, mais de temps en temps, des figures se dressent qui, par la perfection de leur vie ou de leurs principes, représentent déjà d'une façon parfaite l'idéal vers lequel marche la classe. Telle fut Louise Michel, tel fut Kropotkine, tel fut Elisée Reclus.

Le troisième tome de la *Correspondance* de Reclus comprend les lettres écrites par lui dans la dernière période de sa vie, entre 1889 et 1905, à l'époque où il était en possession définitive de ses idées, en plein épanouissement de sa vie morale.

Morale profondément prolétarienne, morale au plus haut point révolutionnaire que celle de Reclus. Il n'y subsiste aucun relent de la morale bourgeoise. Elle s'oppose à celle-ci avec toute la rigueur avec laquelle une classe doit s'opposer à une autre classe. Le vol est légitime : « Le révolutionnaire qui opère la reprise pour la faire servir aux besoins de ses amis, peut tranquillement et sans remords se laisser qualifier de voleur » Le meurtre ne l'est pas moins · non seulement « l'homme qui tue en défendant la cause du faible est un meurtrier pour le bon motif », mais « tout opprimé, tout malheureux, tout homme privé de soleil et d'air, de liberté ou d'étude, tout être lésé dans son existence et dans son droit, tous ont droit à lever la main contre l'oppresseur». Quant à la famille légale, elle n'a qu'à disparaître : « L'union normale doit être tellement libre, spontanée, interpersonnelle que nul ne devrait en connaître. En outre, ces formes d'union varient naturellement suivant les individus, leurs passions, leurs convenances Une minute, un jour, un mois, à l'essai, au caprice, à la durée, à l'alternance, à perpétuité, ceci ne regarde personne. »

Rien donc chez Reclus de tolstoïen ni de vertuiste, rien de ces bonnes âmes larmoyantes, émissaires de la bourgeoisie, dont la fonction est de tenter de noyer la colère des spoliés et des opprimés..., au nom de l'humanité.

Mais si l'opprimé a le droit de tout faire contre l'oppresseur, si le prolétaire a tous les droits contre la bourgeoisie, il a en revanche un devoir formidable à remplir, devoir qui seul justifie son droit contre le bourgeois, c'est le devoir de la solidarité la plus absolue avec ses frères de misère. C'est la solidarité, c'est la bonté qui seules justifient la violence. « Tout homme doit mettre sa force au service de la bonté. » Et Ravachol fut un « héros » parce qu'il fut « d'une magnanimité peu commune ».

Violence et solidarité ne sont-ce point les deux grandes caractéristiques de la morale prolétarienne ? Or ce sont exactement les deux caractéristiques de la morale de Reclus.

Si l'on me demandait comment comprendre le mécanisme de l'exploitation capitaliste, je dirais : lisez Marx; mais si l'on me demandait comment devenir révolutionnaire, je dirais : lisez les mémoires de Kropotkine ou la *Correspondance* de Reclus. — R. LOUZON.

⁂

ROSA LUXEMBOURG : *Lettres à Karl et Luise Kautsky* (Rieder, édit.)

Fort différentes des lettres de Reclus sont celles de Rosa Luxembourg, tant celles adressées à Sonia Liebneckt que la *Librairie du Travail* a publiées peu après sa mort, que celles adressées à Karl et Luise Kautsky dont la traduction française vient de paraître. Ce n'est pas comme chez Reclus l'édifice majestueux d'une conscience magnifiquement ordonnée ayant atteint son plein équilibre, c'est le tumulte d'une nature en enfantement, déployant sa richesse partout où sa sensibilité l'attire. Là, c'est l'Occident, l'antique Française, héritier de plusieurs siècles d'ordre et de civilisation; ici, c'est l'Orient ou le semi-Orient, la Juive des ghettos lithuaniens, s'épanouissant après des siècles de terreur, d'ordre et d'étouffement.

Néanmoins lettres de Reclus et lettres de Rosa ont en commun leur principal caractère : d'un bout à l'autre, les unes et les autres sont un hymne à la vie. Que la vie est belle ! Qu'il fait bon de vivre ! Quelle jouissance de comprendre, aimer et agir ! Tel est le leit-motiv ininterrompu chez l'un et chez l'autre. Tout dans la vie les passionne, hommes, bêtes et éléments.

Or ce n'est pas là une qualité particulière à ces deux grands révolutionnaires, elle est commune à tous les révolutionnaires. Lénine aussi, d'après tous les témoignages, et en particulier d'après celui de sa compagne Kroupskaia, était un adorateur de la vie; de toute la nature, en toutes ses manifestations, depuis le glacier jusqu'à la réunion publique, il en sentait à plein la beauté : d'où cette gaieté, cet entrain, cette bonne humeur que tous ceux qui l'ont connu ont signalé. Et chacun de nous peut dans son milieu faire la même constatation : tout vrai révolutionnaire est un homme gai, heureux de vivre.

Cela provient de ce que les révolutionnaires, du fait même qu'ils sont révolutionnaires, ont découvert le sens de la vie, de ce que pour eux la vie a un sens, et que même il n'y a que pour eux qu'elle en a. Le capitaliste type, l'Anglais de la cité, a dû forger un mot nouveau pour caractériser son état d'âme : le « spleen ». L'ennui, la neurasthénie, telle est en effet la caractéristique du bourgeois. Et cela aussi se comprend : ne voir la vie que comme un moyen de gagner de l'argent, ce n'est pas suffisant pour donner un sens à la vie. C'est pourquoi le marchand anglais, à l'apogée de sa puissance, lorsqu'il commande à la mer et au monde, ne trouve qu'à se lamenter et à ployer sous le spleen, tandis qu'en pleine prison prussienne après plusieurs mois de détention, et devant la perspective de nombreux mois encore, Rosa Luxembourg s'écrie : « Chaque jour m'est un miracle splendide ». « En dépit de tout! *Gaudeamus igitur* ! Réjouissons-nous ! », — R. L.

⁂

ROLAND DORGELÈS. *Sur la Route Mandarine.* (Albin Michel, éditeur.)

Un livre plein de vie, où la couleur et le pittoresque abondent. Un livre qui séduit pas un permanent contraste d'archaïsme et de modernisme. C'est, en un style alerte et nerveux, la relation d'un voyage à travers l'Indochine. Non pas cette Indochine mystérieuse qu'embellit et poétisa le rêve d'un Loti, mais l'Indochine telle que l'ont faite cinquante années d'occupation, transfigurée par un exotisme nouveau né de la rencontre de deux civilisations qui se mêlent sans parvenir à se pénétrer.

Au cours de sa randonnée sur la Route Mandarine, c'est à peine si Dorgelès voit paraître un jour l'image enchanteresse de la vieille Asie de la légende. A chaque pas, au contraire, il lui faut se convaincre des transformations désordonnées, des bouleversements profonds subis par les pays extrême-orientaux soumis à l'influence européenne. Mais notre voyageur en prend facilement son parti. Au lieu de s'attarder à des regrets stériles d'une splendeur abolie, plutôt que de s'essayer à ressusciter les prestiges passés de peuples déchus, il ouvre tout grands les yeux sur le spectacle qui s'offre, il touche du doigt les réalités.

Bien laides, hélas ! apparaissent parfois ces réalités, fruits monstrueux de ce que Loti, naguère, appelait — avec un dégoût non dissimulé — « notre sotte civilisation coloniale ». C'est que, partout où il a passé, au Tonkin, en Annam, en Cochinchine, Dorgelès a rencontré les traces de cette civilisation mercantile qui, sous le prétexte hypocrite d'apporter à des races dites inférieures les bienfaits de la science, de l'ordre et de la justice, ne vise qu'à la recherche de sources nouvelles de profits et de richesses.

Lisez, par exemple, le chapitre consacré aux mines de Hongay : nos méthodes civilisatrices s'y montrent

dans toute leur beauté. Vous saisirez sur le vif l'atroce exploitation dont sont victimes les indigènes devenus les serfs des puissants Charbonnages du Tonkin; vous saurez l'existence sordide faite à ces pauvres êtres vêtus de loques et amaigris par un labeur exténuant; vous connaîtrez les ruses employées pour les recruter, les stratagèmes inventés pour les empêcher de s'enfuir; et vous apprendrez que, dans cette seule concession minière, vingt mille coolies travaillent pour un salaire de quinze sous par jour, permettant à la Compagnie de réaliser vingt-neuf millions de bénéfices nets par an — plus que son capital.

Les coloniaux eux-mêmes, tous ces Français que l'esprit d'aventure amène en ces contrées lointaines, ne sauraient plus prétendre à l'indépendance des pionniers qui les précédèrent. Les usines édifiées, les terres mises en culture, les moindres entreprises susceptibles de prospérer, sont achetées aux colons par des capitalistes opérant en Europe, loin des dangers de la jungle et des fièvres de la brousse. Et si Dorgelès rend hommage à l'effort des hommes dont le labeur opiniâtre a dressé des villes en des régions incultes, il ne peut s'empêcher de constater que tous, ingénieurs et planteurs, ne sont que des mercenaires trimant pour une poignée de profiteurs. Car l'argent seul est maître en ce pays où les capitaux ne cessent d'affluer, où les financiers et les négociants sont, maintenant, les vrais mandarins : « L'Indochine vient d'entrer sous le Signe de la Piastre », et la colonie ne sera bientôt plus « qu'une immense exploitation aux mains de maîtres inconnus ».

Le résultat de cet état de choses n'a pas échappé à l'auteur de la *Route Mandarine* : « Ces accaparements, ces monopoles de fait, écrit-il, vont augmenter autour de nous la somme des haines. » Et, effrayé, il pousse ce cri d'alarme : « Si nos hommes d'Etat, cédant à la pression des profiteurs de la colonie, appliquent en Indochine une politique de force, s'ils refusent d'accorder à l'indigène des droits plus étendus, s'ils ne font rien pour augmenter son bien-être... la France, avant trente ans, aura perdu son plus bel empire. »

Cet avertissement sera-t-il entendu ? C'est peu probable. Et même s'il l'était, cela ne saurait ajourner longtemps l'inévitable explosion des haines suscitées chez les peuples d'Indochine par l'exploitation outrancière dont ils souffrent tant. En faisant de toutes ces masses indigènes un prolétariat misérable et asservi, le capitalisme colonial engendre inéluctablement des énergies de résistance, des ardeurs révolutionnaires qui, tôt ou tard, se traduiront par les actes nécessaires. Roland Dorgelès ne nous montre-t-il pas déjà, « de l'autre côté de la Muraille de Chine, quatre cents millions de Jaunes qui s'éveillent » ?... — G. SYFFERT.

*
**

M. GUICHARD : *Les Industries de fixation de l'azote*. (Colin, édit.)

Le problème auquel s'est attaqué avec le plus d'intensité la technique d'après guerre est celui qu'on désigne sous le nom de fixation de l'azote.

Quel est donc son intérêt et en quoi consiste-t-il ?

L'azote est le corps essentiel dans la paix et dans la guerre. Dans la paix, parce que, entrant dans la composition de tous les tissus vivants, végétaux et animaux, il est l'un des engrais fondamentaux de l'agriculture : en ajoutant aux petites quantités d'azote naturellement contenu dans le sol des quantités supplémentaires d'azote on multiplie les récoltes. Dans la guerre, parce que la presque totalité des explosifs moderne sont formés de corps azotés.

Or cet azote si utile existe notamment en quantités illimitées, à portée de notre main, dans l'air, dont il forme à lui seul plus des trois quarts. Employer l'azote de l'air pour fabriquer des engrais et des explosifs est donc une idée qui vient tout de suite à l'esprit. Mais pour cela il faut pouvoir transformer économiquement ce gaz azote en des corps solides ou liquides facilement mélangeables au sol et qui puissent lui recéder leur azote, ou en corps qu'on puisse combiner avec les corps avec lesquels l'azote forme des substances explosives. C'est cette transformation qui constitue le problème de la fixation de l'azote, problème dont l'importance technique, économique et sociale est colossale, mais dont on ne commence à entrevoir la solution que depuis quelques années.

C'est donc une excellente idée que d'avoir présenté dans un petit volume, à la portée de toutes les bourses, l'état actuel de cette question. Malheureusement, si le livre de M. Guichard est un livre honnête, s'il donne assez clairement, *pour qui est déjà au courant de la chimie de l'azote*, un bon tableau d'ensemble, il n'est pas ce qu'il voudrait être : un livre de vulgarisation; pour cela il lui manque l'étincelle du génie. Car pour faire de la véritable vulgarisation le génie est indispensable. C'est ce dont ne se rendent pas assez compte les éditeurs. Rien n'est plus difficile que la vulgarisation. Pour vulgariser, c'est-à-dire mettre à la portée de tous, il est indispensable de remonter aux principes; il faut mettre en évidence ce qu'il y a d'essentiel dans chaque chose. Tout homme peut tout comprendre, à condition que débarrassant ce qu'on veut expliquer de tout l'appareil technique que les spécialistes ont créé pour s'aider dans leurs recherches, on ne laisse que ce qu'il y a de fondamental, et *qui est simple*, parce que précisément fondamental. Mais de ce travail, qui au fond est le même que le travail de création scientifique, ne sont capables que ceux qui ont été les grands maîtres dans leur partie. Aussi n'existe-t-il que de très rares bons livres de vulgarisation scientifique, ceux qui ont été écrits par de tels hommes.

Le jour où une vulgarisation, faite par les créateurs de la science eux-mêmes, se sera développée, un progrès considérable aura été réalisé, car ainsi la science perdra ce caractère mystérieux qui pour beaucoup fait encore des savants de nouveaux prêtres. — R. L.

*
**

La Commune de Paris, textes et documents, recueillis et annotés par AMÉDÉE DUNOIS.

Bien que cette « Chrestomathie de la Commune » ait été publiée par l'*Humanité* (librairie), elle a été étouffée par l'*Humanité* (journal) qui, en l'annonçant, a supprimé le nom de l'auteur pour le remplacer par trois X bien pudiques. O mesquinerie !... Pourtant la brochure, qui contient, classés sous un certain nombre de rubriques, la plupart des décrets, appels et manifestes lancés par la Commune ou par ses défenseurs, a un réel intérêt et rendra des services aux militants pour qui le mouvement social ne date pas d'hier. Des notes abondantes en facilitent la lecture qui permettra de mieux comprendre le sens et la portée de la Révolution du 18 mars — J. G.

*
**

KARL MARX, *La Guerre civile en France*.

La Guerre civile avait été brillamment traduite en 1901 par le père Longuet sous le titre de *La Commune de Paris*. Mais Longuet avait supprimé divers passages que le nouvel éditeur a rétablis. Si bien que cette nouvelle édition est plus complète que la première. Des notes historiques et critiques ont été ajoutées là où il le fallait. L'appendice a été grossi, etc.

Marx a donné, dans *la Guerre civile*, une interprétation de la Commune pleine de force, de grandeur et aussi de vérité : cette interprétation est celle qui s'est imposée par la suite. L'idée qu'on se fait aujourd'hui de la Commune c'est celle que Marx en a donnée dès juin 1871. En même temps qu'une histoire philosophique, Marx a écrit un pamphlet d'une éloquence sombre et brûlante où maints passages se font remarquer par leur tour *dantesque*. A lire, à relire et à relire encore. — J. G.

NOUS AVONS REÇU :

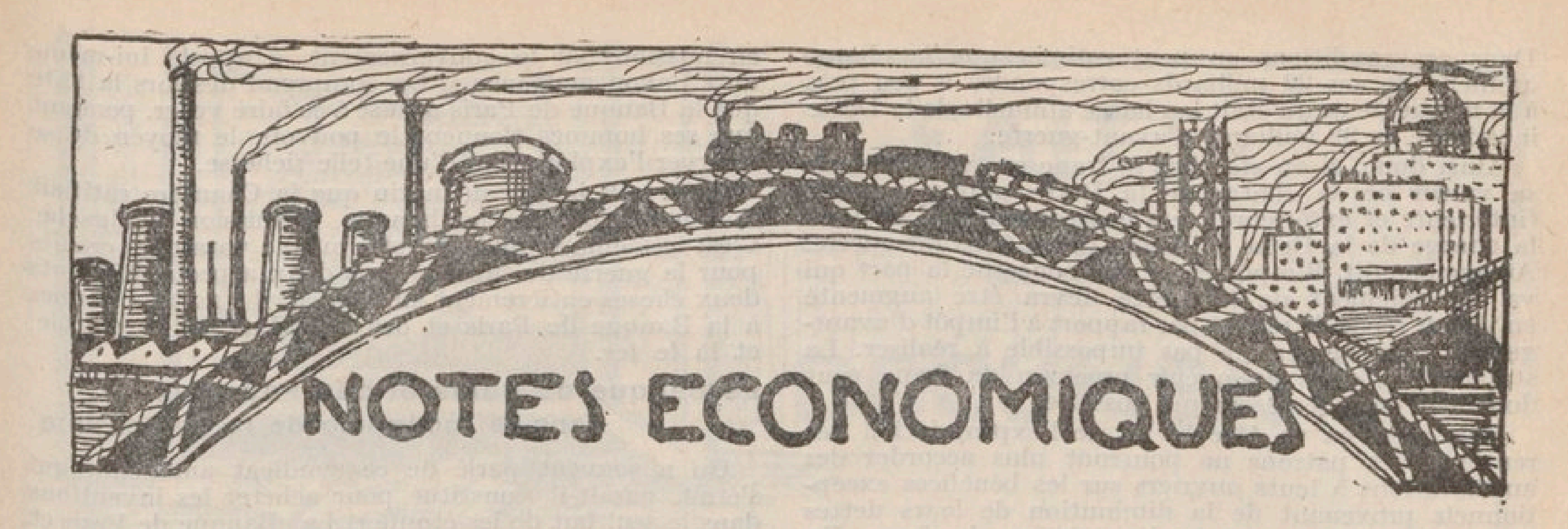
P. de Rousiers : *Les Grandes industries modernes*. Tome III. *Les Industries textiles*. Prix : 9 fr. (Colin, édit.)

Léon Trotsky : *Lénine*. Prix : 8 fr. (Librairie du Travail).

M.-E. Laurin : *L'Ecole rurale et la profession agricole*. (Bibliothèque d'éducation).

Guerre à la guerre. Prix : 2 fr. (Edit. de l'Union Anarchiste).

Magdeleine Marx : *La Perfide (Par les routes d'Asie Mineure*). Prix : 7 fr. 95 (Flammarion, édit.).



Vers le rétablissement d'un franc-or.

Le gouvernement est en train d'émettre, comme l'on sait, un emprunt avec « garantie de change » : l'intérêt est en principe de 4 0/0, soit 2 francs par semestre pour chaque 100 francs versés, mais si dans le semestre qui précède le paiement de l'intérêt le cours moyen de la livre sterling a dépassé 95 francs, les 2 francs d'intérêt seront majorés proportionnellement. — D'autre part, on annonce que le nouveau projet de loi sur les loyers prévoit que le loyer des locataires maintenus en possession variera lui aussi selon la valeur du franc : il augmentera ou diminuera selon qu'augmentera ou diminuera l'indice général des prix.

Ces mesures préludent évidemment à un prochain rétablissement complet d'une monnaie-or, ou plus précisément d'une monnaie dont la capacité d'achat sera maintenue à peu près constante, égale à la capacité du poids d'or auquel théoriquement elle correspond. C'est le prélude d'une réforme monétaire analogue à celles auxquelles ont procédé ces dernières années U. R. S. S., Pologne, Allemagne, etc.

Cette réforme est-elle donc maintenant possible ?

Nous avons dit maintes fois que ce qui avait rendu la baisse du franc absolument indispensable, c'était la formidable augmentation de la Dette publique. Au 31 décembre 1913, la Dette publique intérieure française était de 32 milliards et demi; au 31 juillet 1924, date de la clôture de l'inventaire Clémentel, elle atteignait 277 milliards et demi. S'il avait fallu payer les intérêts de cette dernière somme en francs de la valeur du franc d'avant-guerre, la totalité des revenus du capitalisme français y aurait passé, ce qui aurait arrêté net la production, le capitaliste fermant immédiatement boutique si tous ses bénéfices doivent aller à l'impôt.

On ne peut donc arrêter la dépréciation du franc, rétablir une monnaie stable qu'à la condition que le degré de dépréciation auquel on soit arrivé ait réduit dans une proportion suffisante la valeur des intérêts qu'on doit payer pour les 277 milliards de la Dette. Cela est-il ? C'est ce qu'il nous faut chercher à préciser.

Depuis le 31 juillet 1924, la Dette publique a dû augmenter de quelques milliards, correspondant au déficit du budget pour cette période. Nous prendrons donc comme chiffre de la Dette le chiffre rond de 280 milliards. D'autre part, nous supposerons que le franc qui vaut actuellement entre le quart et le cinquième de sa valeur or soit descendu au moment où on opérera la stabilisation définitive exactement au cinquième de sa valeur or, c'est-à-dire que le dollar vaille à ce moment environ 25 francs. Dans ces conditions quelle sera la valeur réelle de la Dette publique ?

Avec le franc au cinquième de sa valeur or, les 280 milliards de francs-papier de la Dette vaudront 280 : 5 = 56 milliards de francs-or. D'autre part la valeur de l'or par rapport aux autres marchandises a baissé depuis la guerre : aux Etats-Unis, où l'or est la monnaie, l'indice des prix est de 160 environ en prenant 100 comme indice d'avant-guerre, c'est-à-dire que en valeur réelle, en valeur correspondant à une même quantité de marchandises, 1 dollar d'aujourd'hui est par rapport à 1 dollar d'avant guerre comme 160 est à 100, le dollar d'aujourd'hui ne vaut donc que

$$\frac{1 \times 100}{160} = 0{,}625$$

dollar d'avant guerre. Il en est de même pour le franc-or; les 56 milliards de francs-or actuels de la Dette se réduisent ainsi à 56 × 0,625 = 35 milliards de francs d'avant-guerre.

Or la Dette intérieure d'avant 1913 était 32 milliards 594 millions. *Avec un franc réduit au cinquième de sa valeur or, la Dette publique intérieure actuelle est donc en valeur réelle, ramenée presqu'au niveau de la Dette d'avant-guerre.* Tel est un premier point, fondamental (1)

Reste la Dette extérieure. Celle-ci n'existait pas avant la guerre. Elle est aujourd'hui d'environ 36 milliards de francs-or, soit 36 × 0,625 = 22 milliards 500 millions en francs d'avant-guerre.

Il est à présumer que la charge annuelle de cette Dette, intérêt et amortissement compris, n'excédera pas un taux de 2 0/0, soit les deux tiers du taux d'intérêt de la Dette intérieure d'avant-guerre (3 0/0).

---

(1) A ce résultat il y a cependant quelques correctifs à apporter.

1° Il faut tenir compte que même en admettant que le budget soit désormais rigoureusement équilibré, il va falloir encore emprunter pour terminer la reconstruction des régions libérées, soit une augmentation de la Dette publique de quelque 20 milliards de francs-papier, représentant en francs-or 4 milliards, et en francs d'avant-guerre 2 milliards 500 millions. C'est assez peu de chose.

2° Les emprunts de guerre et d'après-guerre ont été émis à des taux d'intérêt supérieurs à ceux d'avant-guerre, il en résulte que pour une Dette d'un même capital, le montant des intérêts annuels à verser est plus élevé. Aussi Caillaux a-t-il commencé, avec son emprunt actuel à 4 0/0, remplaçant les Bons du Trésor à 5 0/0 à réduire le taux des intérêts. Lorsque la stabilisation de la monnaie sera effectuée, il faut penser que cette réduction aura pu être opérée sur une large échelle, et que si elle n'est pas parvenue à ramener le taux de l'intérêt exactement à celui d'avant-guerre elle ne l'en aura pas ramené bien loin.

En revanche :

1° La France d'aujourd'hui comprend l'Alsace-Lorraine, qui contribue pour sa part au paiement des charges de la Dette publique;

2° Les chiffres que nous avons donnés concernent uniquement la Dette de l'Etat, mais à côté de celle-ci il y a les Dettes des départements et des communes, or celles-ci n'ont pas quintuplé depuis 1913, elles ont donc avec le franc réduit au cinquième considérablement diminué en valeur réelle, cette diminution de la Dette départementale et communale vient en compensation de l'augmentation de la Dette de l'Etat;

3° Il y a peut être quelques milliards qui seront payés par l'Allemagne, au moins en nature, ressource qui n'existait point avant la guerre.

Ces trois derniers facteurs, qu'il n'est pas très commode de chiffrer exactement quand on n'a pas à sa disposition les archives du Ministère des Finances, compenseront certainement largement et la légère augmentation en capital de la Dette et l'augmentation du taux de l'intérêt; donc, on peut admettre que tous comptes faits, les charges réelles de la Dette publique intérieure ne seront pas plus lourdes que celles de 1913, lorsque le franc aura été réduit au cinquième de sa valeur or.

Dans ces conditions on peut estimer que la charge annuelle de ces 22 milliards correspondra à peu près à la moitié de ce qu'était la charge annuelle de la Dette intérieure de 32 milliards d'avant-guerre.

Ainsi donc, si on stabilise le franc au cinquième de sa valeur or, la charge de la Dette publique totale (intérieure et extérieure) sera environ une fois et demi la charge de la Dette publique totale d'avant-guerre. Autrement dit, l'impôt en ce qui concerne la part qui va au paiement de la Dette devra être augmenté en valeur réelle de moitié par rapport à l'impôt d'avant-guerre. Cela ne semble pas impossible à réaliser. La stabilisation dans un avenir prochain du franc peut donc être considérée comme possible.

Mais alors ça va être la fin de l'expropriation des rentiers. Les patrons ne pourront plus accorder des améliorations à leurs ouvriers sur les bénéfices exceptionnels provenant de la diminution de leurs dettes ou de leurs impôts par la dépréciation du franc. En même temps, comme il n'y aura plus de décalage entre le cours du franc sur le marché des changes et sur le marché intérieur, les patrons français ne pourront plus concurrencer victorieusement l'industrie étrangère. Leur plus value totale diminuera donc en même temps que leur part dans la plus-value. Leur seule ressource pour augmenter leur bénéfice sera alors d'augmenter coûte que coûte la plus-value produite par l'ouvrier en exploitant au maximum sa force de travail. La stabilisation de la monnaie signifiera donc la reprise de la lutte de classes dans toute son âpreté. Ce sera la fin de l'âge d'or de la vie chère. Le prolétariat sera obligé à une lutte à mort, et s'il veut vaincre, il sera amené inéluctablement à jeter par dessus bord toutes les constructions artificielles dont on a pu le charger impunément pendant toute la période de calme. Il devra reprendre sa vraie arme et sa vraie formation de combat : la grève et le syndicat.

1926 verra très probablement le rétablissement d'un franc stable; dans ce cas, 1926 devra voir également la résurrection du syndicalisme révolutionnaire.

CHRONIQUE DES MONOPOLES

La Banque de Paris et des Pays-Bas prépare sa main-mise sur le « Bakou malgache ».

Dans le premier numéro de cette revue, nous avions signalé que Clémentel avait signé avec la Banque de Paris une convention donnant à celle-ci pouvoir d'instituer à Madagascar une banque d'émission (c'est-à-dire une banque ayant le droit de fabriquer des billets de banque), et nous indiquions en même temps, en nous appuyant notamment sur l'exemple de l'Indochine, que cela revenait à donner à la Banque de Paris le monopole de l'exploitation de toutes les richesses de Madagascar.

Caillaux et Hesse viennent de faire ratifier cette convention par la Chambre. A cette occasion, signalons l'affaire qui dès maintenant apparaît comme devant être la plus fructueuse parmi celles que son monopole d'émission permettra à la Banque de Paris et des Pays-Bas de s'adjuger.

On a découvert qu'il existait dans la région centrale de Madagascar, à l'ouest et au nord-ouest de Tananarive, sur des centaines de milliers d'hectares un terrain très curieux. C'est un sable qui, à une époque inconnue, s'est trouvé littéralement inondé par des flots de pétrole; celui-ci par la suite s'est solidifié, et a, ce faisant, cimenté ensemble les différentes particules de sable, transformant celui-ci en une roche compacte. Cette roche se trouve ainsi contenir 10 à 12 0/0 de pétrole qu'il est assez facile d'en retirer, soit par distillation, soit par dissolution. D'autre part il est probable qu'en dessous de ces pétroles solidifiés se trouvent des pétroles encore liquides qu'on pourra extraire par le procédé habituel des sondages.

On se trouve donc en face d'une formation pétrolifère colossale que Joleaud, l'un des géologues envoyés en mission par le gouvernement, a appelé lui-même un « Bakou malgache ». On comprend dès lors la hâte que la Banque de Paris a mise à se faire voter, pendant que ses hommes tiennent le pouvoir, le moyen de se réserver l'exploitation d'une telle richesse.

C'est le 9 juillet au matin que la Chambre ratifiait la convention de la banque d'émission malgache. C'est le même 9 juillet au soir qu'elle votait les crédits pour la guerre du Maroc. Sous deux aspects différents deux choses entièrement similaires : il s'agit de donner à la Banque de Paris et des Pays-Bas, ici le pétrole, et là le fer.

La Banque de Paris et des Pays-Bas vers le monopole de la caricature.

On a souvent parlé de ce syndicat américain qui s'était, paraît-il, constitué pour acheter les inventions dans le seul but de les étouffer. La «Banque de Paris et des Pays-Bas », propriétaire du journal le *Journal*, a trouvé plus fort : elle embauche des dessinateurs dans le seul but de les empêcher de dessiner. C'est ainsi que l'un des meilleurs caricaturistes du temps présent, que les anciens lecteurs de l'*Humanité* connaissent extrêmement bien, est appointé par le *Journal*... qui ne lui demande jamais aucun dessin. Mais son contrat lui interdit de dessiner autre part. De cette façon la Banque de Paris a réduit au silence un adversaire éventuel dont le talent aurait pu constituer un danger pour ses combinaisons du Rif, de Madagascar et d'ailleurs.

Où en est l'entente métallurgique franco-allemande ?

A vrai dire, il est difficile de le préciser. Fidèle à ses habitudes de clandestinité le Comité des Forges ne laisse filtrer que ce qui lui est utile de faire savoir.

La seule chose à peu près certaine, c'est que le 16 juin les métallurgistes français et allemands ont signé un accord qui comportait cette clause : 1,750,000 tonnes de fonte et acier provenant de France, du Luxembourg ou de la Sarre pourront entrer chaque année en Allemagne (à condition que les usines allemandes travaillent elles-mêmes à pleine capacité; dans le cas contraire cette quantité subira une réduction proportionnelle) en ne payant que la moitié des droits de douane portés au tarif. Mais il est non moins certain qu'en contre-partie de cette faveur faite aux produits bruts français, on a dû consentir du côté français des tarifs de faveur pour les produits finis allemands. Or sur ce point, il n'a paru, à ma connaissance, de renseignements précis nulle part.

Quoi qu'il en soit, aussitôt cet accord entre magnats conclu, une réunion entre les représentants des Gouvernements, qui devait être décisive, pour la conclusion du fameux traité de commerce, fut annoncée pour cinq jours après. Nous avions en effet souvent dit que dès que les magnats de la métallurgie seraient d'accord, les gouvernements s'y mettraient aussitôt. Cependant, au dernier moment l'accord des gouvernements n'a pu être signé parce qu'un fait nouveau s'était produit ces derniers temps. Ainsi que nous l'avons exposé le mois dernier, l'industrie de la Ruhr est actuellement en pleine crise, ce qui a affaibli la puissance politique de l'industrie. Dès lors celle-ci ne s'est plus sentie suffisamment forte pour imposer son traité de commerce aux agrariens qui protestaient véhémentement contre lui parce que sacrifiant leurs intérêts à ceux de l'industrie, et dans ces conditions Stresemann n'a pas signé le traité dans la crainte qu'il ne soit pas ratifié par le Reichstag.

De ce fait l'accord entre magnats français et allemands, qui, semble-t-il, ne devait entrer en vigueur qu'après la signature du traité de commerce par les gouvernements a dû tomber provisoirement à l'eau, sauf cependant en ce qui concerne la Sarre, un traité provisoire de quatre mois ayant été signé pour ce territoire le 11 juillet entre Briand et Stresemann.

De tout cela, il résulte en tous cas que les pourparlers pour une entente entre les monopoles français et allemands de la métallurgie se poursuivent plus activement que jamais, et que s'ils se heurtent à maintes difficultés ils sont de plus en plus près d'aboutir. — R. LOUZON.

FAITS ET DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 1er JUILLET. — Le IVe Congrès international des anciens combattants s'ouvre à Paris.

JEUDI 2. — Réquisitoire de M. Chéron, au Sénat, contre la propagande communiste.

VENDREDI 3. — *Angleterre.* — La conférence des mineurs repousse les propositions des propriétaires de mines.

SAMEDI 4. — Première séance du Congrès ouvrier de la région parisienne contre la guerre du Maroc. Discours de Barbusse, Doriot, Treint et Monmousseau

DIMANCHE 5. — *L'Humanité* publie une déclaration de Monmousseau, Dudilieux, Racamond, Richetta, Matton, Lichon et Chausin annonçant leur adhésion au Parti.

— Deuxième journée du Congrès ouvrier. Discours de Liebaert, Renaud Jean, Cachin, etc. Le Congrès adopte le principe d'une grève générale et décide l'envoi au Maroc d'une Commission d'enquête.

LUNDI 6. — Nouvelle phase de la guerre au Maroc; le général Naulin prend le commandement; violente offensive des Rifains.

— Digat expose son point de vue sur l'unité à l'assemblée des Conseils syndicaux confédérés de la région parisienne.

MARDI 7. — *Chine* : A Chung-King, bagarres sanglantes entre grévistes et marins britanniques.

MERCREDI 8. — Manifestation au central télégraphique et chez les ambulants de la gare Saint-Lazare.

— La Chambre ratifie la convention de Washington sur les 8 heures, mais retarde son application au jour où l'Allemagne l'aura ratifiée aussi.

JEUDI 9. — Les crédits pour la guerre au Maroc sont votés par 411 voix contre 29.

VENDREDI 10. — Les unitaires remportent un gros succès aux élections de la Commission mixte des Transports en commun.

— Le gouvernement propose une nouvelle prorogation des loyers jusqu'au 1er janvier 1931.

DIMANCHE 12. — Congrès ouvrier de la région du Nord contre la guerre au Maroc.

— Les socialistes votent contre l'ensemble du budget.

LUNDI 13. — Un secrétaire général des P. T. T., M. Deletête, est nommé.

JEUDI 16. — Expulsion de Karl Tiedt, secrétaire de l'Internationale des Anciens Combattants.

— Le maréchal Pétain part au Maroc.

Belgique : La grève des métallurgistes s'étend à tout le pays.

SAMEDI 18. — Le gouvernement interdit la fête communiste de Garches.

DIMANCHE 19. — Renouvellement des conseillers généraux dans 1,467 cantons.

MARDI 21. — Conférence à la présidence du Conseil au sujet de la répression de la propagande communiste.

— Sept militants communistes condamnés à Tunis.

— Grève générale des employés de banque à Marseille

MERCREDI 22. — Les vieux syndicats de mineurs du Pas-de-Calais et du Nord acceptent la diminution de 20 0/0 de la prime.

— Le juge d'instruction de Quimper rend une ordonnance de non-lieu en faveur de Raynier, le chef de bande des assassins de grévistes de Douarnenez.

Esthonie : Procès des 77 communistes · Geideman condamné à mort; trois au travaux forcés à perpétuité, quatorze à dix ans, douze à huit ans, seize à six ans, un à cinq ans et un à quatre ans.

VENDREDI 24. — Le Conseil national des mineurs confédérés renonce à sa démonstration de grève du 27 juillet.

— Grève à la Banque national de Crédit.

— Des poursuites judiciaires contre divers militants communistes sont annoncées.

SAMEDI 25. — Hénault, maire communiste de Saint-Pierre-des-Corps, est condamné à six mois de prison.

— *Angleterre* : Les syndicats des cheminots décident en cas de lock-out des mineurs, de ne pas transporter de charbon.

DIMANCHE 26. — Scrutin de ballotage des élections cantonales.

LUNDI 27. — La grève de protestation des mineurs n'a lieu qu'à Carmaux.

— Perquisition au siège du Comité central d'action.

— *Sarre* : La grève des mineurs est complète.

MARDI 28. — Comité Exécutif de l'Internationale des mineurs à Paris.

MERCREDI 29. — Bonnefons, Midol et Raynaud, inculpés ainsi que neuf autres militants du Comité d'Action, sont convoqués par le juge d'instruction.

— Les employés du Crédit Lyonnais rejoignent les grévistes de la Banque nationale de Crédit.

— Alexandre Varenne, député socialiste du Puy-de-Dôme, est nommé gouverneur de l'Indochine.

JEUDI 30. — Trois nouveaux établissements : Comptoir d'Escompte, Crédit du Nord et Banque Privée, se joignent à la grève.

— *Allemagne* : Obsèques d'Eichorn.

VENDREDI 31. — La Banque du Commerce extérieur et le Crédit Commrrcial se joignent au mouvement.

Angleterre : Le lock-out des mineurs est évité.

La grève de la Banque

Nous ne pouvons que parler très brièvement du magnifique mouvement qui vient d'éclater dans la Banque, nous réservant d'y revenir le mois prochain.

Voici quelles étaient les positions respectives des syndicats au moment du déclanchement du mouvement.

Le Syndicat confédéré qui est rattaché à la Fédération de la Finance confédérée (C. G. T.) et qui compte environ huit cents membres cotisants pour la Région parisienne avait, depuis le mois de février dernier, conclu un espèce de pacte avec une Fédération de Syndicats indépendants dont le siège est à Bordeaux et qui a, à sa tête, un nommé Portalier, voyageur de commerce. Ces deux organisations avaient élaboré un cahier de revendications en commun qui prévoyait comme salaire de base pour un employé majeur 6,000 francs par an (soit 500 francs par mois), auxquels venaient s'ajouter diverses indemnités portant le salaire mensuel tout compris à 750 francs par mois.

Le Syndicat catholique comprend lui aussi un millier d'adhérents environ pour Paris; il a toujours travaillé seul, ignorant les autres organisations et ne voulant, bien entendu, pas entendre parler de lutte de classe.

Le Syndicat unitaire, rattaché à la Fédération Unitaire des Employés, compte environ pour la région parisienne (il n'a encore à l'heure actuelle aucune base en province) six cents adhérents; ce syndicat est un des rares qui pratiquent dans la C. G. T. U. la tactique du front unique, par le moyen de la « lettre ouverte ». Ayant élaboré un cahier de revendications entériné par deux décisions d'Assemblées générales et qui prévoyait un salaire de base de huit cents francs mensuels, il avait fait propositions sur propositions au syndicat confédéré pour pouvoir élaborer un cahier de revendications en commun et le présenter aux patrons; le syndicat confédéré avait toujours refusé, se retranchant derrière le « pacte » conclu avec Portaller.

Le Syndicat confédéré et la Fédération Portalier avaient, entre février et juillet, lancé à différentes reprises des mots d'ordre de grève, jamais suivis, puisqu'ils avaient négligé de préparer la masse et s'étaient contentés de faire le pied de grue dans les antichambres ministérielles.

Pour savoir en quelle estime les confédérés tenaient les employés de banque, il suffit de lire dans le numéro de juillet 1925 de leur organe, le compte rendu de leur meeting du 20 juin. Champsiaud « fit une critique méritée ,sévère et juste de la mentalité de l'employé de Banque », Maurer « dépeint d'un ton jovial le tempérament de l'employé de banque bourgeois » et Blanchard, secrétaire général du syndicat confédéré « les assimile (les employés de banque) à des mollusques, qui mis au pied du mur, sont incapables de prendre position ».

Ceci démontre suffisamment que, les confédérés et Portalier, ne croyaient guère à une grève.

Les unitaires y croyaient-ils davantage ? Il faut bien le dire, la plupart des copains unitaires considèrent les employés de banque comme des types complètement amorphes et avec lesquels, il n'y a rien à faire. Lorsque l'auteur de ces lignes s'élevait contre un tel état d'esprit, on lui répondait invariablement : « Que veux-tu, nous ne sommes pas ici chez des métallurgistes ni au bâtiment. » Evidemment, nous savons bien que les employés de banque ne font pas partie du prolétariat proprement dit, mais, par suite de l'élévation du coût de la vie, ils tendent à se prolétariser de plus en plus et ils viennent de cette petite bourgeoisie qui a en France, des traditions révolutionnaires. Et puis, avec l'importance prise par les Banques depuis la guerre, les grands établissements de crédit sont devenus de véritables « usines » et groupent des milliers d'employés qui sont relativement faciles à organiser syndicalement.

Le syndicat unitaire avait du moins fait un travail positif, parallèlement à l'envoi de « la lettre ouverte », en organisant une importante série de réunions à la sortie des maisons, préparation d'un grand meeting pour septembre et d'une grève générale pour octobre.

Voilà donc la situation respective des organisations fin juillet.

Mais une fois de plus, la masse devait déborder les cadres. *L'Humanité* et le *Peuple* ont publié des salaires moyens des établissements de crédit; les camarades ont pu en prendre connaissance. Après la récente inflation, pour les employés de banque, le dilemme était le suivant : ou tenter quelque chose ou crever littéralemen de faim.

Et alors, éclatèrent en province, des mouvements partiels à Angers et à Saumur, une grève générale à Marseille.

L'exemple devait être contagieux : le vendredi 24 juillet, à 16 heures, sur le refus de la direction de la Banque Nationale de Crédit d'accorder cent francs d'augmentation mensuelle au lieu des quarante-cinq francs promis, le personnel de cet établissement quittait le travail dans la proportion de 80 0/0 des effectifs.

Un Comité de grève comprenant des unitaires, des confédérés, des catholiques et des non syndiqués était formé : l'unité dans l'action était réalisée.

Et alors, il fallut bien s'apercevoir que l'effervescence était à son comble dans cette corporation; l'enthousiasme, la combativité déployés par les employés de la B. N. C. auraient du être un indice pour les unitaires et ils auraient dû comprendre, que malgré la faiblesse des effectifs syndicaux, environ deux mille cinq cents syndiqués dans la Seine sur trente mille employés de banque, le moment était favorable pour le déclanchement d'une action générale, même par dessus la tête des confédérés et des catholiques, si besoin en était; d'ailleurs, ceux-ci auraient suivi certainement pour ne pas se déconsidérer aux yeux des masses.

Le syndicat unitaire adopta d'ailleurs deux résolutions dans ce sens à son Conseil du vendredi 14 juillet à son Assemblée générale du lundi 27, mais dans la pratique, il opéra comme les syndicats confédérés et catholiques et se rangea à la tactique des « petits paquets », chère à M. Jouhaux; c'est ainsi que le mercredi 29, le Crédit Lyonnais entrait en lice, le jeudi 30, le Comptoir d'Escompte, le Crédit Commercial de France, la Banque Privée, la Banque Nationale Française pour le Commerce extérieur et d'autres établissements de seconde importance. Pour la Société Générale, une manœuvre réformiste fit que, près de deux semaines après la sortie de la B. N. C., cet établissement n'était pas encore en grève.

Les grévistes sont, à l'heure actuelle, près de vingt mille, ils témoignent d'un enthousiasme indescriptible; la salle Japy est archi-comble à tous les meetings du matin et tout comme pour Douarnenez, l'élément féminin (signe des temps) représente plus de cinquante pour cent des grévistes.

Le Comité de grève central comprend des lafayettistes, des unitaires, des catholiques et des non-syndiqués; il a élaboré un nouveau cahier de revendications dans lequel il prévoit sept cents francs comme salaire de base.

Les journaux bourgeois, même les plus réactionnaires (la *Victoire* exceptée) sont favorables à la grève; dame, la grève est très populaire, et, ils ne peuvent la combattre sans se déconsidérer complètement; malgré le bourrage de crâne intensif, il est difficile de faire admettre qu'on peut vivre avec moins de six cents francs par mois, de vingt francs par jour.

Les employés de banque triompheront-ils? Ils ont affaire à un patronat extrêmement puissant, mais il faut dire que le mouvement est général, bien plus important qu'en 1919 (l'effectif des employés de banque a pour le moins doublé depuis cette date) et qu'il est possible que l'arbitrage gouvernemental impose au Syndicat des Banquiers, une « solution mixte » que les grévistes seront obligés d'accepter.

En tout cas, quelle que soit son issue, ce mouvement marquera une date. Nous en tirerons le mois prochain les conclusions.

Pour l'instant, terminons en disant que les employés de banque feront peut-être faire un grand pas au rétablissement de l'unité syndicale : il est symptomatique que dans cette masse d'inorganisés, l'unité soit journellement acclamée. C'est ainsi qu'à une réunion à Japy, le mercredi 5 août, un orateur ayant déclaré : « Il faut espérer qu'à la suite de cette grève, non seulement l'unité persistera dans la Banque, mais qu'elle aboutira à sa reconstitution nationale et internationale », il fut ovationné pendant plus de dix minutes (je n'exagère pas) par une salle en délire, qui trépignait de joie et faisait trembler les tribunes de la salle Japy. — THÉO PAVEL.

Les résolutions du Congrès ouvrier du 5 juillet. Le Congrès ouvrier de la Région parisienne, qui s'est tenu le 5 juillet, a pris deux résolutions importantes, l'une fixant la composition et les tâches du Comité d'action, l'autre relative à l'unité. Nous les reproduisons toutes deux :

CONTRE LA GUERRE DU MAROC
ET LES IMPOTS CAILLAUX

Les délégués des usines et des organisations prolétariennes de la Région parisienne estiment que leur Congrès doit intensifier et agrandir la lutte des ouvriers et des paysans contre la guerre du Maroc et contre les impôts Caillaux.

Le Congrès des ouvriers de la Région parisienne estime nécessaire pour cela de constituer un Comité Central d'Action de 125 membres, chargé d'organiser la lutte. Le Comité Central d'Action comprendra 100 camarades des usines les plus importantes et appartenant aux différentes organisations représentées à ce Congrès et 25 délégués des Comités régionaux de province.

Ce Comité d'Action conservera une liaison permanente avec toutes les délégations des usines et des organisations qui ont participé au Congrès.

Le Congrès mandate le Comité d'Action pour se mettre en liaison avec toutes les usines et toutes les organisations décidées à lutter sur le programme déterminé par le Congrès.

En particulier, le Comité d'Action devra travailler au développement des Comités d'Action locaux et des Comités d'unité prolétarienne, dans chaque entreprise, coordonner l'action de ces organismes où doivent entrer tous les ouvriers, employés, femmes travailleuses et paysans, etc., et renouveler aux organisations se réclamant du prolétariat la demande de leur participation au Comité Central d'Action sur la base des décisions du Congrès.

Le Comité d'Action devra soutenir de toutes ses forces la lutte pour l'unité syndicale; il devra également lier le mouvement des ouvriers de la région parisienne au mouvement ouvrier des diverses régions de France, au mouvement des paysans travailleurs et au mouvement des peuples coloniaux opprimés par l'impérialisme français.

Le Comité Central d'Action devra se mettre en rapport avec les organisations ouvrières d'Angleterre, d'Espagne et d'Italie pour susciter dans ces pays la constitution de Comités d'action contre la guerre au Maroc et de toutes les guerres coloniales et opérer avec eux une liaison internationale.

Le Comité Central d'Action est chargé de lancer, au nom du Congrès, en dehors des appels généraux à la classe ouvrière, une série d'appels aux femmes travailleuses, aux jeunes ouvriers et ouvrières, aux soldats, aux marins, aux classes moyennes, aux paysans, aux intellectuels , aux peuples coloniaux.

Le Comité d'Action devra pratiquement prendre la défense des soldats et des marins engagés dans la lutte du Maroc, exécuter, en ce qui les concerne, les tâches fixées par le Congrès dans ses résolutions.

Le Congrès insiste sur la nécessité pour son futur Comité d'Action de ne pas limiter son activité à ses premiers objectifs et de prendre toutes les mesures nouvelles que nécessitera la situation.

Le Comité d'Action devra, chaque fois qu'il sera nécessaire, convoquer des Congrès semblables à celui qui vient d'avoir lieu.

Afin de mener à bien les tâches déterminées par le présent Congrès, celui-ci donne mandat au Comité d'Action d'utiliser tous les moyens de recueillir parmi les ouvriers et les paysans les fonds nécessaires à son action.

VIVE LE CONGRES DES OUVRIERS DE LA REGION PARISIENNE!

A BAS LA GUERRE DU MAROC ET LES IMPOTS CAILLAUX!

POUR L'UNITÉ PROLÉTARIENNE
ET SYNDICALE.

Le Congrès des Ouvriers de la Région parisienne ne doit pas s'en tenir à protester de toutes ses forces contre la Guerre du Maroc, contre l'intervention en Chine, contre les nouveaux impôts et contre l'inflation; il demande à tous les ouvriers de Francee de réunir toutes leurs forces dans les Comités d'unité prolétarienne pour lutter efficacement contre la guerre et contre l'inflation en parfait accord avec le Comité d'Action animé par le P. C. et la C. G. T. U.

Le Congrès se range avec enthousiasme à l'avis de la C. G. T. U. qui prévoit une grève générale de démonstration contre la guerre du Maroc et l'intervention en Chine, et charge le Comité Central d'Action d'en assurer la préparation et d'en déterminer la date en accord avec les organisations syndicales.

Le Congrès, décidé à arrêter à tout prix l'effusion de sang, proclame la nécessité du boycottage de la fabrication et du transport des troupes et des munitions.

Le Congrès est convaincu que l'organisation des ouvriers de toute catégorie et de toute conception, dans les syndicats, est le meilleur moyen de défense; il invite tous les ouvriers, sans exception, à rentrer immédiatement dans les syndicats unitaires ou confédérés qui s'affirmeront catégoriquement contre la Guerre du Maroc, contre les impôts et l'inflation, et qui décideront de lutter pour l'augmentation des salaires, pour l'échelle mobile des salaires et pour leur paiement au taux du dollar, ou en franc-or.

Mais le Congrès souligne les difficultés créées par la co-existence des deux C. G. T.

Pourquoi deux Syndicats par usine et par industrie ? Pourquoi deux C. G. T. ? L'union de tous les ouvriers pour la lutte commune est absolument nécessaire.

Le Congrès fait appel aux deux C. G. T. pour réaliser immédiatement l'accord pour la lutte en commun et pour faire la fusion de tous les syndicats dans le plus bref délai.

***

L'appel aux Soldats. Le Comité Central d'Action a publié dans l'*Humanité* du 20 juillet l'appel suivant adressé aux soldats et aux marins. Le gouvernement poursuit pour cet appel douze militants du Comité. On remarquera combien le ton de cet appel est moins élevé que celui des articles publiés jadis par Gustave Hervé et que nous reproduisons d'autre part :

Camarades,

En dépit des promesses qui nous ont été faites en 1918, la guerre a recommencé au Maroc, aussi horrible que celle qui a ravagé le monde pendant plus de quatre ans.

Cette guerre n'a pas pour but de sauver l'honneur national. On vous envoie mourir au Maroc pour permettre aux banquiers de mettre la main sur les riches gisements de la République du Riff, pour engraisser une poignée de capitalistes.

Vous faites la guerre des banquiers !

Camarades soldats et marins! les 5 et 12 juillet des milliers d'ouvriers et ouvrières délégués par tous les travailleurs de la région parisienne et du Nord se sont réunis pour chercher les moyens de faire cesser la guerre et de vous arracher à la mort.

Le Comité Central d'Action issu de ces Congrès vous adresse son salut fraternel et l'assurance que tous les délégués qui, de 1914 à 1918, ont connu vos souffrances, veulent immédiatement les faire cesser.

Les politiciens bourgeois et les chefs socialistes, reniant leurs promesses de paix, vous envoient à l'abattoir. Mais les ouvriers, les paysans, les soldats et les marins sauront imposer la fin de la tuerie par leur union et leur force.

Le C. C. A. a confiance en vous; il sait que vous ferez votre devoir envers les Riffains qui luttent pour leur indépendance. Vous ne serez pas les valets de la Banque. Vous vous souviendrez que les bolcheviks russes, les glorieux marins de la mer Noire, les soldats d'Odessa, les soldats espagnols du Riff ont su arrêter la guerre par la fraternisation.

Il y a quelques jours à peine, à bord du Courbet, *du* Strasbourg *et du* Paris, *les marins français ont montrés qu'ils étaient restés des ouvriers. Ils ont compris leur devoir :*

FRATERNISER AVEC LES RIFFAINS.

ARRETER LA GUERRE DU MAROC.

Les ouvriers et ouvrières de la région parisienne et du Nord, demain tous les travailleurs de France sauront aussi faire leur devoir et obliger le gouvernement à faire la paix. Malgré la répression qui s'abat sur eux ils lutteront pour imposer la paix par tous les moyens, au besoin par la grève. Ils pensent tous les jours à vous, ils ne vous abandonnent pas.

Voici ce qu'ils réclament pour vous à côté de leurs propres revendications :

Dix jours de permission tous les deux mois, avec voyage gratuit ;

Prêt porté à 30 sous par jour ;

Franchise pour les colis ;

Libération anticipée d'un nombre de jours égal à ceux passés en campagne ;

Service de dix-huit mois pour les marins.

De même qu'ils ont arraché de prison les marins de la mer Noire, les soldats d'Odessa et de Mayence, ils vous soutiendront et vous défendront envers et contre tous !

A bas la guerre du Maroc !

Paix immédiate avec le Riff !

Vive l'évacuation militaire du Maroc !

Vive la fraternisation avec les Riffains !

* * *

Les conditions de paix d'Abd el Krim

Le *Quotidien* du 23 juillet a publié le document suivant, émanant d'une personnalité en communication avec le chef riffain et intitulé : « Esquisse des conditions de paix tracées par Abd el Krim » :

La France, l'Espagne et le Riff ont fait connaître au monde leur désir de paix; ces trois nations ont déclaré que leurs actes de guerre ne sont pas inspirés par des desseins impérialistes ou panislamiques.

Vu ce mutuel désir de conclure la paix, il ne devrait pas être difficile de trouver une base se prêtant à un arbitrage immédiat et à la rapide cessation des hostilités.

Ayant visité le Riff l'hiver dernier et étant resté en rapport avec le gouvernement du Riff, je suis en mesure d'affirmer que Mohammed ben Abd el Krim est également très désireux de signer la paix avec la France et l'Espagne.

Les suggestions suivantes qui sont formulées ci-après seraient, j'en suis sûr, agréables au chef riffain et permettraient la reconnaissance de certains droits espagnols et français.

Mes amis et moi nous ferions, en tout cas, de notre mieux pour assurer un armistice immédiat sur ces bases :

1° *L'Etat du Riff serait reconnu et garanti par la S. D. N., avec un statut similaire de celui de l'Afgahnistan, et le gouverneur du Riff recevrait le titre d'émir ;*

2° *Le sultan du Maroc serait reconnu par l'Etat du Riff comme étant son « Amir-al-Mouminin » (1) et son nom serait lu dans la* Khutba;

3° *La frontière méridionale serait la rive nord de l'Ouergha. Toute la Djeballa serait incorporée au Riff, y compris Larache, Arzilla, Tetouan ;*

4° *L'Espagne garderait Ceuta et Melilla avec assez de territoire pour défendre ces villes contre les attaques de terre et de mer. Les mines de fer de l'Oro, déjà en exploitation à 15 kilomètres au sud de Melilla, seraient laissées à l'Espagne ;*

5° *Une armée permanente, dont le chiffre devrait être fixé par des experts, serait accordée au gouvernement du Riff. Les armements des troupes en surnombre seraient repris par le gouvernement du Riff ;*

(La réduction de l'armée pourra s'effectuer au fur et à mesure que seront recueillies les armes.)

6° *Cessation complète de toute propagande panislamique dans le protectorat français du Maroc ;*

7° *Réparations : néant ;*

8° *Un léger crédit serait accordé par la S. D. N. pour permettre au gouvernement du Riff de s'installer solidement, et pour surmonter les difficultés qui pourraient se présenter pendant la première année de sa constitution en Etat autonome ;*

9° *Développement économique du Riff.*

Certaines facilités seraient accordées par l'Espagne pour mener à bien ce développement et certains privilèges seraient accordés aux Espagnols commerçants dans la région de Larish, Tetouan et Adjir. La France et l'Espagne devraient coopérer et tenir en mains les intérêts principaux du chemin de fer Fez-Tanger et Melilla-Taza, s'il est construit.

Pour apaiser l'amertume et la haine actuellement existantes, les trois belligérants, afin de montrer leur bonne foi, prendraient des mesures immédiates pour conclure un armistice, promettant d'une part :

1° *De lever le blocus à l'égard des besoins commerciaux ;*

2° *De permettre l'entrée de la mission médicale et de reconnaître les Riffains en tant que belligérants.*

D'autre part :

1° *Retour d'un tiers des prisonniers français et espagnols, sans rançon ;*

2° *Retirer tous agents politiques dans le protectorat français.*

Je suis certain que si la France et l'Espagne faisaient des offres équivalentes, le chef riffain se rendrait aux raisons de bon sens et de justice.



Un article injurieux.

Au cours de leur campagne à l'esbroufe, les communistes du Livre, renforcés par ceux des Métaux, ont parlé à plusieurs reprises d'un article de Pelletier, refusé par l'organe du Syndicat des métaux comme... injurieux, plein de venin, etc., etc.

Voulez-vous savoir en quoi consistent les injures et le venin ?

Voici les trois points incriminés :

« En fait, en ces temps de mots d'ordre *lancés à tout propos et hors de propos*, il me paraît un peu osé de vouloir à nouveau parler des comités d'usine. »

. . . .

« On leur a substitué une propagande, un mot d'ordre pour la constitution d'autres groupements appelés *comités soi-disan* d'unité prolétarienne. »

. . . .

« *Je dirai même en passant que depuis quatre mois qu'elles* (les sections syndicales) *existent, nous ne leur demandons pas beaucoup leur avis.* »

Voilà toutes les injures et tout le venin de cet article.

Vous avouerez que les communistes des métaux — et ceux qui brûlent de les imiter — ont une singulière conception de la liberté de pensée et de discussion.

Ils nous préparent de beaux jours.

(1) D'après les historiens arabes, et si l'on s'en réfère à MM. de Segonzac, Drummond Hay, ainsi qu'aux archives du Maroc, le sultan de Fez n'a jamais possédé de pouvoir temporel sur le Riff.

Le Gérant : V. GODONNÈCHE.

Imp. Nouvelle (assoc. ouv.), 11, rue Cadet. — 1639-8-25.

